UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Déterminants de l'industrialisation : analyse comparative entre les pays de l’Asie et de l’Afrique

Nahayo, Ferdinand; Sous la direction de: Pr. Frédéric Nimubona

2024
UB, FSEG
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/992

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

MASTER EN ANALYSE ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT

DETERMINANTS DE L'INDUSTRIALISATION : ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LES PAYS DE L'ASIE ET DE L'AFRIQUE

Par :

NAHAYO Ferdinand

Mémoire

présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention du Diplôme de Master en Analyse Economique et Développement

Option : Analyse Economique

Sous la direction de:

Pr. Frédéric NIMUBONA

Bujumbura, Janvier 2024

MEMBRES DU JURY

Président : Pr. Gilbert NIYONGABO

Direteur : Pr. Frédéric NIMUBONA

Secréteur : Dr. Solomon NSABIMANA

DEDICACES

A mes chers parents ;

A mes frères et sœurs ;

A tous ceux qui me sont chers ;

Pour que ce mémoire suscite en eux l'ardeur au travail.

NAHAYO Ferdinand

REMERCIEMENTS

Ce mémoire est certes un travail individuel mais qui a bénéficié du soutien, de toute part, moral et matériel. Ainsi, mes remerciements doivent être adressés à ceux qui ont contribué à la production de ce travail.

Mes sincères remerciements vont d'abord à mon directeur de mémoire, Professeur Frédéric NIMUBONA qui m'a fait confiance pour le mener à termes et pour avoir accepté de diriger ce mémoire malgré ses nombreuses préoccupations. Je le remercie également pour ses conseils, ses idées toujours innovantes et ses encouragements.

Je tiens indistinctement à exprimer mon immense reconnaissance et mon profond respect à tous les professeurs de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion qui m'ont encadré dès le premier cycle universitaire jusqu'au cycle de mastère.

Ensuite, des remerciements sont adressés à l'Econet qui a pu faciliter ce travail à travers Higher Life Foundation dès mes études secondaires jusqu'aux études universitaires en me faisant un soutien des différents matériels qui étaient tellement nécessaires et importants pour mieux accomplir mes responsabilités.

Je ne saurais oublier dans cet élan de reconnaissances mes amis et camarades, en l'occurrence ceux de la 3ème promotion avec lesquels j'ai beaucoup appris et apporté durant les moments d'échanges très fructueux.

Enfin, mais avant tout, mes sincères sentiments de gratitude vont à l'endroit de ma chère Maman pour des sacrifices qu'elle m'a consentis depuis toujours et dans toutes les circonstances. Je la remercie d'être à mes côtés chaque jour et du soutien et le bonheur qu'elle ne cesse de m'apporter.

NAHAYO Ferdinand

RESUME

Aujourd'hui le secteur industriel est placé au cœur de toutes les stratégies de développement des pays du monde. L'industrialisation aide à améliorer le capital humain, stimuler la productivité et encourager l'innovation. Elle contribue de manière significative à la réduction de la pauvreté et renforce la diversification économique et les investissements privés nationaux.

L'objectif de cette étude est de mener une analyse comparative des déterminants de l'industrialisation entre les pays de l'Afrique et de l'Asie**.** Pour ce faire, nous avons essentiellement utilisé pour les estimations le logiciel stata 15, deux échantillons de même taille des données de panel composé l'un de 21 pays de l'Afrique et l'autre de 21 pays de l'Asie. Les résultats obtenus après les estimations et les tests de spécification montrent que le meilleur modèle pour estimer ces types de données est le modèle à effets fixes pour tous les deux échantillions.

Les résultats de la recherche montrent qu'il y a une différence des facteurs déterminant l'industrialisation entre les pays de l'Asie et de l'Afrique. Concernant le capital humain, il exerce un impact positif et non significatif sur l'industrialisation dans les pays de l'Afrique mais, il est positif et significatif dans les pays de l'Asie. Quant au rôle des institutions, il exerce l'effet négatif sur l'industrialisation dans les pays de l'Afrique par contre il entraine l'effet positif dans les pays de l'Asie. S'agissant des infrastructures, elles ont un impact négatif sur l'industrialisation dans les pays de l'Afrique tandis qu'elles ont un impact positif sur l'industrialisation dans les pays de l'Asie. Les pays l'Afrique doivent augmenter les investissements dans l'éducation pour améliorer leur niveau de capital humain et la qualité des infrastructures, et renforer leurs institutions pour faire développer un secteur manufacturier efficace.

Les mots clés : Industrialisation, déterminants, pays d'Asie, pays d'Afrique.

ABSTRACT

Today the industrial sector is placed at the heart of all the development strategies of countries around the world. Industrialization helps improve human capital, boost productivity and encourage innovation. It contributes significantly to poverty reduction and strengthens economic diversification and national private investment.

The objective of this study is to conduct a comparative analysis of the determinants of industrialization between the countries of Africa and Asia. To do this, we mainly used the stata 15 software for the estimations, two samples of the same size of panel data composed of one of 21 African countries and the other of 21 Asian countries. The results obtained after the estimations and specification tests show that the best model to estimate these types of data is the fixed effects model for every two samples.

The research results show that there is a difference in the factors determining industrialization between Asian and African countries. Concerning human capital, it has a positive and insignificant impact on industrialization in African countries and but it is positive and significant in Asian countries. As for the role of institutions, it has a negative effect on industrialization in African countries but it has a positive effect in Asian countries. Regarding infrastructure, they have a negative impact on industrialization in African countries while they have a positive impact on industrialization in Asian countries. African countries must increase investments in education to improve their level of human capital and the quality of infrastructure, and strengthen their institutions to develop an efficient manufacturing sector.

Key words: Industrialization, determinants, Asian countries, African countries.

TABLE DES MATIERES

MEMBRES DU JURY ..... **i**

DEDICACES ..... **ii**

REMERCIEMENTS ..... **iii**

RESUME ..... **iv**

ABSTRACT ..... **v**

TABLE DES MATIERES ..... **vi**

LISTE DES GRAPHIQUES ..... **x**

LISTE DES TABLEAUX ..... **xi**

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS ..... **xii**

AVANT-PROPOS ..... **xiii**

INTRODUCTION GENERALE **1**

1. Intérêt et justification du sujet 1

2. Contexte et problématique 2

3. Objectifs de l'étude 8

3.1. Objectif global 8

3.2. Objectifs spécifiques 8

4. Hypothèses de recherche 8

5. Méthodologie 8

6. Annonce du plan 9

CHAPITRE I : INDUSTRIALISATION ET SES DETERMINANTS **10**

Section 1 : Processus d'industrialisation des économies 10

I.1.1. La différence entre l'industrie et l'industrialisation 10

I.1.1.1. L'industrie 10

I.1.1.2. L'industrialisation, un phénomène complexe 12

I.1.1.3. Les théories relatives au phénomène de l'industrialisation 16

I.1.1.3.1. Théories du décollage ou des étapes de la croissance 16

I.1.1.3.2. La théorie de la forte poussée (big push) 17

I.1.1.3.3. La théorie des industries industrialisantes 18

I.1.1.3.4. La théorie de la croissance équilibrée 19

Section 2. Déterminants de l'industrialisation.....20
I.2.1. Revue de littérature théorique des déterminants de l'industrialistion.....20
I.2.1.1. Investissements dans le capital humain.....20
I.2.1.2. Gouvernance et industrialisation.....23
I.2.1.2.1. Gouvernance politique et industrialisation.....23
I.2.1.2.2. Gouvernance économique et industrialisation.....25
I.2.1.2.3. Gouvernance institutionnelle et industrialisation.....30
I.2.1.3. Investissements dans les infrastructures et l'industrialisation.....31
I.2.2. Revue de littérature empirique des déterminants de l'industrialistion.....33
I.2.2.1. Impact du capital humain sur l'industrialisation.....33
I.2.2.2. Effets de la gouvernance politique sur l'industrialisation.....33
I.2.2.3. Effets de la gouvernance économique sur l'industrialisation.....34
I.2.2.4. Impact des infrastructures sur l'industrialisation.....36
Conclusion du premier chapitre.....37
CHAPITRE II : INDUSTRIALISATION EN AFRIQUE ET EN ASIE.....38
Section 1 : Etat d'industrialisation des pays d'Asie et d'Afrique.....38
II.1.1. Situation de l'industrialisation en Asie et en Afrique dès 1950-2022.....38
II.1.2. Parcours du processus de l'industrialisation des pays de l'Afrique et de l'Asie.....39
II.1.3. Niveaux de l'industrie manufacturière des pays de l'Asie et de l'Afrique (1960-2022).....41
II.1.4. Contribution du secteur industriel dans le Produit Intérieur Brut par habitat des pays de l'Afrique et ceux de l'Asie (1960-2022).....43
II.1.5. Investissements directs étrangers pour les pays de l'Afrique et de l'Asie.....45
II.1.6. Les exportations des pays de l'Afrique et de l'Asie depuis 1960 à 2022.....47
Section 2: Les facteurs ayant motivé l'industrialisation en Afrique et en Asie.....49
II.2.1. Les facteurs ayant favorisé l'industrialisation en Asie.....49
II.2.1.1. L'Etat développeur en Asie.....49
II.2.1.2. Le carrée magique de la politique industrielle.....50
II.2.1.3. Agences de développement et pilotage économique.....50
II.2.1.4. Le contrôle du système financier.....51

II.2.2. La corrélation entre la valeur ajoutée manufacturière et ses facteurs qui l'influencent dans les pays de l'Asie et de l'Afrique 52
II.2.2.1. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière et le capital humain dans les pays de l'Afrique et de l'Asie 52
II.2.2.2. Gouvernance et l'industrialisation 55
II.2.2.2.1. Gouvernance politique: la valeur ajoutée manufacturière et la stabilité politique dans les pays de l'Asie et de l'Afrique 55
II.2.2.2.2. Gouvernance économique: la valeur ajoutée manufacturière et la qualité de la règlementation des pays de l'Afrique et de l'Asie 56
II.2.2.2.3. Gouvernance Institutionnelle: la valeur ajoutée manufacturière et la qualité des institutions entre les pays de l'Afrique et de l'Asie 57
II.2.2.3. La valeur ajoutée manufacturière et les infrastructures dans les pays de l'Afrique et de l'Asie 59
Conclusion du deuxième chapitre 61
CHAPITRE III : VERIFICATION EMPIRIQUE DES DETERMINANTS DE L'INDUSTRIALISATION DES PAYS DE L'ASIE ET DE L'AFRIQUE 62
Section 1: Spécification et présentation de la méthodologie de panel 62
III.1.1. Cadre conceptuel et test de spécification 62
III.1.1.1. Choix du modèle économétrique 62
III.1.1.2. Tests de spécification sur les données de panel 63
III.1.1.3. Tests de diagnostics 66
III.1.1.4. Choix et présentation des variables 66
III.1.1.5. Variables indépendantes et les signes attendus 69
Section 2. Présentation et interprétations des résultats 70
III.2.1. Résultats de test de significativité globale du modèle estimé 70
III.2.2. Test de significativité des effets fixes 71
III.2.3. Test de significativité des effets aléatoires 72
III.2.4. Test de spécification de Hausman 73
III.2.5. Test d'autocorrélation 73

III.2.6. Test d'hétéroscédasticité 74
III.2.7. Interprétation des résultats entre les pays de l'Afrique et de l'Asie 77
Conclusion du troisième chapitre 86
CONCLUSION GENERALE.....87
RECOMMANDATIONS.....89
REFERENCES BIBLIOGRAFIQUES 90
ANNEXES.....97

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution de la valeur ajoutée manufacturière des pays de l'Asie et de l'Afrique 41

Grapgique 2 : Evolution du produit intérieur brut par habitat des pays de l'Afrique et ceux de l'Asie 43

Graphique 3 : Evolution des investissements directs étrangers pour les pays de l'Afrique et de l'Asie 45

Graphique 4 : Evolution des exportations des pays de l'Asie et de l'Afrique 47

Graphique 5 : Corrélation entre la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière et le capital humain dans les pays de l'Afrique et de l'Asie 52

Graphique 6 : Corrélation entre la valeur ajoutée manufacturière et la stabilité politique dans les pays de l'Asie et de l'Afrique 55

Graphique 7 : Corrélation entre la valeur ajoutée manufacturière et la qualité de la règlementation des pays de l'Afrique et de l'Asie 57

Graphique 8 : Corrélation de la valeur ajoutée manufacturière et la qualité des institutions entre les pays de l'Afrique et de l'Asie 58

Graphique 9 : Corrélation de la valeur ajoutée manufacturière et les infrastructures dans les pays de l'Afrique et de l'Asie 59

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Variables indépendantes et les signes attendus 69
Tableau 2 : Résultats du test de significativité globale des modèles.....70
Tableau 3 : Résultats de la significativité des effets fixes :.....71
Tableau 4 : Résultats du test de significativité des effets aléatoires.....72
Tableau 5 : Résultats du test de spécification de Hausman.....73
Tableau 6 : Résultats du test d'autocorrélation 74
Tableau 7: Résultats du test d'hétéroscédasticité 75
Tableau 8 : Résultats avec les modèles corrigés 76

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BAD : Banque Africaine du Développement

CEA : Communauté des Etats d'Afrique

CEPD : Council for Economic Planning and Developement

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

CUA : Commission de l'Union Africaine

ECICA : Ecole Centrale pour l'Industrie, le Commerce et l'Administration

FMI : Fonds Monétaire International MMG/GMM : Méthode des Moments Généralisés

IDE : Investissements Directs Étrangers

IDM/WDI : Indicateurs du Développement dans le Monde

MB : Banque Mondiale

MCO : Moindres Carrés Ordinaires MCG : Moindres Carrés Généralisés

MEA : Modèle à Effets Aléatoires MEF : Modèle à Effets Fixes

NEI : Nouvelle Ecole Institutionnelle

NEP : New Economic Policy

NPI : Nouveaux Pays Industrialisés

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique

OMC : Organisation Mondial du Commerce

ONU : Organisation des Nations Unies

PAS : Programmes d'Ajustement Structurel

PDTPB : Pays en Développement Tributaires des Produits de Base

PIB : Produit Intérieur Brut

VAM : Valeur Ajoutée Manufacturière

AVANT-PROPOS

Le présentant mémoire a été effectué dans le cadre de l'optention d'un diplôme de Master en Analyse économique et Développemnt, option Analyse Economique. Cette étude porte sur « Déterminants de l'industrialisation : Analyse comparative entre les pays de l'Asie et de l'Afrique ». Ce thème a été choisi afin d'identifier assez clairement les facteurs qui déterminent l'industrialisation dans le pays de l'Asie et ceux de l'Afrique.

Aujourd'hui, le secteur industriel joue un rôle primordial dans le développement des différents pays du fait qu'il participe à l'augmentation de la croissance au moyen de l'introduction de nouvelles techniques et technologies et bien plus, il encourage l'innovation. Aucun pays au monde n'est parvenu à un niveau de vie décent pour ses citoyens sans être disposé d'un secteur industriel efficace et solide.

Sur la base de divers facteurs structurels utilisés dans ce travail, on observe une différence très remarquable au niveau de l'industrialistion entre les pays de l'Afrique et ceux de l'Asie. On constate que les pays de l'Asie ont de bonnes performances dans le secteur manufacturier que les pays de l'Afrique. Ce qui montre que les pays de l'Afrique sont derrière dans le processus de l'industrialisation par rapport aux pays de l'Asie.

Les pays de l'Afrique ont des différents problèmes dans le développement du secteur industriel. En vue de surmonter tous les défis qui entravent le décollage de ce secteur, les pays de l'Afrique devraient mettre en place des plans stratégiques bien conçus, un suivi régulier et la diversification des sources du finacement du secteur industriel.

INTRODUCTION GENERALE

1. Intérêt et justification du sujet

La situation socio-économique actuelle du monde entier est à la base du choix et de la pertinence de notre thème de recherche. S'agissant de l'intérêt du sujet, cette étude présente un intérêt multidimensionnel :

D'abord l'intérêt pour nous, cette étude est essentiellement liée au souci qui nous anime concernant les déterminants de l'industrialisation entre les pays de l'Afrique et de l'Asie qui constitue, d'une part, une opportunité d'approfondir nos connaissances en économie en plus de celles acquises en classes et, d'autre part, elle permet de nous initier à la recherche et à l'organisation des informations collectées.

Ensuite concernant l'intérêt pour la science, l'avantage de cette analyse comparative est que ses résultats économétriques vont constituer une source d'informations pour les travaux futurs en économie.

Enfin pour l'intérêt économique, elle constitue une source d'information à partir desquelles les décideurs et les opérateurs peuvent prendre leurs décisions relatives aux politiques économiques en matière de l'industrialisation.

S'agissant de la justification du sujet, pour les pays de l'Afrique et ceux de l'Asie pour lesquels porte cette analyse comparative, cette approche comparative trouve en premier lieu, une justification dans le fait que les pays de l'Asie et surtout ceux de l'Asie de l'Est y compris les quatre dragons, le Singapour, le Hong-Kong, la Taïwan et la Corée du Sud et puis la Malaisie, la Thaïlande, la Chine, le Vietnam, l'Inde, la Cambodge…, ont les mêmes caractéristiques en termes des ressources naturelles et les matières premières tant minières qu'agricoles, dont une grande partie de la main d'œuvre travaille encore dans l'agriculture. Les cultures agricoles d'exportation des pays d'Asie du Sud sont également pratiquées dans certains pays d'Afrique.

En second lieu, cette analyse comparative se justifie dans le fait que la plupart des pays de l'Asie et ceux de l'Afrique dans les années 1960 après leurs indépendances étaient des pays en voie de développement.

En troisième lieu, que ce soient les pays de l'Afrique ou de l'Asie tous étaient sous la domination étrangère avant qu'ils accèdent à leurs indépendances (Denis COGNEAU, 1992).

2. Contexte et problématique

En Europe, avant le XVIII^{e} siècle, on utilise une économie artisanale pour satisfaire les besoins de la population. La transformation de la société et l'industrialisation commencent en Angleterre dans la seconde moitié du XVIII^{e} siècle avant de se propager progressivement dans l'ensemble des pays du monde entier au XIX^{e} siècle. L'industrialisation représente un grand tournant pour les pays anciennement industrialisés puisqu'elle regroupe des transformations aussi bien techniques que sociales et économiques. Aucun pays au monde n'est parvenu à la prospérité ni à un niveau de vie décent pour ses citoyens sans s'être doté d'un secteur industriel solide (Michaël Goujon et al., 2012).

Aujourd'hui le secteur industriel est placé au cœur de toutes les stratégies de développement des pays ou groupes de pays du monde. L'industrialisation aide à stimuler la productivité en introduisant de nouvelles techniques et technologies, rehausser les compétences de la main d'œuvre, favoriser l'économie formelle, octroyer des emplois, réduire la pauvreté, encourager l'innovation et augmenter le bien-être des agents économiques.

S'agissant des déterminants de l'industrialisation, plusieurs auteurs trouvent que les pays qui ont les plus forts niveaux de valeurs ajoutées dans le secteur industriel, sont ceux qui ont à la fois les plus hauts niveaux de capital humain, un degré moyen d'ouverture économique, un faible niveau de corruption et un niveau de désalignement du taux de change quasi-nul. Selon Bruno Emmanuel (2016), le renforcement du capital humain et surtout une lutte efficace contre la corruption contribueraient à diversifier le secteur industriel. Le capital humain est sans doute l'un des facteurs les plus importants de la croissance économique. Pour Nelson et Phelps (1966) et Romer (1990), le niveau du capital humain détermine la capacité d'utiliser une technologie ou la capacité d'innovation. En effet, Ghose K.A. (2000), a montré que la libéralisation des échanges a un effet positif et significatif sur la production et l'emploi. D'après Krueger (1997), l'ouverture commerciale conduit à une meilleure performance industrielle en incitant les entreprises d'une économie à devenir compétitives sur le plan international.

Les échanges extérieurs suscitent l'industrialisation d'abord en fournissant une source d'autofinancement et ensuite en provoquant une diversification des activités industrielles (Caire, 1967).

Certaines études économiques ont fait valoir le fait que la libéralisation des échanges conduit à une expansion des exportations de produits manufacturiers des pays en développement vers les économies avancées (Wood, 1994 ; Ghose K. A., 2000).

Selon Benadda Mokhtaria (2010), la croissance économique en Algérie mesurée par le produit intérieur brut est causée par le taux de change effectif réel et le crédit pris comme indicateur de développement financier. Egalement, il constate que la qualité de la gouvernance, le niveau de capital humain, le niveau d'investissement et les dépenses de consommation finale des administrations locales pourraient être des possibles canaux de transmission de l'industrie pétrolière à l'industrie manufacturière. Par contre, la mauvaise qualité de la gouvernance peut passer par l'instabilité politique (Acemoglu et al., 2003), et ou le choix des politiques économiques inadéquates, ce qui engendre le faible niveau de l'industrialisation (Rigobon et al., 2004).

En abordant le processus de l'industrialisation dans les pays de l'Afrique et ceux de l'Asie, ce processus s'y est répandu depuis l'époque de leur colonisation. Auparavant, entre les années 1950 et 1960, les pays africains étaient dans une meilleure position au niveau de l'industrialisation que leurs homologues asiatiques à l'indépendance, Paul Bairoch (1971 et 1992). Par exemple au Ghana, au Maroc, au Cameroun, en Egypte, … leurs secteurs industriels étaient très développés par rapport à la Corée du sud, Singapour, Malaisie, Taiwan, Hong Kong, l'Inde, … En 1970, l'Afrique subsaharienne comptait près de trois fois plus de capacité de production d'électricité par millions d'habitants que l'Asie du Sud (Isaksson, 2009a).

Dans les années 50 et 60, de nombreux dirigeants politiques africains en particulier ceux de la première génération, qui avaient mené leur peuple à l'indépendance politique et économique après de longues périodes de révolution ou de lutte étaient animés par le désir de moderniser leur pays et de retrouver leur dignité sur la scène internationale.

Cet état d'esprit les a souvent amenés à donner la priorité au développement de grandes industries lourdes modernes, qui, pour eux, étaient à la fois la condition préalable et le symbole de la modernisation et de l'édification d'une nation (Lal et Myint, 1996).

Depuis les années 1960, les pays de l'Asie et ceux de l'Afrique ont adopté des différentes stratégies pour continuer d'industrialiser leurs économies. Certains de ces pays pour les deux continents ont fait le choix d'une théorie et d'une stratégie avant de disposer des recettes. L'Afrique, depuis son indépendance, à partir des années 1970 jusqu'à 2000, a connu des différentes modifications dans les différentes stratégies qu'elle utilise pour le développement du secteur industriel. L'histoire économique des pays en développement en particuliers ceux de l'Afrique et ceux de l'Asie, permet de distinguer globalement trois types de stratégies notamment la stratégie de la substitution aux importations, la stratégie d'industrialisation par substitution aux exportations et les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS).

Les pays de l'Afrique sont les premiers à adopter ces stratégies d'industrialisation dans leurs économies. La première stratégie basée sur la substitution aux importations est adoptée dans les années 1960-1970. Cependant, à la fin des années 1970, ce modèle a montré ses limites et a été remis en cause pour diverses raisons. Le secteur industriel, encore globalement embryonnaire, entra en crise. Furent alors dénoncés les grands investissements inadaptés, les éléphants blancs, les cathédrales dans le désert. Qu'il s'agisse d'ensembles sidérurgiques et chimiques ou de complexes mécaniques, les réalisations ne parvinrent pas à faire la preuve de leur capacité d'impulsion de la croissance.

Après l'échec de la stratégie de substitution aux importations, les pays africains se sont trouvés devant une situation beaucoup plus grave qu'avant la mise en place de cette stratégie. Ils ont adopté au début des années 1970 jusqu'à 1980, la stratégie d'industrialisation par substitution aux exportations afin de surmonter aux différents défis. Les pays africains en utilisant cette stratégie, la part de la production manufacturière dans le PIB africain s'est accélérée entre 1970 et 1980. Elle a passé de 6.25% en 1970 à 11.92% en 1980 pour les pays africains en développement. Mais à la fin des années 1980, cette stratégie est tombée en échec.

En 1980, malgré ces différents échecs, les pays africains ne se laissent pas les bras croisés, les pays africains ont introduit les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) appuyés par la Banque mondiale et l'ONU en délaissant les actions spécifiques pour promouvoir l'industrialisation. Mais cette orientation a aggravé la situation. La croissance de la valeur ajoutée manufacturière a été insatisfaisante pendant la période des Programmes d'Ajustement Structurel.

En revanche, les pays de l'Asie même s'ils étaient sous-développés par rapport au pays de l'Afrique, ont réalisé des résultats exorbitants en appliquant les mêmes stratégies dans leurs économies. Dans les pays de l'Asie qui étaient en développement, la production manufacturière s'y croit plus vite que la population, et par suite le revenu par habitant y augmente également (B. Cumings, 1987).

A partir des travaux et des rapports sur le développement et la croissance des pays de l'Asie, on constate que les pays en développement de l'Asie ont réussi à s'industrialiser et l'Asie a sorti un milliard de la population dans la pauvreté en une seule génération, définissant de cette manière l'expression croissance inclusive. Par exemple, entre 1962 et 1989, l'économie taïwanaise s'est accrue à raison de presque 10% par an. Cette situation est connue à Singapour et en Chine entre 1967 et 1993. Depuis 1980, la Chine a réduit son taux de misère extrême de 84% en l'espace de 33 ans, Jean Raphaël Chaponnière et Marc Lautier (2014). En 1960, la Corée du Sud était plus pauvre que le Ghana ainsi que de nombreux pays d'Afrique, engagée dans une politique d'industrialisation par substitution aux importations à haute intensité capitalistique qui, selon Albert et Crener (1982), a fait passer la part de l'industrie lourde dans son industrie manufacturière de 25 % en 1962 à 55 % en 1979 ; Hong Kong et Singapour, proches de la moyenne latino-américaine, étaient déjà un peu plus riches. Au cours de cette décennie, ces quatre économies entrent progressivement dans une dynamique de croissance sans précédent : en moins d'une génération (1960-1980), le revenu par habitant est multiplié par quatre. La petite Malaisie (25 millions d'habitants) exporte deux fois plus que l'ensemble de l'Afrique du Nord et la Chine, entrée à l'OMC en 2001, réalise plus de 10 % du commerce mondial. Les pays asiatiques ont mis en œuvre des différents plans stratégiques pour le développement industriel (Wade, 1990).

Les pays d'Asie sont actuellement les pays nouvellement industrialisés. Par contre, les pays d'Afrique qui étaient plus avancés que les pays d'Asie depuis les années 1950 et 1960 restent derrière dans le processus de l'industrialisation alors qu'ils ont introduit dans leurs économies les mêmes stratégies que les pays de l'Asie. Fort de ce problème de décollage en termes d'industrialisation dans les pays d'Afrique, on se pose une question :

Quels sont les déterminants de l'industrialisation dans les pays de l'Afrique et de l'Asie ?

Par après, les pays de l'Afrique ne se laissaient pas les bras croisés, ils ont continué d'entreprendre les plans stratégiques du développement industriel. Plusieurs politiques industrielles sont entretenues. Pendant les années 2000, les pays africains se sont de nouveau engagés en faveur de l'industrialisation qui représente la clé d'une croissance soutenue. Cette transformation désigne une période de rattrapage et de mise à niveau pour l'Afrique. Mais jusqu'aujourd'hui, la part des produits manufacturiers reste très basse malgré l'abondance des matières premières.

A partir des différentes enquêtes et études effectuées sur le développement du secteur industriel dans les pays africains et asiatiques et en examinant les parts dans la valeur ajoutée manufacturière mondiale en 2014, on constate que la région de l'Asie et du Pacifique avait une part de 44,6% tandis que celle de l'Afrique n'était que de 1,6%. Et plusieurs pays ont même connu une désindustrialisation. Au Mozambique, l'affaiblissement du rôle de l'État durant cette période a mis un échec pour la promotion du développement industriel. Pour le Ghana, le Nigeria et le Zambie, la libéralisation commerciale a été à l'origine des fermetures de certaines entreprises locales. Tilman Altenburg (2006) a admis que les pays qui ont réussi à rattraper leur industrialisation sont ceux dont les gouvernements ont participé de manière proactive à la promotion du changement structurel, à la recherche des nouveaux marchés et à la canalisation des ressources dans des nouvelles activités.

À partir du milieu de la décennie 1990, la plupart des pays africains vont reprendre leur autonomie en matière de politique industrielle après des années d'ajustements structurels. Au cours des années 2000, certains États en plus des politiques visant à améliorer les performances des économies ont inclué les réformes du système juridique et des dispositions relatives aux droits de propriété.

Le développement des institutions financières pour soutenir les industries a été encouragé (Aryeetey et Moyo, 2012). Selon le classement Doing Business 2016 sur la facilité à faire les affaires de la Banque mondiale, montre que la plupart des pays africains sont mal classés. Les trois derniers pays de ce classement sont des pays africains. De même, 18 sur 25 derniers pays du classement sont africains.

Si l'on investit massivement dans l'infrastructure en Afrique notamment l'énergie, cela va créer un environnement propice à l'avènement de l'industrialisation dans le continent (CEA et CUA, 2013). Le continent africain dispose en effet d'importantes sources d'énergie renouvelable qui restent malheureusement peu exploitées. Les bassins hydrauliques d'Afrique centrale, la faille de la Rift Valley, ainsi que l'ensoleillement sont des sources d'énergie hydraulique, géothermique et solaire peu égalées dans le reste du monde. Escribano et al. (2010) constatent que la faible quantité d'électricité fournie est un problème majeur pour plus de 50 % des firmes nigériennes. Et d'après BAD et BM (2011) plus de 30 pays africains connaissent des pénuries chroniques d'électricité.

Pour l'environnement des affaires en Afrique, il souffre cruellement de la faiblesse des services publics et de l'absence d'un cadre judiciaire compétent et attractif. Les pouvoirs publics peinent souvent à mettre sur pied des services publics et un cadre judiciaire attractif pour les investisseurs. La corruption crée un environnement juridique et réglementaire qui ne rassure pas les investisseurs quant à la sécurité de leurs investissements. La dernière publication de 2015 sur l'Indice de Perception de la Corruption dans le monde pour 168 pays d'enquête faite par l'ONG Transparency International montre que les 46 des 52 pays africains se caractérisent par un niveau de corruption endémique.

Ainsi, compte tenu de cet état des lieux, il importe de se poser les questions spécifiques suivantes :

- Est-ce que le capital humain a un impact positif sur l'industrialisation dans les pays de l'Afrique et de l'Asie ?
- Est-ce que les institutions exercent un impact positif sur l'industrialisation dans les pays de l'Asie et de l'Afrique ?

- Les investissements dans les infrastructures ont-ils un impact positif sur l'industrialisation dans les économies des pays de l'Afrique et de l'Asie ?

3. Objectifs de l'étude

3.1. Objectif global

En termes d'objectif général, ce travail propose de faire une analyse comparative des déterminants de l'industrialisation entre les pays de l'Afrique et ceux de l'Asie.

3.2. Objectifs spécifiques

Il s'agit spécifiquement d'analyser :

- L'impact du capital humain sur l'industrialisation dans les pays de l'Afrique et de l'Asie ;

- L'impact des institutions sur l'industrialisation dans les pays de l'Afrique et de l'Asie.

- L'impact des investissements dans les infrastructures sur l'industrialisation dans les pays de l'Afrique et de l'Asie.

4. Hypothèses de recherche

Dans le but de répondre aux questions spécifiques précédentes et par conséquent atteindre les objectifs poursuivis, ce travail part des hypothèses suivantes :

H1 : le capital humain a un impact négatif sur l'industrialisation dans les pays africains mais il a un impact positif pour les pays de l'Asie.

H2 : les institutions ont un impact négatif sur l'industrialisation dans les pays de l'Afrique mais elles ont un impact positif sur l'indurstrialisation dans les pays de l'Asie.

H3 : les investissements dans les infrastructures ont un impact négatif sur l'industrialisation dans les pays africains mais ils ont un impact positif dans les pays de l'Asie.

5. Méthodologie

Pour vérifier les hypothèses précédentes, nous avons développé une démarche méthodologique qui combine les techniques et les méthodes. Nous avons d'abord fait recours à une analyse documentaire en mobilisant les ouvrages généraux, les articles des revues, les rapports, les mémoires et les thèses.

Puis une approche théorique sur l'industrialisation et ses déterminants a été faite dans le cadre de cerner les effets des déterminants de l'industrialisation dans le développement des pays de l'Asie et ceux de l'Afrique. Ensuite, pour vérifier les hypothèses émises et répondre à la question de recherche, un traitement des données collectées a été fait. Celle-ci a consisté, d'une part, en une analyse descriptive (à l'aide des graphiques) d'état des lieux des déterminants de l'industrialisation et d'autre part, nous avons vérifié l'impact des déterminants de l'industrialisation sur la valeur ajoutée manufacturière entre les pays de l'Asie et ceux de l'Afrique en utilisant la méthode d'estimation de panel statique pour deux échantillons, l'un composé par 21 pays de l'Afrique et l'autre composé par 21 pays de l'Asie sur la période 1996 - 2022.

6. Annonce du plan

Le présent travail est subdivisé en trois chapitres. Le premier chapitre étudie le processus d'industrialisation et les facteurs déterminant l'industrialisation.

Le deuxième chapitre se focalise comparativement sur l'état des lieux des déterminants de l'industrialisation et les facteurs à base d'industrialisation entre les pays de l'Afrique et de l'Asie.

Le troisième chapitre dresse l'évaluation empirique des déterminants de l'industrialisation des pays de l'Afrique et de l'Asie.

CHAPITRE I : INDUSTRIALISATION ET SES DETERMINANTS

Le présent chapitre comporte deux sections. La première section se concentre sur la présentation des concepts de l'industrialisation. La deuxième section se focalise sur la revue de littérature théorique et empirique des déterminnats de l'industrialisation.

Section 1: Processus d'industrialisation des économies

Cette section aborde la compréhension de la therminologie, de l'origine de l'industrie et de l'industrialisation. Elle aborde également les théories qui explicitent le phénomène de l'industrialisation.

I.1.1. La différence entre l'industrie et l'industrialisation

I.1.1.1. L'industrie

Dérivé du latin industria, le mot industrie est ambigu et son sens n'a cessé de moduler et de faire débat au temps de l'intensification de la production et de son emprise sur les imaginaires et les milieux de vie mais aussi comme une nécessité réclamant des plans de relance et des innovations pour inventer une industrie verte, censée permettre la croissance des productions sans impact néfaste sur les milieux de vie.

Le terme industrie est un index économique contemporain, ses significations varient selon les époques, les traditions épistémologiques et les positionnements idéologiques de ceux qui l'emploient. L'ambiguïté et le flou qui entourent aujourd'hui le concept d'industrie n'ont cessé d'accompagner l'évolution des transformations économiques et techniques depuis plus de deux siècles. Mais au-delà de son apparente évidence, le terme industrie et ce qu'il recouvre, sont loin d'aller de soi, ils ont beaucoup modifié, comme l'a montré notamment l'économiste Philippe Fontaine dans ses travaux pionniers sur les significations du mot industrie au 18ème siècle.

Selon Marx (1963) l'industrie trouve sa généalogie au début du 19eme siècle, ce terme industrie dans la plupart des temps, désigne la pratique d'une activité manuelle, puis l'ensemble des activités économiques fondées sur la transformation des matières premières et la production en masse de biens standardisés.

Ce terme industrie recouvre au début du 19eme siècle l'ensemble des activités productrices de richesse, les manufactures et ainsi que le commerce comme l'agriculture.

En Asie notamment en Chine, en inde et dans le monde musulman l'artisan commençait à faire appel à une division des tâches en regroupant parfois dans un même atelier plusieurs dizaines de travailleurs, voire des centaines. On peut parler dès lors de manufactures.

En Afrique, l'artisanat est resté la forme exclusive. En Amérique latine, à côté de l'artisanat indien, des manufactures ont vu le jour durant la période coloniale (sucrerie, fabriques textiles, tanneries, etc.). Le passage dans les pays en voie de développement se fait lentement suivant plusieurs modalités. Les premiers éléments datent de la première moitié du 19eme siècle et prennent une certaine consistance entre la fin du 19ème siècle et le premier quart du 20eme siècle dans les pays les plus avancés d'Amérique latine (Argentine, Mexique, Brésil, Chili, Uruguay) et d'Asie (Chine, Inde, Corée) et de l'Égypte.

Pour cela, en tant qu'unité économique, l'industrie fait appel à trois types de définitions qui sont les suivantes : une définition classique, une définition économique et une définition sectorielle

a) Définition classique de l'industrie

Selon Brasseul (1997), l'industrie est définie comme le métier d'extraire ou de produire et de transformer les matières premières plus directement utilisables et parfois en plusieurs séries d'options. L'intérêt de cette définition réside dans sa capacité de saisir l'idée qu'une industrie suppose deux étapes qui sont : l'étape d'extraction ou production de matières premières et l'étape de transformation des matières premières en produits finis.

b) Définition économique de l'industrie

Pour cette définition économique, on voit que l'industrie a fait appel historiquement à des facturières et une forme supérieure avec l'utilisation croissante de machines dans le processus de production. Cette forme née en Europe au 18eme siècle identifie l'industrie moderne.

Selon Lionel et Didier (1987), l'industrie désigne l'ensemble des unités économiques de production, qui par l'usage des facteurs de production notamment le capital et le travail, transforment des biens réels en produits.

Elle se présente comme un processus de transformation et d'élargissement des moyens matériels, techniques, scientifiques des sociétés. Elle s'est révélée plus qu'une forme d'organisation du travail et de méthode de production.

Elles dégagent une valeur ajoutée qui mesure la contribution productive de chacune d'elles. Ces transformations débordent le cadre strict du secteur industriel pour entraîner et influencer les autres secteurs d'activités, modifier le cadre de vie, le comportement des populations.

c) Définition sectoriel de l'industrie

Cette définition de l'industrie en termes de secteur est celle des économistes qui attribuent la définition de l'industrie aux différents secteurs d'activités économiques. Selon la théorie des secteurs d'activité, Pierre Roll (1988) montre l'indépendance de la production et de la consommation et l'interdépendance du développement des différents secteurs du fait que les emplois du secteur tertiaire trouvant leur modelé dans les nouveaux emplois industriels du secondaire plutôt dans type d'emplois artisanaux.

I.1.1.2. L'industrialisation, un phénomène complexe

L'industrialisation est le processus par lequel la transformation des produits primaires permet l'obtention des produits à forte valeur ajoutée et compétitifs sur le double plan interne et externe d'un pays (CEA, 2016b; Chandra, 1992). Elle contribue de manière significative à la réduction de la pauvreté (Cadot et al., 2015). Elle améliore le capital humain (Young, 2012) et renforce la diversification économique et les investissements privés nationaux (Duarte, Restuccia, 2010).

Du fait de sa complexité, c'est pourquoi il convient de voir l'industrialisation aussi bien dans son étendue que dans son contenu et où se développe simultanément la production, l'investissement et les emplois dans l'industrie.

On se pose une question : quelle est l'origine de l'industrialisation ?

D'après Norel (2009), les origines de la révolution industrielle datent des années (1756-1780), ont pour moteurs internes de la dynamique industrielle qui sont entre autres : la révolution agricole préalable, l'évolution du travail et la proto-industrialisation, la circulation des techniques et innovations britanniques. Les causes externes de cette révolution sont la traite des esclaves et l'accumulation du capital, le poids de l'économie atlantique, etc.

C'est Charpentier et al., (1990) dans leurs œuvres de description de l'histoire de l'industrialisation, qui ont répondu à cette question de la généalogie de l'industrialisation.

Selon eux, des capitalistes anglais, ayant pour but de fabriquer des produits en quantité importante, ont mis en place des manufactures qu'ils ont par la suite pourvu de machines pour augmenter leur production à grande échelle : c'est ainsi que se développe le processus de l'industrialisation en Angleterre.

L'artisanat constitue la graine par laquelle est sorti tout le potentiel industriel autrefois en dormance avant que le phénomène de l'industrialisation désigne le développement de la manufacture et de l'implication des machines pour améliorer et augmenter la production.

Selon Valentin Achidi Agon (2017) dans la généralisation et dans développement de l'artisanat, la manufacture a été mise en place et s'est développée avec l'accentuation de l'utilisation de machines pour une production à l'échelle industrielle, donnant ainsi lieu à la naissance de l'industrialisation.

De multiples facteurs ont contribué sur le plan technologique et le développement des industries de pointe ; des dates et des faits inoubliables retiennent l'attention. Pour Dickinson et Brian (1995), la production industrielle fut le résultat d'importantes découvertes technologiques qui eurent un impact fondamental sur les sociétés humaines. Les principales innovations technologiques qui sont à l'origine de l'industrialisation et de son développement ont commencé depuis 1704 à 1913.

Ces différentes innovations ont donné un coup d'accélérateur par leur synergie à l'industrialisation de l'Occident, puis progressivement à d'autres territoires. On continue à aborder le sens que plusieurs auteurs accordent à ce phénomène d'industrialisation et à son processus qui a changé le monde depuis plusieurs périodes. L'industrialisation s'inscrit dans une suite dynamique de production ou d'achat de matières premières, de leur transformation en produits semi-finis ou finis et de leur commercialisation sur un marché intérieur ou extérieur. Ainsi, la production agricole et l'industrie restent dans un équilibre défini par le marché. Comme l'affirme Brasseul (1998) qui pense que les facteurs qui sont à l'origine de l'industrialisation résident dans le système autorégulateur du marché ou l'économie de marché.

Il continue à montrer que les services aux entreprises, l'immatériel, les propriétés intellectuelles et l'économie du savoir semblent produire plus d'emplois et générent de plus grands revenus que les structures économiques classiques perçues auparavant comme les uniques sources générant du développement socioéconomique.

Abordant dans le même sens, Moyart (2006) estime que jusqu'aux années 1970, la plupart des pays occidentaux tirent la majorité de leurs revenus et occupent la plus grande partie de leur force de travail à la production industrielle, considérée comme le principal moteur du développement économique. Dans ce contexte, les activités de services sont considérées comme des activités induites ayant un rôle passif dans le développement régional. Philippe et Léo (2006) confirment en démontrant que les régions de tradition industrielle ont longtemps constitué les pôles moteurs des économies développées.

Elle ne touche pourtant pas tous les pays dans les mêmes époques et son propre développement diffère dans les régions touchées.

a) L'industrialisation résulte de la création d'entreprise industrielle

Ici, il convient de voir l'industrialisation aussi bien dans son étendue que dans son contenu et où se développe simultanément la production, l'investissement et les emplois dans l'industrie. Les études menées en 2011 sur la situation de l'industrialisation rappelent que le secteur industriel comprend les industries manufacturières, les industries extractives et la construction. Ces études montrent que le secteur manufacturier est la branche d'activité industrielle qui offre les plus grandes opportunités en termes de croissance durable, d'emplois et de réduction de la pauvreté en Afrique (CNUCED et ONUDI, 2011).

Selon Bikoué (2010), l'industrialisation étant définie à la fois comme une multiplication des activités industrielles et transformation des processus de production par utilisation de machines, elle est au centre de tous les développements économiques. De ce fait, il existe un lien statistique relativement clair observable à l'échelle mondiale depuis 1950 mettant en relation l'importance de l'industrie dans une économie et son niveau de croissance économique, Goujon et al., (2011).

L'industrialisation, par son importance capitale dans le développement économique, les opportunités qu'elle offre, participent à la création des nouvelles entreprises de production. L'industrialisation joue toujours un rôle moteur dans le processus de diversification économique. Elle contribue aussi au développement, au renforcement et au maintien des conditions favorables à la croissance économique et au développement.

b) L'industrialisation et la technologie

Selon Jean Freyssinet et Cuisenier(1961), ces deux auteurs, dans leurs ouvrages, le sous-développement, industrialisation, économisassions, définissent l'industrialisation étant comme la mécanisation et l'augmentation du travail. C'est-à-dire la spécialisation et par là, non pas le secteur de production mais une façon de produire caractérisée par l'utilisation rationnelle des machines opérant à coût décroissant. Elle implique en fait: l'introduction de plus en plus poussée de machine dans la production industrielle ; une étude des machines et des techniques, et une main d'œuvre industrielle spécialisée. L'industrialisation est un processus qui renverse les techniques de production : le système artisanal, manuel, de production, dans des lieux dispersés, est remplacé par une production recourant de plus en plus à une énergie provenant de machines, production en grandes séries, centralisée, utilisant des normes ou standards afin d'obtenir des produits d'une qualité homogène. Le passage d'un travail domestique à un travail de plus en plus spécialisé change radicalement les modes de vies.

c) L'industrialisation, le processus de développement des activités industrielles

Techniquement et économiquement, l'industrialisation n'est pas simplement l'apparition d'industries, c'est la naissance de complémentarité des activités industrielles.

Ici, à la définition globale de l'industrialisation s'ajoute également le fait que les activités économiques sont organisées industriellement, c'est-à-dire qu'elles doivent être une organisation du travail rationnelle et efficace et un souci d'amélioration de la performance globale et sectorielle de l'industrie.

I.1.1.3. Les théories relatives au phénomène de l'industrialisation

Un bref rappel des théories de Rostow, Rosenstein-Rodan et Gerschenkron et des stratégies les plus courantes en matière d'industrialisation dans le siècle dernier permettrait de ressortir les certaines explications de la mise en place du processus d'industrialisation partout dans le monde. Pour le faire, quatre théories seront brièvement présentées.

I.1.1.3.1. Théories du décollage ou des étapes de la croissance

Le développement du processus de l'industrialisation après la seconde guerre mondiale prend ses racines dans l'histoire économique des pays industrialisés. C'est dans les années 50, alors qu'un effort de compréhension du processus d'industrialisation occupait plusieurs économistes, que s'est développée l'hypothèse que le développement se réalisait par phases successives, plus ou moins claires ou définies. Cette réflexion répondait positivement au fait qu'il était possible de mettre en œuvre une série de priorités logiques capables de produire le maximum de résultats pour l'économie. Ces priorités étaient identifiées à partir d'indicateurs de niveau de développement économique, des ressources disponibles et du contexte géopolitique et économique.

Et la théorie du décollage fait référence à la théorie élaborée par Walt Rostow en 1961 qui renvoie aux étapes de la croissance économique pour marquer l'évolution de sociétés ou des espaces non développés vers le développement économique. L'œuvre de Rostow est une étude du cheminement historique de la croissance. Son analyse repose sur un certain nombre d'hypothèses plus ou moins clairement exprimées : le cheminement de la croissance est comparable pour tous les pays. Cela ne veut certes pas dire que toutes les sociétés ont commencé leur croissance en même temps et que les diverses phases de la croissance ont la même durée puisque chaque pays est particulier et n'a pas ou ne bénéficie pas du même contexte historique, géographique, économique, social, culturel, etc.

La croissance, pour Rostow se réalise en cinq étapes qui se succèdent selon une logique interne, de façon régulière. Chaque secteur tend à s'orienter vers une situation de croissance optimum.

Cette tendance vers l'optimum est influencée par le niveau des revenus, l'importance de la population, la nature des goûts qui s'ajustent pour déterminer une demande optimale, par l'état de la technologie et l'esprit d'initiative qui déterminent une offre optimale.

Ces étapes sont : la société traditionnelle, la réalisation des conditions nécessaires au décollage (take-off), le décollage, la maturité et la consommation de masse.

Selon Rostow, ces étapes de la croissance économique peuvent s'appliquer à toutes les sociétés et dans tous les pays non développés. Dans l'optique de cette théorie, les écarts de développement entre les différentes sociétés sont transitoires et l'égalisation des conditions est inéluctable.

Au fond, la théorie de décollage est caractérisée par des idées évolutionnistes qui ont structuré le commencement des réflexions économiques, le développement y est conçu comme une évolution linéaire vers une finalité, soit la consommation de masse, dernière étape du développement. Pour Lafontaine (1995), cette théorie est aussi appelée théorie de la convergence.

La théorie de décollage de Rostow et la théorie du retard relatif de Gerschenkron ont traité spécifiquement du processus d'industrialisation. Ces deux théories proposent, selon chacun des auteurs, des stratégies qui pourraient permettre l'industrialisation d'une nation. Et pour réussir à cela, il est impératif de respecter une certaine logique, une démarche qui respecte les différents niveaux de développement de nos mécanismes, ressources humaines, capital, etc.

Pour Gerschenkron (1962), lorsqu'une économie amorce sa croissance avec un retard important, elle tend par la suite à rattraper ce retard. En effet, plus ce retard est grand plus son industrialisation est rapide. Elle se réalise par un soudain et violent jaillissement et le taux de croissance de l'industrie est particulièrement élevé. Cela s'explique par la rationalisation plus grande de la production à travers progrès technique et par une organisation plus rationnelle de l'économie, plan.

I.1.1.3.2. La théorie de la forte poussée (big push)

On retrouve dans cette théorie, les idées d'un certain nombre d'auteurs, tels que Rostow, Rosenstein-Rodan et Gerschenkron, avec des concepts tels que les seuils de croissance, le décollage, le grand rush qui servent de fondements à la théorie dite de la forte poussée (big push).

Selon la théorie de la forte poussée (big push), les pays sous-développés sont bloqués dans une trappe à pauvreté. Seul un effort constant en termes d'investissements pourrait permettre à leur économie de se défaire de cet équilibre de sous-emploi. Dans cette perspective, Rosenstein-Rodan (1943) préconise un programme d'investissement dans tous les sens.

Une fois la croissance est amorcée, il préconise une croissance équilibrée ou proportionnée et estimée, dans ce sens, nécessaire de répartir les investissements entre l'ensemble des secteurs de façon simultanée pour favoriser les synergies entre les firmes (Assidon, 2002). L'État y joue un rôle déterminant en tant qu'acteur doté d'une capacité d'intervention, notamment celle d'assurer la simultanéité des investissements entre les secteurs.

En ce sens, la croissance serait une suite d'équilibres stables. Rosenstein-Rodan s'oppose sur ce thème à Hirschman (1964), qui est adepte plutôt d'une croissance déséquilibrée.

En effet, Hirschman consacrait ses travaux à combattre la théorie de la croissance équilibrée ou le groupe de théories qui gravitent autour de cette idée : Ceux qui mettent l'accent sur l'importance de la croissance équilibrée ont apporté une importante contribution, en ce qu'ils ont reconnu que les divers investissements et activités économiques dépendent l'un de l'autre. Mais ils ont tiré de cette intuition la conclusion trop simple que ces activités interdépendantes devraient être mises en place tous ensembles.

Pour Hirschman (1964) la croissance serait une séquence de déséquilibres, qui se propage dans l'ensemble de l'économie. En effet, il souligne que des déséquilibres sont capables d'amener au développement. L'industrialisation, dans le sens du développement de l'industrie manufacturière, modifie la structure économique vers les activités économiques modernes et est source d'externalités positives pour les autres secteurs. Elle permettrait donc d'augmenter la croissance potentielle de l'économie dans son ensemble et faciliterait par conséquent le développement économique.

I.1.1.3.3. La théorie des industries industrialisantes

Cette théorie envisage la croissance par une industrialisation à l'horizontal. Ces industries inter reliées devraient être en mesure d'assurer une certaine autonomie de développement. La théorie des industries industrialisantes compose avec des industries qui, comme son nom l'indique, crée d'autres industries et non seulement des entreprises dépendantes directement ou indirectement à ce phénomène d'industrialisation.

Cette théorie vise la croissance par la synergie créée par la présence de plusieurs industries interdépendantes dans leur marché, leur position géographique, etc. Par exemple, le développement de l'énergie bon marché (l'électricité) ouvre la porte à l'industrie énergivore.

Cette théorie a le désavantage d'être plus applicable aux sociétés développées qu'aux sociétés sous-développées du fait que ces dernières n'aient pas suffisamment de marché interne, d'infrastructures, de culture industrielle et de main-d'œuvre qualifiée, pour soutenir un tel processus.

D'ailleurs, l'échec retentissant des tentatives d'industrialisation de plusieurs pays sous-développés au cours des années 40 à 70 par les organismes internationaux en prouve la non applicabilité ou du moins sa trop grande avance dans le temps.

I.1.1.3.4. La théorie de la croissance équilibrée

Il faut cependant choisir dans quelles branches de l'industrie investir. Deux thèses s'opposent sur le sujet. Ragnar Nurske et Paul Rosenstein-Rodan considèrent qu'il faut répartir les investissements dans toutes les branches industrielles afin d'assurer simultanément une offre et une demande pour éviter tout déséquilibre. Ils s'appuient sur la loi des débouchés de Say, clé des théories néoclassiques de la croissance.

Dans cette théorie, Rosenstein-Rodan préconise que l'État y joue un rôle déterminant en tant qu'acteur doté d'une capacité d'intervention, notamment celle d'assurer la simultanéité des investissements entre les secteurs ce qui va favoriser le processus d'industrialisation. En ce sens, la croissance serait une suite d'équilibres stables.

À l'inverse, Albert Hirschman et François Perroux font pour leur part la promotion de la croissance déséquilibrée, ils préconisent plutôt qu'il faut concentrer les investissements dans les secteurs moteurs de l'économie (les « pôles de croissance » de François Perroux) afin de susciter une croissance généralisée par la suite à travers des effets d'entraînement et de liaison. Il ne faut donc pas gaspiller le capital dans des branches qui n'auront pas de retombées positives sur toute l'économie.

En effet, Hirschman consacrait ses travaux à combattre la théorie de la croissance équilibrée ou le groupe de théories qui gravitent autour de cette idée : « Ceux qui mettent l'accent sur l'importance de la croissance équilibrée ont apporté une importante contribution, en ce qu'ils ont reconnu que les divers investissements et activités économiques dépendent l'un de l'autre. Mais ils ont tiré de cette intuition la conclusion trop simple que ces activités interdépendantes devraient être mises en place toutes ensemble » (Hirschman, 1964, p : 11, in Lhomme, 1966).

Pour Hirschman (1964), la croissance serait une séquence de déséquilibres, qui se propage dans l'ensemble de l'économie. En effet, il souligne que des déséquilibres sont capables d'amener au développement. En amont de l'industrie créée nait une demande intermédiaire, et en aval, une demande de même nature s'il s'agit d'une industrie fournissant des biens à d'autres branches. L'État maximise ces effets, qui se cumulent, s'il choisit d'appuyer une industrie située vers l'amont (Assidon, 2002). Il convient donc de créer des « foyers d'industrialisation » et le rôle de l'État devrait se limiter à rectifier le cours spontané de l'industrialisation.

Section 2. Déterminants de l'industrialisation

La présente section comporte les éléments théoriques et les éléments empiriques des déterminants de l'industrialisation. Cette section a pour avantages de nous permettre de mieux comprendre et d'identifier les déterminants de l'industrialisation qui sont l'objet de cette analyse.

En effet, de nombreux facteurs interviennent dans le processus d'industrialisation. La recherche sur les déterminants de la croissance économique a toujours été une des préoccupations majeures des économistes et de la recherche en économie depuis Adam Smith. Ces déterminants influençant l'industrialisation sont entre autres analysés par plusieurs économistes, comme on les verra dans la suite de ce travail, du fait qu'ils sont très importants dans ce processus d'industrialisation.

Les déterminants de l'industrialisation plus couramment étudiés par les différents économistes sont présentés tout long de la présente section.

I.2.1. Revue de littérature théorique des déterminants de l'industrialistion

I.2.1.1. Investissements dans le capital humain

Le capital humain, autrement dit les connaissances, aptitudes, les qualifications, compétences et caractéristiques possédées par chaque individu qui facilitent la création de bien-être personnel et social. Ainsi défini, le capital humain inclut la formation (structurée ou non) et la santé. Celles-ci sont, en partie, innées, héritées à la naissance (il s'agit des capacités intellectuelles transmises génétiquement) ; pour autre partie, elles sont acquises tout au long de la vie. Cette acquisition est coûteuse mais rapporte un flux de services productifs futurs. Il s'agit donc d'un investissement; c'est pourquoi le nom de capital est donné à ce stock de connaissances, Pierre Bezbakh (2011).

✓ **Les éléments constitutifs du capital humain**

Le capita humain est constitué par plusieurs élements notamment la santé, les connaissances, les competencees, l'éducation et la formation.

a) L'incidence de la santé sur le capital humain

Selon la définition de l'OMS, la santé environnementale recouvre les aspects de la santé humaine, y compris la qualité de la vie, qui sont déterminés par les facteurs physiques, biologiques, sociaux et psychosociaux de l'environnement et la santé au travail qui inclut les éléments physiques et mentaux affectant la santé directement liés à la sécurité et à l'hygiène du travail.

L'amélioration de la situation sanitaire s'accompagne d'une baisse de l'absentéisme scolaire et d'une diminution des abandons précoces ainsi que d'une augmentation du potentiel cognitif des enfants, ce qui, à terme, contribue à élargir la base de capital humain.

b) L'incidence des connaissances et compétences sur le capital humain

Les connaissances et compétences sont nécessaires à la pratique d'un métier : les compétences sont un moteur en matière de rendement. Savoir qu'on possède les compétences nécessaires pour bien accomplir son travail. Selon la théorie de la croissance endogène, les connaissances et les compétences favorisent la productivité du travail. Un des éléments constitutifs du capital humain est l'ensemble formé par les connaissances et compétences. Les travailleurs les acquièrent via l'éducation, la formation et l'expérience (Aghion, P. et E. Cohen, 2004).

Le niveau de formation sert souvent d'indicateur pour rendre compte du capital humain c'est-a-dire du niveau de compétence de la population et de la main-d'œuvre (Sophie Gherardi, 2011).

✓ **Relation théorique entre le capital humain et l'industrialisation**

Les économistes semblent s'accordés sur l'idée que le développement du capital humain est une condition nécessaire du développement économique. Sen (2003) a notamment montré que la formation agit sur l'expansion économique par l'intermédiaire de l'amélioration de la productivité. L'élargissement de la scolarisation vient clore le processus et toutes les personnes qualifiées trouveront de l'emploi car la formation répond à une demande de l'industrie.

Adam Smith (1776) dans son ouvrage « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations », reconnaissait déjà l'importance de la qualification dans la détermination de la richesse des individus et des nations. La spécialisation de la main-d'œuvre suppose qu'il existe plusieurs tâches et que chacun effectue celle qu'il maîtrise le mieux.

De plus, la notion de division du travail met en évidence une augmentation de la production due à une amélioration de l'organisation ou de la méthode de production. Cette amélioration est réalisable si l'économie dispose d'une main-d'œuvre capable d'effectuer des tâches spécifiques.

Le niveau de capital humain (éducation, santé) de la population est sans doute un facteur important du développement de l'industrie manufacturière. Le développement du capital humain sous la forme d'un personnel suffisamment qualifié techniquement et scientifiquement permet de faire face à l'augmentation de la demande et au développement industriel.

En effet, la création d'actifs nationaux immobiles, notamment à travers les dépenses d'éducation, de formation et de santé, pourrait constituer la base d'un secteur industriel compétitif et améliorer l'attractivité des investissements.

Ainsi, accroître le soutien public à l'éducation, améliorer la formation professionnelle et garantir l'accès aux soins de santé sont des conditions préalables à toute forme d'industrialisation.

Pour cela**,** dans les travaux sur la croissance endogène ainsi que ceux de l'économétrie appliquée sur la croissance, le concept capital humain, ou encore celui d'éducation a été au centre des études les plus influentes (Lucas, 1988 ; Mankiw, Romer et Weil, 1992). Les nouvelles théories de la croissance (Romer, 1986 ; Lucas, 1988) et l'économétrie appliquée sur la croissance économique qui a débuté avec le test d'hypothèse de convergence des économies (Baumol, 1986 ; Barro, 1992 ; Mankiw, Romer et Weil, 1992) ont participé à ce mouvement. La mise à disposition de données internationales comparables sur le produit intérieur brut (PIB), la productivité ou encore le capital humain (Summers et Heston, 1988 ; Barro et Lee, 1993, 1996, 2001) ont également été d'un apport indispensable et sans précédent dans les travaux de recherche sur la croissance économique, en particulier sur le lien entre cette croissance et l'accumulation du capital humain.

I.2.1.2. Gouvernance et industrialisation

La gouvernance fait référence à l'ensemble des processus de gouvernement, aux institutions et aux processus et pratiques en matière de prise de décision et de réglementation concernant les questions d'intérêt commun. La gouvernance désigne une idée descriptive de la réalité, mais aussi un idéal normatif associé à la transparence, à l'éthique, à l'efficacité de l'action publique.

La gouvernance recouvre à la fois l'éthique en politique, le contrôle des représentants politiques, la réforme des institutions internationales, les accords public-privé, la réforme du management des entreprises publiques, etc.

Selon J. Paterson (2001), la gouvernance se définit avant tout comme une technique de gstion. Les normes sociales tirent leur valeur des représentations collectives qu'elles reflètent et dont elles sont issues.

La gouvernance est constitutuée de la gouvernance politique, la gouveranace économique et la gouvernace institutionnelle.

I.2.1.2.1. Gouvernance politique et industrialisation

a) Concept et indicateurs de la gouvernance politique

La gouvernance politique précise clairement un mode de conduite, prescrivant des actions, des pratiques à respecter. La gouvernance politique évalue dans quelle mesure l'environnement institutionnel est répondant des libertés individuelles et collectives, limite les coûts de transaction et incertitudes qui affectent la compétitivité d'une économie et le calcul économique qui préside aux investissements. Elle indique les normes minimales ou acceptables que doivent appliquer les gouvernements pour satisfaire les priorités ou les besoins légitimes des peuples.

Dans ce travail, la gouvernance politique est principalement mesurée par l'indicateur suivant : « stabilité politique » (Boutaleb, 2004). Cet indicateur « stabilité politique » mesure la probabilité des changements violents de régime ou de gouvernement, ainsi que des menaces graves à l'ordre public, y compris le terrorisme. Samuel Huntington fait remarquer que les régimes politiques des sociétés en développement, même quand ils sont démocratiques, opèrent dans des environnements très fragiles où la légitimité des décisions et la légitimité des non-décisions du gouvernement sont perçues comme dans un jeu « à somme nulle ».

b) Relation théorique entre gouvernance politique et l'industrialisation

Une mauvaise gouvernance est généralement considérée comme un des plus grands obstacles au développement, particulièrement pour les activités « modernes » ou manufacturières, même si cela reste l'objet de certains débats.

Easterly et Levine (2003) parmi d'autres montrent que la gouvernance serait le principal facteur déterminant la croissance économique, et que la géographie qui déterminerait partiellement la qualité de la gouvernance n'aurait pas d'effet direct sur la croissance.

Selon la théorie de décollage de Rostow, la stabilité du gouvernement d'un pays est l'un des facteurs de succès de son processus d'industrialisation. Brasseul (1998) dans son interprétation de ladite théorie de Rostow montre que la stabilité politique de l'Angleterre, depuis la glorieuse révolution de 1689 qui a vu la mise en place d'une monarchie parlementaire, est évidemment un élément favorable au développement économique.

Certaines études ont montré que l'instabilité politique, par ses différentes dimensions, a des répercussions négatives sur l'investissement national ainsi que sur l'investissement direct étranger ce qui freine le processus de l'industrialisation.

En mettant l'accent sur l'impact d'instabilité politique sur l'investissement national, A.K. Fosu (1992) a avancé l'idée que l'instabilité politique accroît le risque de perte de capital nécessaire à la production, chose qui entrave les perspectives d'investissement à long terme. Son idée de base est que « le pays instable voit les investisseurs nationaux se détourner des opportunités offertes par l'économie nationale.

Les conséquences pour la croissance peuvent être graves : baisse de l'investissement, détérioration des performances à l'exportation, difficultés de financement des projets privés et publics... » Pareillement, P. Collier (1999) a signalé que l'instabilité politique peut contribuer à la destruction et à la négligence d'investissement en capital physique ou d'autres sources d'investissement de telle façon qu'en cas de guerre, les investisseurs s'obligent, d'une part, de reporter tous les nouveaux investissements des capitaux, et d'autre part, à déplacer leur fonds monétaire à l'étranger ce qui bloque le développement de l'industrialisation et la croissance économique.

Des travaux comme ceux de Jong-a-Pin (2009) ainsi qu'Aisen et Vaiga (2011) mettent en évidence l'incidence négative de l'instabilité politique sur l'économie. L'instabilité politique génère un environnement qui accroît les risques et réduit les investissements. Busse et Hefeker (2007) reconnaissent que le risque politique est un important facteur qui influe sur les flux des IDE vers l'Afrique pour développer le secteur manufacturier.

Leur recherche conclut que la stabilité du gouvernement, les conflits internes et externes, l'ordre et la loi, les tensions ethniques, et la qualité de la bureaucratie sont des déterminants importants des IDE qui stimulent l'industrialisation.

I.2.1.2.2. Gouvernance économique et industrialisation

a) Concept et indicateurs de la gouvernance économique

La gouvernance économique est la structure et la pratique de l'élaboration et de la gestion des politiques économiques, Henderson et al. (2002). Concrètement, on entend par bonne gouvernance économique, des institutions gouvernementales ayant la capacité de gérer les ressources avec efficacité ; formuler, mettre en œuvre et faire respecter des réglementations et des politiques rationnelles ; assurer un suivi et rendre des comptes ; garantir le respect des règles et des normes des échanges économiques et veiller à ce que l'activité économique ne soit pas entravée par la corruption et autres activités qui ne sont pas compatibles avec la confiance du public.

La gouvernance économique décrit les règles de fonctionnement de l'action de l'Etat ainsi que du secteur commercial privé. Elle regroupe les processus de prise de décision qui ont une incidence sur les activités économiques d'un pays ou sur ses relations économiques avec les autres nations. C'est la capacité de ceux qui gouvernent à formuler et mettre en œuvre des politiques publiques et à fournir des services publics aux citoyens. La transparence dans la gestion des ressources publiques ne peut être assurée que si les dirigeants et les cadres de l'administration publique investissent, conçoivent, anticipent, gèrent, contrôlent, régulent et rendent compte de leur gestion de la chose publique. Elle est possible grâce à la décentralisation de la gestion et la participation de tous les citoyens à travers une approche participative.

La bonne gouvernance économique vise également la gestion efficiente de l'économie en passant par la redynamisation de l'administration. Elles recouvrent différentes dimensions, soit au niveau du fonctionnement de la politique économique publique (gestion saine des finances publiques et règlementation efficace du cadre des affaires). La gouvernance économique est principalement mesurée par la qualité de la réglementation et l'efficacité du gouvernement (Boutaleb, 2004).

b) Gouvernance économique, investissements directs étrangers et l'industrialisation

La relation entre investissements directs étrangers et industrialisation est analysée sur le double plan théorique et empirique. Sur le plan théorique, deux effets sur l'industrialisation du pays d'accueil émergent lors de l'entrée des firmes multinationales (Markusen, Venables, 1999) : un effet de compétitivité et un effet d'entrainement.

Sur le plan empirique, les IDE influencent l'industrialisation à travers deux mécanismes. Un mécanisme direct marqué par le volume d'emplois créés dans le secteur industriel et la valeur ajoutée manufacturière au PIB (Rodriguez-Clare, 1996).

Un autre canal d'influence des IDE sur l'industrialisation est le capital humain. Pour Cleeve et al. (2015), non seulement le capital humain est un facteur significatif d'attractivité des IDE en Afrique, il permet aussi d'améliorer la croissance de long terme en augmentant les capacités d'absorption des entreprises locales. La qualité du capital humain reste une condition forte pour assurer un meilleur impact des IDE sur la croissance de long terme dans les pays en développement (Alaya et al., 2009).

c) Gouvernance économique, ouverture commerciale et industrialisation

On note d'abord, que le degré d'ouverture au commerce international constitue un point crucial de la relation entre le taux de change et le taux de croissance d'une économie. Ainsi, la théorie de la croissance endogène lui attribue un lien positif avec la croissance économique. Barro et Sala-i-Martin (1995) ont montré que les économies ayant un degré d'ouverture plus élevé sont les plus en mesure d'intégrer le progrès technologique et de tirer davantage du rattrapage vis-à-vis du reste du monde. Dans ce contexte, le mouvement de la balance commerciale est fortement lié à la gestion du taux de change réel.

En effet, un taux de change réel bas permet d'accroitre les exportations par effet de compétitivité internationale, desserre la contrainte extérieure et permet d'importer du capital de l'extérieur non produit localement, stimule la production et donc favorise la croissance. Bailliu 2000, indique que l'ouverture aux flux de capitaux peut aussi générer des investissements qui ont des retombés positifs sur la croissance s'ils sont canalisés vers des placements productifs. Le deuxième canal par lequel le taux de change influe la croissance économique est celui du degré de développement du marché financier.

d) Gouvernance économique, taux de change et industrialisation

Pour ce qui est de la politique de change, il est important de garantir la présence d'institutions capables de garantir une meilleure application des règles, la transparence, l'absence de corruption et la stabilité gouvernementale pourrait améliorer le climat des affaires et stimuler l'esprit d'entreprise. Ce qui va favoriser un taux de change attractif aux investissements orientés vers le processus d'industrialisation. F. Mishkin (1996) souligne que le taux de change est un canal qui joue un rôle important dans la façon dont la politique monétaire affecte l'économie nationale, une dépréciation de la monnaie nationale abaisse le prix des biens nationaux par rapport aux biens étrangers, ce qui se traduit par une augmentation des exportations nettes et donc de la production globale.

De plus, Einchengreen (2003) souligne que le maintien d'un taux de change réel à un niveau compétitif sans volatilité améliore l'impact des autres déterminants de la croissance tels que l'éducation et la formation, l'épargne et l'investissement, les connaissances organisationnelles et technologiques. La politique de change pro-compétitive se traduisant par la sous-évaluation de la monnaie a joué un rôle important dans le processus d'industrialisation des pays émergents (Rodrik, 2008).

e) Gouvernance économique, développement financier et industrialisation

Comme le suggèrent les économistes monétaristes, la présence d'institutions financières assurant une meilleure allocation des ressources pourrait affecter le processus d'industrialisation. En particulier, l'existence d'un système bancaire efficace assurant un financement prudent des entreprises, notamment des petites et moyennes entreprises, renforce les capacités d'entrepreneuriat nationales.

Selon John Burger et al (2006) montrent que le secteur dispose de trois raisons dans le développement du processus de l'industrialisation. Ils démontrent notamment que la raison la plus fondamentale est de rendre les marchés financiers plus complets en générant des taux d'intérêt du marché qui reflètent le coût d'opportunité des fonds à chaque échéance.

Une deuxième raison générale est d'éviter la concentration de l'intermédiation financière uniquement sur les banques. Une troisième raison est que le marché financier peut aider les opérations de politiques monétaires tels que le refinancement interbancaire afin de satisfaire un besoin de liquidité et par la même occasion le contrôle de la masse monétaire.

Une troisième raison est que le marché financier donne la possibilité aux autres opérateurs économiques que l'État de trouver des sources de financement de l'économie à long terme. Le développement du secteur financier est indispensable au processus d'industrialisation dans le monde.

Un secteur financier développé peut favoriser la croissance économique quel que soit la nature du régime de change. Cependant l'effet diffère d'un régime à un autre, il peut être plus prononcé dans le cas des pays qui ont un régime de changes flottants car l'existence d'un marché financier assez développé permet d'amortir les chocs de taux de change et offrir des instruments qui permettent de se prémunir contre la volatilité du taux de change. Levine (1997), définis comment le degré de développement du système financier mesurable par sa capacité à mobiliser l'épargne, à faciliter la répartition des capitaux et à améliorer la gestion du risque peut favoriser la croissance par le jeu de ses effets sur l'accumulation du capital.

f) L'État et la politique industrielle.

Le rôle de l'État est important car il est non seulement le seul capable d'adopter et de décider de la mise en œuvre d'un programme d'industrialisation. Il demeure aussi le seul agent économique capable de réaliser certains types d'investissements, qui ne peuvent être réalisés par le secteur privé car trop coûteux ou générant des externalités, comme les infrastructures. La faiblesse de l'investissement en termes de production d'énergie et d'infrastructures de transport, de stockage ou de communication constituent également une faiblesse qui doit être corrigée afin d'améliorer la productivité. Comme précédemment analysé, ces types d'industries sont des industries à fort potentiel de croissance et de création d'emplois du fait des économies d'échelle réalisables.

Toutefois, ils sont également très coûteux en général pour être réalisé par un agent privé alors qu'elles génèrent des externalités. Il s'agit donc d'un cas d'échec de marché qui nécessite l'intervention de l'État, (UNCTAD, 2007).

Ces industries permettent de soutenir fortement la croissance dans les différents secteurs économiques en permettant l'accroissement de la productivité globale. Une politique industrielle sélective, différente de celle menée pour promouvoir l'industrialisation, doit être menée afin de compenser les échecs du marché.

Toutefois, il convient de préciser qu'en plus de compenser les échecs de marché, l'État doit permettre d'améliorer les institutions nécessaires au fonctionnement du marché (UNCTAD). La place de l'État est à définir en tenant compte d'une collaboration stratégique entre le secteur privé et le gouvernement, en spécifiant les domaines dans lesquels il est nécessaire que l'État intervienne pour supporter le secteur privé et les domaines dans lesquels, il devrait se retirer pour éviter de biaiser le marché et d'empêcher le développement industriel (Rodrik D., 2004).

Au niveau institution, l'État doit à nouveau intervenir pour faciliter la mise en place de politiques productivistes (Rodrik, 2006). Ce sont des politiques activistes qui permettent d'augmenter les profits des activités industrielles modernes et d'accélérer le mouvement des ressources vers les activités industrielles modernes.

g) Relation théorique entre gouvernance économique et l'industrialisation

Le débat sur les institutions et la gouvernance est devenue l'un des plus importants dans la discipline du développement économique. Collier P. (2002) estime que la mauvaise gouvernance est liée à la dépendance par rapport aux produits primaires. Si cette dépendance peut empêcher le développement des industries manufacturières, nous pouvons penser que de mauvaises institutions conduisent à de mauvaises performances et peuvent également conduire à l'incapacité de développer une industrie manufacturière viable.

Selon Joseph E. Stiglitz (2017), les gouvernements sont naturellement impliqués dans les politiques industrielles. Il explique que les marchés ne peuvent pas exister dans un vide, ils doivent être structurés. Marchés et gouvernements sont donc complémentaires, ils travaillent en collaboration. Tout gouvernement doit prendre des décisions en matière de politique de dépenses, de politique fiscale et d'investissements dans les infrastructures.

Ces politiques favorisent une industrie sur une autre ou une technologie sur une autre, et les choix en faveur d'une infrastructure ont des incidences sur les autres infrastructures.

La présence d'institutions capables de garantir une meilleure application des règles, la transparence, l'absence de corruption et la stabilité gouvernementale pourrait améliorer le climat des affaires et stimuler l'esprit d'entreprise.

I.2.1.2.3. Gouvernance institutionnelle et industrialisation

a) Concept et indicateurs de la gouvernance institutionnelle

La gouvernance institutionnelle est le respect qu'accordent ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés aux institutions qui régissent les interactions entre eux. Elle est mesurée par le respect des règles et le contrôle de la corruption (Boutaleb, 2004). Le respect des règles, appelée aussi Primauté de la règle de droit, mesure la qualité du respect des contrats légaux par le système judiciaire, en tenant compte du recours à la violence privée et à sa répression. Elle comprend les éléments suivants : coûts des crimes, respect dans l'exécution des contrats par le gouvernement, droits de propriété, confiance dans l'autorité politique quant à la sécurité des biens, protection de propriété intellectuelle et indépendance du système juridique. Le contrôle de la corruption mesure l'usage des prérogatives du pouvoir à des fins personnelles en particulier l'enrichissement des individus disposant d'une position de pouvoir.

Il comprend les éléments suivants : fréquence de paiement irrégulier aux fonctionnaires et aux judiciaires, pratiques impropres dans la sphère publique, corruption dans le système politique comme une menace aux investissements étrangers, fréquence des cas de corruption dans les administrations publiques. La corruption est un mal qui a profondément bouleversée la vie et a provoqué la colère des citoyens et d'hommes d'affaires dans la plupart des pays. Elle est souvent perçue comme synonyme d'un manque de système de gestion et de contrôle efficace. Selon Emmanuelle Lavallée et al. (2008), le contrat de corruption est établi entre le corrupteur et l'agent. Il s'agit d'un accord illégal portant sur le détournement du pouvoir discrétionnaire confié à l'agent et la répartition des gains espérés (le pot-de-vin pour le fonctionnaire).

b) Relation théorique entre gouvernance économique et gouvernance institutionnelle et industrilaisation

Un ensemble des courants de pensée hétérodoxe, développés par Hayek (1970), North (1990) et Williamson (1994), a contribué au renouvellement de l'analyse dénommée Nouvelle Ecole Institutionnelle (NEI).

Ils s'interrogent sur le rôle des institutions dans la coordination et l'impulsion de l'activité économique et trouvent que les institutions, à travers leur organisation et fonctionnement, peuvent influencer l'économie grâce à la sérénité qu'elles peuvent refléter et la sécurité qu'elles peuvent présenter pour les investisseurs et les autres bailleurs.

Globerman et Shapiro (2002), avec leurs travaux considérés comme de première importance et où la bonne gouvernance est considérée comme un déterminant de l'industrialisation, trouvent que l'infrastructure politique nationale constitue une variable capitale robuste pour les sorties des IDE décitinés à l'implantation des industries.

Les travaux de Morisset et Lumenga Neso (2002), s'inscrivant dans le même ordre d'idées, montrent que la corruption et la mauvaise gouvernance augmentent les coûts administratifs et par conséquent découragent l'avancement du processus de l'industrialisation.

I.2.1.3. Investissements dans les infrastructures et l'industrialisation

a) Les infrastructures et les nouvelles théories de la croissance

Etant considéré dans tout système économique comme un facteur déterminant du renforcement d'une croissance économique durable et par ricochet de la croissance endogène, le début des années 1990 a connu de profondes réflexions autour du concept d'infrastructure afin de mettre un accent particulier sur le nécessité d'intervention du pouvoir public pour leur réalisation. Cette nouvelle dynamique du rôle économique des infrastructures chevauche avec la mise en place d'un modèle théorique relatif à la réhabilitation de la dimension productive de l'investissement public tout en remettant en cause les modèles traditionnels de la croissance.

A cet effet, le modèle de Barro (1990) présente de nouvelle piste de réflexion en mettant en évidence un effet de long terme entre les infrastructures productives en l'occurrence les investissements publics et la croissance économique.

Ce qui caractérise l'évolution du concept d'infrastructure est celle relative au développement de la croissance endogène. En effet, au début des années quatre-vingt-dix, un large débat a été relancé sur la nécessité d'une intervention publique dans le domaine des infrastructures, faisant de ces dernières un facteur déterminant dans la formation d'une croissance économique durable et soutenue.

b) Relation théorique entre les infrastructures et l'industrialisation

Les infrastructures sont susceptibles de favoriser le développement industriel. Par exemple les infrastructures électriques routières et ferovières facilitent l'instillation des firmes multinationales dans les différents pays. Elles favorisent aussi l'attractivité des investissements directs étrangers qui, de retour, favorisent l'industrialisation.

Elles ont un impact sur la productivité, la compétitivité des entreprises et le coût du capital et, plus globalement, le coût des affaires. Selon Barro (1990) dans son modèle mettait déjà en évidence le lien existant entre les dépenses en infrastructures et la croissance économique. Un faible niveau des infrastructures ainsi que des services de transport et de commerce limités renchérissent les coûts de transaction et de logistique, rendent les produits non compétitifs, limitent la production rurale et l'accès des populations aux marchés avec des incidences négatives sur l'activité économique et la pauvreté.

(Escribano et al., 2010), par ce qui est de l'intervention de l'État en infrastructures, le développement des infrastructures va suivre avec une amélioration des conditions de vie et du bien-être. La population disposant des emplois décents répondra favorablement à l'offre intérieure et créera une demande intérieure qui sera satisfaite par le système national de production.

Comparée à l'agriculture et aux services, l'industrie manufacturière est relativement plus gourmande en énergie, ce qui implique que l'industrialisation accroît la demande d'énergie et par conséquent nécessite des infrastructures adéquates (Isaksson, 2009a).

I.2.2. Revue de littérature empirique des déterminants de l'industrialistion

I.2.2.1. Impact du capital humain sur l'industrialisation

Toutefois, les estimations récentes par les techniques économétriques semblent confirmer l'existence d'une liaison significative entre éducation et croissance économique. Ainsi, Lau et alii (1993) estiment un impact significatif de l'éducation sur la croissance de Voutput au Brésil (une année additionnelle d'éducation de la force de travail accroît la production réelle de 20 % environ) et calculent que la productivité pour les tâches exigeant de plus hauts niveaux de formation.

Cependant, Horowitz et Sherman (1980) étudiant les performances des techniciens des chantiers navals aux États-Unis montrent que les équipes de travail ayant un niveau d'éducation moyen plus élevé améliorent plus leur productivité que celles dont le niveau de formation moyen est moindre.

Gaspar, Pina et Simoes (2014) étudient les liens entre l'agriculture et les secteurs non-agricoles au Portugal par l'évaluation de l'existence de relations de causalité et à long terme entre les trois principaux secteurs d'activité en termes de valeur ajoutée et de la productivité du travail en utilisant un modèle VAR pour la période 1970-2006. Ils montrent que les gains de productivité (avec la productivité du travail) dans les services et l'industrie ont une influence positive sur la productivité dans l'agriculture.

I.2.2.2. Effets de la gouvernance politique sur l'industrialisation

Une mauvaise gouvernance est généralement considérée comme un des plus grands obstacles au développement, particulièrement pour les activités modernes ou manufacturières, même si cela reste l'objet de certains débats.

L'étude menée par Michaël Goujon, Christian Kafando (2012) sur les caractéristiques structurelles et industrialisation en Afrique pour les 53 pays, l'indicateur de la valeur ajoutée du secteur manufacturier par tête et les niveaux de gouvernance moyens 1996-2008 mesurés à partir des Worldwide Governance indicators de Kaufmann et Kraay (2000-2010), la première observation est que les pays d'Afrique sont relativement mal notés puisque les notes moyennes sont négatives.

La qualité de la gouvernance augmente en moyenne avec le niveau de revenu (en excluant la Guinée Equatoriale). Les petites îles montrent une meilleure gouvernance. Les pays exportateurs de pétrole (y compris la Guinée Equatoriale) montrent une moins bonne gouvernance, rappelant une des prédictions de la malédiction des ressources naturelles.

I.2.2.3. Effets de la gouvernance économique sur l'industrialisation

- ✓ **Effets du taux de change sur l'industrialisation**

D'après les résultats empiriques obtenus par Rose (2000), les unions monétaires auraient un effet positif sur le commerce international et la volatilité du taux de change un effet faible et négatif. Egalement Collins (1996) suggère que la flexibilité du régime de change est une source de volatilité du taux de change qui augmente le risque de profitabilité des opérations d'exportation, des investissements et par conséquent affaiblit la croissance. Dans leur étude basée sur un modèle VAR, le résultat est toujours le même ; la dévaluation du Peso est suivie d'une contraction économique au Mexique. Ils soulignent également que leur résultat est conforme pratiquement à toutes les analyses antérieures de la dévaluation et la croissance économique au Mexique.

MAGDA.K revisite dans son étude la relation entre les fluctuations du taux de change et les performances macroéconomiques notamment la croissance pour vingt-deux pays en développement. Son analyse introduit un modèle d'anticipation rationnelle qui décompose le mouvement du taux de change en composantes anticipées et imprévues et démontre les effets des canaux de demande et d'offre sur la croissance. Le résultat de son investigation démontre que les variations anticipées du taux de change réduisentt significativement la croissance de la production sur le long terme. Par contre sur le court terme, la croissance de la production enregistre des fluctuations face au changement imprévu du taux de change.

- ✓ **Effets des investissements directs étrangers sur l'industrialisation**

Caves (1974) a testé l'impact de la présence étrangère sur la valeur ajoutée par travailleur dans le secteur manufacturé domestique en Australie. Il montre que la disparité entre valeur ajoutée étrangère et domestique disparaît quand la présence étrangère dans le secteur augmente, ce qui est cohérent avec l'existence des externalités positives sur la productivité générée par les IDE, d'où la possibilité d'une accélération de la croissance et de la convergence du niveau de productivité vers celui des pays développés.

L'étude de Zhang (2014) est selon toute vraisemblance, une démonstration du rôle joué par les IDE sur la compétitivité industrielle des pays. La construction d'un indice de compétitivité industrielle inspiré de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI, 2002) a permis de tester la relation entre les IDE et industrialisation dans 31 régions en Chine et sur 21 entreprises du secteur manufacturier entre 2005-2010.

Outre l'influence positive et significative des IDE sur la compétitivité industrielle des entreprises locales, les entreprises d'un niveau de technologie faible bénéficient plus de l'apport des IDE. Enfin, cette contribution est rehaussée à travers le capital humain.

Dans les études empiriques de Blomstrom et Wolff (1991), ils ont montré dans le cas du Mexique (1970-1975) que les effets externes sont une fonction croissante de l'écart technologique : la présence assez élevée des IDE apporte à une petite augmentation de la productivité des industries à faible technologie, mais aucun effet sur la productivité des firmes à haute technologie.

- ✓ **Effets du développement financier sur l'industrialisation**

Les études traitant un lien empirique entre le développement financier et la croissance économique remontent à Goldsmith (1969). L'auteur a réuni des données sur les actifs des intermédiaires financiers concernant 35 pays pour la période 1860-1963 et a démontré par des graphiques qu'il existait une corrélation positive entre la valeur de ces actifs (en pourcentage du PIB) et la croissance économique.

L'étude est menée sur un échantillon de 40 pays avec des données de panel en moyennes quinquennales sur la période 1976-1998. Les résultats économétriques obtenus à l'aide de la Méthode des Moments Généralisés en panel dynamique montrent que le développement des banques (mesuré par le volume des crédits accordés au secteur privé en proportion du PIB) et le développement des marchés financiers (mesuré par le ratio de turnover) exercent chacun de façon indépendante un effet positif sur la croissance économique.

En mettant une étude empirique sur la Malaisie, Ang (2008) arrive à conclure, qu'un système financier développé favorise la réalisation des taux élevés de croissance économique à travers l'augmentation de l'épargne et des investissements privés.

En menant une étude sur 21 pays d'Afrique subsaharienne, en utilisant des données de panel dynamique (GMM), Ngongang (2015) a conclu que le développement financier n'a aucun effet sur la croissance économique.

I.2.2.4. Impact des infrastructures sur l'industrialisation

Le rôle joué par les infrastructures sur le développement n'est plus à démontrer. Barro (1990) dans son modèle mettait déjà en évidence le lien existant entre les dépenses en infrastructures et la croissance économique. Un faible niveau des infrastructures ainsi que des services de transport et de commerce limités renchérissent les coûts de transaction et de logistique, rendent les produits non compétitifs, limitent la production rurale et l'accès des populations aux marchés avec des incidences négatives sur l'activité économique et la pauvreté (Escribano et al., 2010).

En Afrique, Adenikinju (2005) a mis en évidence les défaillances observées dans l'offre d'électricité sur les activités des firmes nigérianes. Sur la base des données collectées auprès d'un échantillon de firmes africaines, Escribano et al. (2010) constatent que dans plus de la moitié des pays de l'échantillon, la qualité de la fourniture d'électricité est un problème majeur pour plus de 50 % des firmes.

Au Burundi, au Cameroun, au Bénin, au Burkina Faso et au Cap-Vert, le pourcentage des entreprises considérant l'électricité comme un obstacle grave ou très grave à leurs activités dépasse 80 % ; en revanche, seulement 20 % des entreprises au Maroc, en Afrique du Sud, au Botswana, et en Namibie considèrent l'électricité comme un obstacle grave.

Conclusion du premier chapitre

Tout au long de ce chapitre, on a pu montrer l'importance du concept « indsutrialisation » de stimuler le développement des différents pays, c'est-à-dire sa capacité à influencer et conserver le développemment des activités économiques. Le chapitre était consacré à des considérations théoriques entre l'industrialisation et ses déterminants et a montré aussi que l'industrialisation peut etre déterminée par plusieurs facteurs. On a juste évoqué la terminologie de l'industrialisation ainsi que sa signification et son origine.

L'analyse de la relation théorique et empirique a montré que l'indsutrialisation contribue de manière considérable au développement du pays et elle est influencée par plusieurs facteurs. Par exemple, le capital humain influence significativement l'industrialisation. S'agissant des indicateurs de la bonne gouvernance, la stabilité politique attire les IDE qui sont de retour utilisés dans l'implatation des industries et rassure ces investisseurs de l'absence du risque de perdre ses capitaux par suite d'un conflit ou toute autre situation d'insécurité. La corruption peut également freiner le développement de l'industrialisation et fait perdre d'énormes ressources à l'État mais aussi fait perdre à l'État de la crédibilité vis-à-vis des acteurs d'investissement. Pour conclure, la vague de littérature a établi un accord d'existence d'une relation significative entre l'industrielaistion et ses déterminants.

Le chapitre suivant permettra de faire un développement du processus d'industrialisation en Afrique et en Asie et de faire une comparaison à partir d'un état des lieux de l'industrialistion et de ses déterminnats dans les pays de l'Afrique et de l'Asie.

CHAPITRE II : INDUSTRIALISATION EN AFRIQUE ET EN ASIE

Ce chapitre s'articule sur deux sections. La première section se focalise sur la présentation de l'état d'industrialisation des pays de l'Afrique et de l'Asie depuis 1950 à 2022. La deuxième section se concentre sur les facteurs ayant motivé l'industrialisation dans les pays de l'Afrique, d'une part et, dans les pays de l'Asie, d'autre part.

Section 1 : Etat d'industrialisation des pays d'Asie et d'Afrique

Cette section concerne la situation de l'industrialisation dans les pays de l'Afrique et de l'Asie depuis les années 1950 à 2022.

II.1.1. Situation de l'industrialisation en Asie et en Afrique dès 1950-2022

Le mouvement d'industrialisation a touché inégalement les pays superficiels chez certains, il a transformé d'autres profondément tandis qu'un certain nombre de pays traversent des périodes de transition. La situation de l'industrialisation n'est nullement uniforme. L'approche globale du problème ne doit pas faire oublier que l'industrialisation des pays en voie de développement constitue une réalité extrêmement nuancée, qui combine les éléments communs à l'ensemble de ces pays et des variables propres à chacun. Le résultat est que l'industrialisation a atteint des degrés différents à l'intérieur des différents pays (John U., 1981).

Pendant la période coloniale en Asie et en Afrique, l'industrie n'est pas du tout dans les préoccupations des autorités. La colonie se borne à fournir à la mère patrie, les matières premières et les marchandises qui n'ont pas leur équivalent en métropole.

En Afrique, après la première guerre mondiale de 1914-1918, la communication avec la métropole, avait ouvert à quelques unités industrielles (textiles, conserveries) dotées de moyens modestes.

Dans les pays du Maghreb, les premières industries minières, les industries alimentaires et de construction, les ateliers de réparation apparaissent surtout autour des ports ou des grands centres; Alger, Oran, Constantine, Bône en Algérie, Agadir, Casablanca, Safi au Maroc. Elles sont peu nombreuses, (Judet, 1981).

La période des années 1929-1945, cette période de seize ans est intéressante. Les pays africains comme l'Égypte, le Katanga franchissent les stades préliminaires de la formation de leur secteur industriel, en le consolidant et l'élargissant par l'adjonction des branches mécaniques et sidérurgiques. La branche mécanique n'étant plus formée seulement d'ateliers de réparations mais également de fabriqués d'outillages et de machines. Ils disposent en plus des industries alimentaires et textiles des éléments d'infanteries chimiques et mécaniques.

En Asie, de 1913 à la vieille de la grande crise de 29-30, la situation de l'industrie évolue peu. Elle est au stade primaire, sauf en Inde. Les capitaux métropolitains se concentrent dans l'exploitation. Dans certains pays de l'Asie comme les philippines accroissent en particulier sa production d'or. À côté de ce secteur minier apparaissent de petites unités de transformation (savon, brasserie, huile, allumettes, papier, tanneries, ateliers et mécanique) qui ont du mal à supporter la concurrence des produits importés. En Indochine, l'industrie insignifiante jusqu'à cette période, l'artisanat traditionnel est toujours bloqué dans son essor (Griffin, 1979).

Au Moyen-Orient, surtout en Turquie mit l'accent sur l'industrialisation en plaçant les nouvelles entreprises manufacturières sous le contrôle de l'État. En Arabie et au Yémen, la modernisation de l'économie n'est pas encore à l'ordre du jour. Dans les territoires sous mandat (Palestine, Irak, Transjordanie, Syrie, Liban) l'artisanat traditionnel reste prédominant. Sa mutation reste toujours freiner par des structures commerciales. L'exploitation des ressources naturelles, notamment le pétrole, va aussi entraver l'éclosion de nouvelles industries. En ce sens que les recettes procurées des exportations vont surtout accroître les importations des produits manufacturiers.

II.1.2. Parcours du processus de l'industrialisation des pays de l'Afrique et de l'Asie

Tout comme l'Afrique, l'Asie de l'Est a dû à l'héritage colonial, souffèrt d'une capacité humaine et institutionnelle non développée.

À certain égard, entre les années 1950 et 1960, les pays de l'Afrique étaient dans une meilleure position au niveau de l'industrialisation que leurs homologues asiatiques à l'indépendance. Par exemple au Ghana, au Maroc, au Cameroun, à l'Egypte, … leurs secteurs industriels étaient très développés par rapport à la Corée du sud, Singapour, Malaisie, Taiwan, Hong Kong, l'Inde, … En 1970, l'Afrique subsaharienne comptait près de trois fois plus de capacité de production d'électricité par millions d'habitants que les pays de l'Asie du Sud (Isaksson, 2009a).

Dans les années 50 et 60, de nombreux dirigeants politiques des pays de l'Afrique en particulier ceux de la première génération, qui avaient mené leur peuple à l'indépendance politique et économique après de longues périodes de révolution ou de lutte étaient mus par le désir de moderniser leur pays et de retrouver leur dignité sur la scène internationale.

Cet état d'esprit les a souvent amenés à donner la priorité au développement de grandes industries lourdes modernes, qui, pour eux, étaient à la fois la condition préalable et le symbole de la modernisation et de l'édification d'une nation (Lal et Myint, 1996).

Mais le développement industriel en Afrique a reculé durant les années 1965. Seulement les six États ont amorcé ce virage industriel. On cite par l'exemple les pays comme l'Egypte, la Tunisie l'Afrique du sud, l'Algérie, le Nigeria au cours de la décennie de 1970-1981, ils ont connu une croissance des produits manufacturiers de plus de 11%.

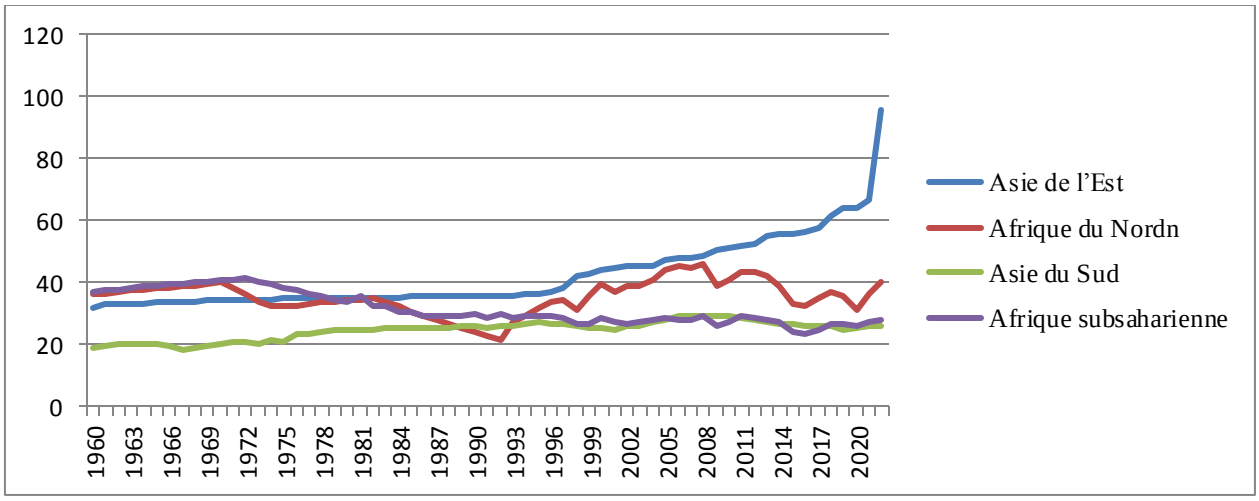
Par contre, l'industrialisation des pays de l'Asie de l'Est et du Sud se développe davantage. Les dirigeants de nombreux pays asiatiques ont mis en œuvre l'unité des objectifs à poursuivre avec acharnement. Cette unité a permis de diluer les tensions autour de l'identité. En revanche, l'économie politique essentiellement la manière dont l'histoire et la politique forment les choix des politiques économiques et vice versa. Ils ont mis en place la gestion de l'accès et des préférences des élites en échange de soutien, entraînant la recherche de rente, la création de richesse non pas par l'investissement mais par les connections d'organisations de groupes d'intérêts. Trouver les moyens institutionnels et constitutionnels de contenir la prédation de telles élites, et ouvrir les opportunités au-delà d'un petit groupe sont les caractéristiques de l'histoire du développement de l'Asie de l'Est (Lautier, M., 2014).

En Asie les changements ont été rapides durant la période récente. Cinq États avec un taux de croissance record variant entre 11 et 15% ont franchi plusieurs stades en un laps de temps et représentent les plus dynamiques des nouveaux pays industrialisés, aujourd'hui. Les pays comme la Chine, l'Inde et la Malaisie disposent des atouts qui les ont permis de transformer leurs économies très rapidement en géants industriels. Les progrès accomplis les vingt dernières années l'attestent. Plusieurs États des autres groupes commencent à constituer des infrastructures très importantes. Le centre de gravité des pays en voie d'industrialisation était de plus en plus en Asie.

II.1.3. Niveaux de l'industrie manufacturière des pays de l'Asie et de l'Afrique (1960-2022)

Le graphique suivant montre le niveau de la valeur ajoutée manufacturière des pays de l'Asie et de l'Afrique depuis les années 1960 jusqu'aux années 2022. Analysant de manière spontanée les courbes représentant les valeurs ajoutées manufacturières en pourcentage du PIB entre les régions constituant nos échantillons, il est possible de noter que deux régions de l'Afrique (l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne) et deux régions de l'Asie (l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud) font la différence. Aujourd'hui, l'Asie de l'Est semble être sans ambiguïté la responsable de la hausse de la valeur ajoutée manufacturière que la région de l'Asie du Sud et les deux régions de l'Afrique sur la période considérée dans cette analyse.

Graphique 1 : Evolution de la valeur ajoutée manufacturière des pays de l'Asie et de l'Afrique



Source : Construit par l'auteur sur base des données de la Banque Mondiale

Le graphique ci-dessus montre que dans les années 1960, les pays de l'Afrique subsaharienne avaient le niveau de l'industrialisation des produits manufacturiers le plus développé que les pays de l'Asie de l'Est et du Sud. Jusqu'à 1968, on remarque que la valeur ajoutée manufacturière des pays de l'Afrique du Nord et ceux de l'Afrique subsaharienne était élevée par rapport à celle des pays de l'Asie de l'Est et du Sud. Mais à partir des années 1970, on observe un recul du niveau de la valeur ajoutée manufacturière pour les régions de l'Afrique.

Et le niveau de la valeur ajoutée manufacturière commence à se stabiliser comme l'on montre la courbe qui indique l'évolution de la valeur ajoutée manufacturière de l'Asie de l'Est. Pour l'Asie du Sud, on constate qu'il y a une évolution de la valeur ajoutée manufacturière depuis 1967.

Le niveau de la valeur ajoutée dans les pays de l'Asie du Sud a augmenté et n'a pas connu de fortes variations et les pays de la région semblent avoir des performances assez proches dans ce secteur.

La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière quant à elle, n'a en moyenne pas connu de baisse depuis 1970. Les courbes des valeurs ajoutées manufacturières des pays de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne suggèrent que tous les pays n'ont pas suivi la même évolution dans la région. En effet, des différences de performances peuvent être détectées en observant les données des pays de la région.

Tandis que dans les pays de l'Asie de l'Est et du Sud à part de la période 1970, la valeur ajoutée manufacturière augmente plus vite. Il y a à cela plusieurs causes: la part des industries manufacturières dans la production nationale augmente, et dans les économies à faible revenu la production moyenne par ouvrier est plus élevée dans les industries manufacturières que dans l'agriculture; à mesure que l'industrialisation progresse, la productivité dans les industries manufacturière elles-mêmes tend à s'améliorer relativement vite grâce aux économies d'échelle, à l'augmentation des biens d'équipement et à l'acquisition de nouvelles compétences et de nouvelles méthodes de travail. Enfin, la productivité tend à s'améliorer également dans les autres secteurs de l'économie par suite de l'industrialisation.

En Afrique, de 1975 à 2008, on constate que la croissance de la valeur ajoutée dégagée par le secteur secondaire a légèrement fléchi. Cette variation est imputable au fléchissement de la valeur ajoutée de l'industrie alimentaire qui est passée de 8% à 9% en 2008. Il y a aussi le ralentissement de l'activité des industries. Ces ralentissements s'expliquent par la hausse considérable des prix des matières premières, surtout les produits céréaliers de base, puis, l'influence de la crise alimentaire mondiale. Une diminution qui se fait sentir. Ce ralentissement est attribuable à des facteurs tant externes qu'internes. Sur le plan externe, la baisse de la croissance des entreprises franches (notamment textiles) s'explique par l'essoufflement de la demande mondiale lié aux difficultés d'écoulement des produits manufacturiers mais aussi par la

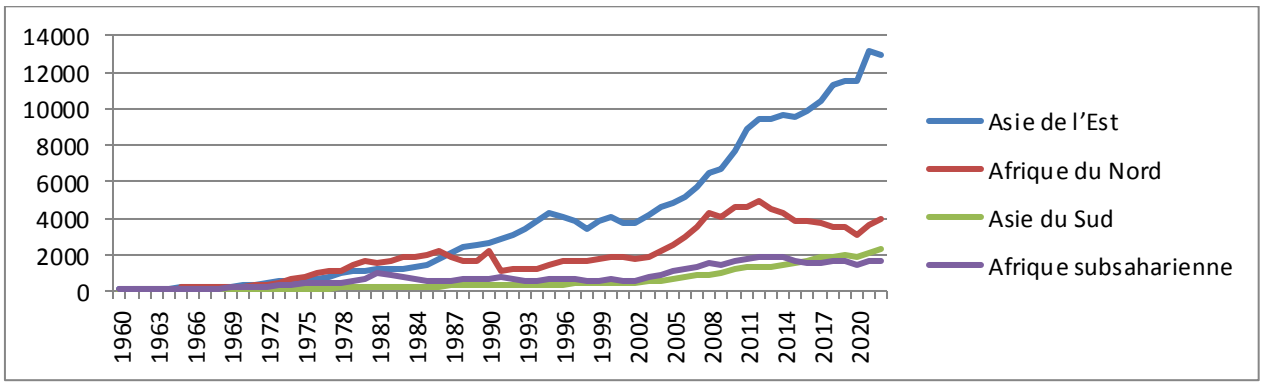
concurrence de plus en plus poussée des exportations de textiles en provenance de l'extérieur. Sur le plan interne, cette baisse peut s'expliquer par l'appréciation qui affecte les recettes des entreprises franches, et au coût élevé de l'énergie qui grève de plus en plus leurs charges.

Depuis 1996 jusqu'à 2022, les taux de croissance du secteur des produits manufacturiers de l'Asie du Sud sont inférieurs à ceux constatés à l'Afrique du Nord. Dans l'Asie de l'Est, le taux de croissance des valeurs ajoutées générées par le secteur manufacturier est largement supérieur à celui constaté en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord.

II.1.4. Contribution du secteur industriel dans le Produit Intérieur Brut par habitat des pays de l'Afrique et ceux de l'Asie (1960-2022)

La figure ci-dessous montre la contribution du secteur industriel dans le PIB/habitat des pays de l'Asie de l'Est et du Sud et les pays de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne.

Grapgique 2 : Evolution du produit intérieur brut par habitat des pays de l'Afrique et ceux de l'Asie



Source : Construit par l'auteur sur base des données de la Banque Mondiale

Les courbes représentant le niveau du PIB du secteur industriel dans les pays de l'Afrique subsaharienne et de l'Afrique du Nord ainsi que celles représentant le niveau du PIB du secteur industriel dans les pays de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud révèlent que le secteur industriel des pays de l'Afrique, depuis les années 1960 jusqu'aux années 1972, se développe plus que celui des pays de l'Asie. En Asie pendant cette période, le secteur secondaire avait encore une faible participation dans la production. L'Afrique subsaharienne a connu des périodes de croissance entre 1978 et 1981 avec une période de stagnation entre 1981 et 1990.

Ces périodes se caractérisent par la faible performance économique du continent comparativement à d'autres régions de l'Asie. On constate une chute brutale de 1980 qui est due concomitamment à la crise du pétrole et une chute économique de 1990 ainsi que celle 2008 suite à la crise économique.

De 2002 à 2008, la contribution du secteur manufacturier au PIB a connu une nette amélioration en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord. La croissance s'est doublée en 2007 en passant de 0.4% à 1.1%.

Cette situation montre que les pays de l'Afrique subsaharienne sont encore sous industrialisés malgré l'évolution de la contribution de ce secteur dans le PIB. Cette situation peut être expliquée par le fait que les industries africaines ne sont pas reliées entre elles. Ce qui n'entraine pas des effets d'entrainements dans les économies toutes entières. Les effets de liaison entre les branches sont insuffisants ou même inexistants pour pouvoir assurer des impacts importants sur la croissance économique des pays et donc au développement économique. La raison est qu'il y a une inégale répartition géographique des industries. Le secteur abrite des industries extractives qui ne créent pas d'effets considérables sur les économies. Il n'existe pas encore des industries de transformation de produits dérivés de ces industries extractives. Les pays sont donc obligés d'exporter ces produits à l'état brut. C'est donc un avantage comparatif mal exploité par le pays de l'Afrique.

Tandis que la croissance du secteur manufacturier dans les pays de l'Asie de l'Est depuis les années 1987 à nos jours a continué d'augmenter de plus en plus que celui des pays de l'Afrique subsaharienne et de l'Afrique du Nord.

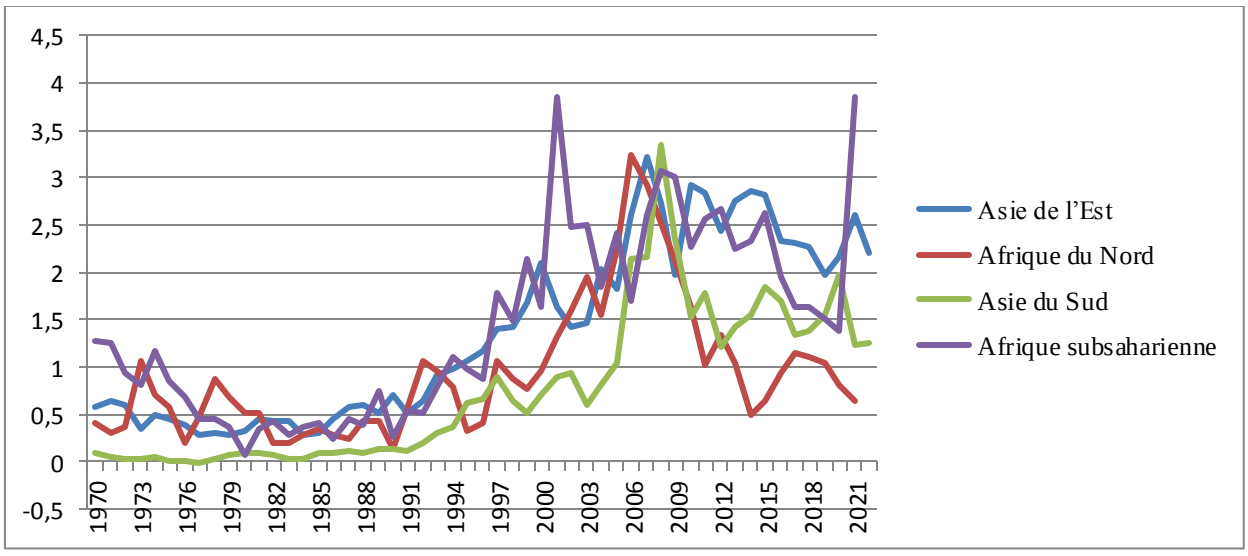
En 2014, le Fonds Monétaire International a calculé que trois des quatre plus grandes économies mondiales en se basant sur la parité du pouvoir d'achat se trouvent en Asie. Par exemple la Chine était déjà le premier pays exportateur de marchandises en 2009 au niveau mondial. Par contre, même si le taux de croissance du secteur manufacturier en Asie du sud ne cesse pas d'augmenter, il n'est pas au même rythme que les pays de l'Afrique subsaharienne et ceux de l'Afrique du Nord. Le PIB a chuté brutalement de 1990 et en 1993 ainsi que en 2003 suite à la crise financière. L'Asie de l'Est et du Sud a connu aussi des périodes de stagnation.

Comparée aux autres zones économiques, les pays de l'Afrique ont contribué une faible part à la VAM mondiale à 1,6% sur la période 1990-2015 alors que la contribution de la région de l'Asie de l'Est à VAM mondiale s'est située autour de 45% (D. Rodrick, 2013).

II.1.5. Investissements directs étrangers pour les pays de l'Afrique et de l'Asie

Le développement de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud a basculé en changeant les rapports entre le gouvernement et le secteur privé. En garantissant des conditions favorables aux investisseurs, les pays de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud ont été capables de transformer le modèle économique colonial du secteur minier. Par contre, le vrai investissement de croissance et le capital à long terme qui permettent de diversifier les économies et de créer des emplois notamment dans l'industrie, sont restés très faibles en Afrique comparé à l'Asie, comme l'illustre le graphique ci-dessous. Cela reflète une certaine hostilité envers les capitaux étrangers et envers une croissance portée par le secteur privé, deux choses qui sont des caractéristiques intrinsèques de la croissance inclusive, ce que les dirigeants de l'Asie ont réalisé depuis longtemps (Markusen, 1999).

Graphique 3 : Evolution des investissements directs étrangers pour les pays de l'Afrique et de l'Asie



Source : Construit par l'auteur sur base des données de la Banque Mondiale

La figure ci-dessus montre que l'histoire économique de l'Afrique depuis l'indépendance se caractérise par des fluctuations considérables des entrées des IDE. Le continent a connu des périodes de croissance des IDE. Entre1970 et 1982, les entrées des IDE en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord étaient très nombreuses par rapport aux pays de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud. A partir des années de 1982 à 1991, on observe une période de stagnation et de la faible entrée des IDE en Asie et en Afrique.

Idriss Linge (2016) explique que la baisse des IDE à destination de l'Afrique subsaharienne est due par le repli des investissements au Nigéria. Il affirme que la première économie d'Afrique souffre encore de la baisse des prix de pétrole. De plus, la décision du nouveau président Buhari de maintenir la monnaie locale à un niveau élevé a provoqué des retraits des investisseurs étrangers. La diminution des flux en Afrique orientale est à l'origine des baisses enregistrées au Mozambique, au Tanzanie et au Zambie. En effet, la hausse des coûts de l'énergie et la baisse des prix des matières premières minières ont fait chuter les IDE en Afrique subsaharienne. Pour l'Afrique du Nord, l'augmentation des flux est tirée par la vitalité de l'Egypte.

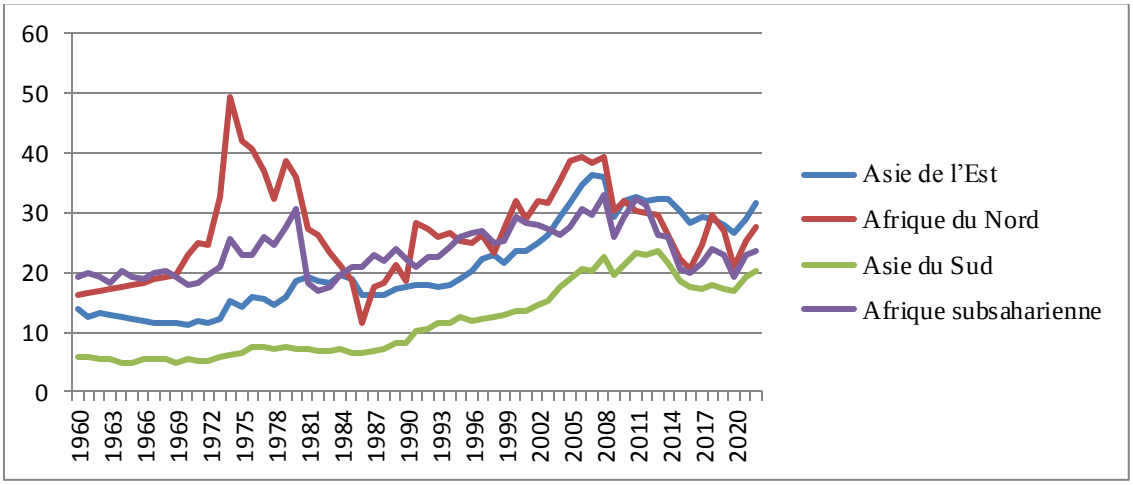
La croissance des entrées des IDE dans toutes régions de l'Asie et de l'Afrique a connu une allure croissante entre 1991 à 2007 mais avec un choc en 2008 suite à la crise financière. Le rythme de la croissance des entrées des IDE a reculé depuis 2008 jusqu'à nos jours pour les pays de l'Afrique du Nord et les pays de l'Asie du Sud tandis que les régions de l'Asie de l'Est et de l'Afrique subsaharienne ont relancé la croissance à un rythme presque constant jusqu'à 2022.

La période 2011-2021 s'est caractérisée par une hausse remarquable des flux des IDE entrants. En effet, étant une région très riche en minéraux et en pétrole, l'Afrique occidentale présente une destination favorable pour les investisseurs étrangers. L'omniprésence de cette région, en matière d'attraction des IDE, est due en grande partie à la production du pétrole. En Asie, on observe un rythme le plus accéléré des entrées des IDE (Stiglitz, J. E., 2017).

II.1.6. Les exportations des pays de l'Afrique et de l'Asie depuis 1960 à 2022

Le point suivant concerne les exportations effectuées par les pays de l'Afrique et de l'Asie depuis le lendemain de leurs indépendances jusqu'à nos jours.

Graphique 4 : Evolution des exportations des pays de l'Asie et de l'Afrique



Source : Construit par l'auteur sur base des données de la Banque Mondiale

Le graphique ci-dessus révèle que les exportations des pays de l'Afrique (Afrique du Nord et Afrique subsaharienne) depuis 1960 à 1976 étaient supérieures aux exportations des pays de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud pour cette même période. La période 1980-1983 et 1988-1993 ont été caractérisées par une baisse économique où les exportations des pays de l'Afrique du Nord relativement à celles de l'Afrique subsaharienne étaient diminuées tandis que pour les pays de l'Asie de l'Est et du Sud étaient croissantes. L'Afrique subsaharienne a connu des périodes de croissance des exportations, la première s'étend de 1983 à 1993 et la seconde de 1998 à 2006 avec une période de stagnation et de la faible performance économique comparativement à d'autres régions des pays de l'Asie.

Depuis 1983 à 1990, le PIB a connu des fluctuations économiques. De 2008 à 2009, les exportations des pays de l'Afrique du Nord ont fortement chuté suite à la crise financière de 2008. L'Afrique continue de faire face à un défi majeur en termes d'industrialisation.

En dépit d'un fort potentiel, le secteur industriel ne contribue que de façon très modérée à la création de richesse. Dépendance persistante aux matières premières. Cette réalité expose les économies à une très forte volatilité des prix de vente des marchandises et donc à une certaine vulnérabilité.

Les économies africaines représentent à cet égard plus de la moitié des pays en développement tributaires des produits de base (PDTPB). Cette dépendance aux exportations de matières premières reste l'un des principaux facteurs de fragilité économique. Capacité limitée à dégager des gains de productivité. Par construction, le secteur tertiaire ne permet pas de dégager autant de gains de compétitivité que le secteur industriel. Cette situation renforce la nécessité de miser sur le développement industriel afin de permettre l'amélioration de la productivité et le renforcement durable de la compétitivité (D. Rodrick, 2013).

On constate que les exportations actuelles des pays de l'Afrique sont essentiellement basées à la dépendance des matières premières**,** c'est avant tout l'accroissement de cette dépendance aux matières premières dans le temps qui est préoccupante pour les pays africains. En effet, dans les années 1970, l'Afrique n'était, en proportion, pas plus dépendante aux matières premières que les autres pays en développement. Mais si l'Asie a réduit cette dépendance de 70% à 20% depuis les années 1980, l'Afrique a suivi une trajectoire inverse. En 2015, les matières premières représentaient 71% des exportations de marchandises en Afrique. Les économies africaines représentent à cet égard plus de la moitié des pays en développement, tributaires de la vente des produits de base (PDTPB). Au Bénin ou au Burkina Faso, les matières premières dépassent même 90% du total des exportations. Le risque de volatilité est d'autant plus fort que plus de 30% des matières premières exportées sont des produits agricoles (Jonathan Le Henry, 2019) et (D. Rodrick, 2013).

Section 2: Les facteurs ayant motivé l'industrialisation en Afrique et en Asie

Cette section concerne les facteurs ayant motivé l'industrialisation en Afrique et en Asie. Ces facteurs déterminent l'industrialistion dans les deux continents. On constate que, au cours de cette section, les facteurs ayant motivé l'industrialisation en Asie et en Afrique sont différents. On obsreve qu'il y a aussi des facteurs communs même s'ils n'influencent pas l'indutrialisation au même niveau.

II.2.1. Les facteurs ayant favorisé l'industrialisation en Asie

L'insutrialisation en Asie a été motivée par plusieurs déterminants. Mais on remarque que l'organisation des États asiatique contribue de manière incontestable dans le développement de l'industrialisation que les États africains**.**

II.2.1.1. L'Etat développeur en Asie

Les États asiatiques envoient dans leurs économies des instructions sur les productions à réaliser, manipulent les prix et créent des incitations en fonction d'objectifs précis. La première caractéristique commune aux États développeurs de l'Asie est leur autonomie vis-à-vis du secteur privé. Cette capacité de mise en œuvre des décisions constitue l'une des grandes différences entre les États interventionnistes des NPI et ceux d'Afrique. L'indépendance et l'autorité de l'État sont en partie, le résultat de circonstances historiques particulières. Les États développeurs asiatiques ont fixé des objectifs économiques précis, et généralement ambitieux, inscrits dans une démarche planifiée. Les États développeurs d'Asie dépendent à un degré élevé de la coopération publique/privée entre les gestionnaires de l'État et les gestionnaires des entreprises (Jean Raphaël et Chaponnière, 2014).

Une politique macro-économique relativement conservatrice, sans pour autant être orthodoxe, une gestion budgétaire prudente, un endettement public mesuré dans la plupart des cas et une inflation modérée en sont les traits principaux. Cette solidité du cadre macro-économique diminue la vulnérabilité aux changements de conjoncture et le caractère cyclique de la croissance. Un faible niveau de dette publique renforce la capacité d'absorption des chocs et constitue une forme de bien public car les dépenses publiques peuvent facilement être augmentées si nécessaire.

La prudence budgétaire s'accompagne de politiques de change offensives et d'une généralisation des sous-évaluations compétitives; actuellement en Chine, comme auparavant au Japon, en Corée ou même à Taiwan.

II.2.1.2. Le carrée magique de la politique industrielle

Cette meilleure efficacité de la politique industrielle est la conséquence de configurations institutionnelles particulières de l'existence d'administrations autonomes, d'États forts, de l'intégration de la politique commerciale et de la politique industrielle. Dans ce modèle de rattrapage, le soutien et la protection des entreprises nationales s'accompagnent de leur orientation plus ou moins impérative à l'exportation, (Marc Lautier, 2014).

Cette combinaison caractérise le modèle d'industrialisation en Asie et le distingue des stratégies suivies en Afrique. Il est mis en œuvre en s'appuyant sur des dispositifs institutionnels qui, bien que propres à chaque pays et d'efficacité variable, comprennent quatre types d'instruments :

- ✓ Une agence ou institution centrale en charge de la définition des objectifs (ciblage) ;
- ✓ Le contrôle du système financier ou une influence sur l'allocation des financements ;
- ✓ Une incitation et/ou une contrainte d'exportation ;
- ✓ Des mesures de protection commerciale et d'appui au développement technique.

II.2.1.3. Agences de développement et pilotage économique

L'État gouverne le marché de manière spécifique dans chaque pays par le biais d'une ou plusieures administrations clés qui assurent des fonctions de pilotage de l'industrialisation et du développement. De la position hiérarchique dans l'appareil d'États et du pouvoir de ces agences de pilotage dépendent du niveau de cohérence de la politique industrielle ainsi que du degré d'intervention qui varie de la planification impérative à un soutien plus horizontal.

Depuis le début des années 1990, le Japon, la Corée, la Malaisie, la Taiwan, … adoptent les stratégies qui ont pour objectifs et les principaux instruments qui sont similaires notamment le ciblage sectoriel, choix des entreprises et promotion des champions nationaux, ouverture sélective et subventions. La principale différence entre ces pays est la mise en application de la politique d'ouverture aux firmes étrangères, Gold (1986) et Wade (1990).

Le ciblage industriel constitue l'une des principales raisons d'existance de ces agences de pilotage. La Chine le pratique désormais à grande échelle en choisissant des vainqueurs parmi les entreprises d'État.

II.2.1.4. Le contrôle du système financier

La puissance du modèle de développement asiatique repose sur la capacité de mobilisation par l'État, directe (Corée, Chine, Malaisie, Singapour) ou indirecte (Japon, Hongkong), de ressources financières rares vers le financement de l'industrialisation. C'est-à-dire le financement de projets d'investissements industriels au rendement faible à court terme.

La canalisation de ces financements a été la plus efficace lorsque l'État contrôlait le système bancaire, en Chine et au Vietnam, bien sûr, et également en Corée. Dans ces pays, l'orientation du crédit bancaire vers les secteurs et les projets ciblés par l'État a représenté un puissant outil de mise en œuvre de la politique industrielle. Le système bancaire a ainsi joué le rôle de courroie de transmission de la politique industrielle, en canalisant l'épargne intérieure, et parfois étrangère, vers l'investissement privé. Le recours à l'endettement a financé l'essor de l'investissement et la croissance industrielle. En l'orientant ou en choisissant les projets, l'État assumait en partie la décision stratégique d'investissement. Ce pilotage de la finance vers l'investissement industriel a permis d'accélérer l'industrialisation et l'expansion des groupes industriels. Ce dispositif s'accompagne d'une répression financière des ménages sous la forme d'une rémunération de leur épargne très faible voir négative (B. Belassa, 1979).

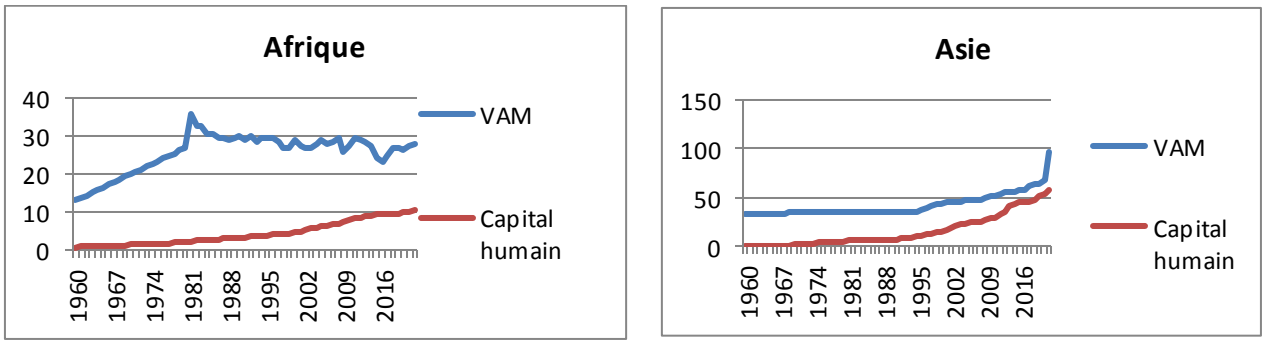
L'allocation du crédit bancaire, souvent à taux préférentiels est dès lors devenue l'instrument privilégié de conduite de la politique industrielle. Pendant la période d'industrialisation lourde, une entreprise qui s'engageait dans un secteur prioritaire finançait seulement 20 % du projet sur ses fonds propres et obtenait le complément de l'État, directement ou par l'intermédiaire des banques. Ce processus de financement a permis de faire décoller le taux d'investissement du pays.

II.2.2. La corrélation entre la valeur ajoutée manufacturière et ses facteurs qui l'influencent dans les pays de l'Asie et de l'Afrique

II.2.2.1. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière et le capital humain dans les pays de l'Afrique et de l'Asie

L'éducation massive et de qualité (adaptabilité, esprit critique, esprit d'entreprise, éthique, collaboration et créativité) en sciences et en technologies est une exigence fondamentale pour compétir sur le plan mondial. C'est un chantier urgent qui concerne tous les segments de l'enseignement à commencer par le préscolaire, le primaire, le secondaire et l'universitaire.

Graphique 5 : Corrélation entre la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière et le capital humain dans les pays de l'Afrique et de l'Asie



Source : Construit par l'auteur sur base des données de la Banque Mondiale

Les graphiques ci-haut montrent la comparaison de la corrélation de la valeur ajoutée manufacturière entre les pays de l'Afrique et de l'Asie. A partir des années 1960 jusqu'en 1978, on remarque que la corrélation de la valeur ajoutée manufacturière pour les pays de l'Afrique était très forte par rapport aux pays de l'Asie pour cette même période. Après plusieurs politiques industrielles adoptées par les pays de l'Afrique et ceux de l'Asie, on constate que les pays de l'Asie ont réussi au processus de l'industrialisation alors que les pays de l'Afrique ont échoué à ce processus. Les figures ci-dessus illustrent cette situation au cours de la période de 1984 à 2022, là où on observe une corrélation faible de la valeur ajoutée manufacturière avec le capital humain des pays de l'Afrique tandis que pour les pays de l'Asie, on constate une corrélation très forte pour cette même période.

L'Asie a réalisé ce que Sir Arthur Lewis a théorisé. Elle a libéré une bonne part de la population active pour des emplois industriels. On constate que les ressources en termes de main-d'œuvre qualifiée constituent une condition nécessaire à toute stratégie de développement.

En Corée du Sud par exemple, l'énorme dotation en main-d'œuvre qualifiée et à bon marché a joué un rôle essentiel dans le décollage économique. L'expansion de l'éducation datant de l'époque coloniale explique l'existence de cette ressource abondante en capital humain.

L'administration coloniale japonaise a notamment développé l'éducation en Corée du Sud afin de faire face aux besoins d'une agriculture moderne et de l'industrialisation (Herinjatovo Ramiarison, c2002). L'efficacité de la stratégie d'investissement basée sur la spécialisation requiert un certain niveau de capital humain (des travailleurs et de ceux qui mettent en œuvre cette stratégie). En outre, la formation du capital humain a joué un rôle aussi important que l'accumulation de capital physique. Elle a permis de mettre en place les différentes conditions nécessaires à la croissance rapide de ce pays. La Corée du Sud, après l'indépendance, a eu un paysage politique stable, bien qu'il ait été dirigé d'une main de fer par des militaires dictatoriaux. Entre 1960 et 1980, la structure sociale a profondément changé et s'est rapprochée de celle des pays industrialisés. La population active est radicalement modifiée.

Il a été question dans le premier plan quinquennal de la formation des cadres pour assurer certainement la relève des cadres occidentaux qui sont partis après l'indépendance dans la métropole. C'est à ce moment qu'il a été mis en place un vaste programme de création de grandes écoles supérieures et d'instituts de formations professionnelles dans tous les secteurs de l'économie, de la santé, de la culture pour assurer l'indépendance intellectuelle et culturelle de façon pérenne et aussi relever le défi de sa politique d'indépendance. En effet, le système éducatif asiatique est issu de la réforme de 1962 qui, au lendemain de l'indépendance, visait un enseignement de qualité et de masse fondé par ailleurs sur des valeurs nationales et universelles, d'une part la décolonisation des esprits, et d'autre part le développement des ressources humaines dont les pays avaient besoin pour son plan de développement. C'est ainsi que les écoles et les centres d'éducation et instituts en plus de ceux hérités du colon ont été créés. L'école technique devenue le Lycée Technique formait des ingénieurs de second degré et aux métiers de l'industrie.

Comparativement aux pays de l'Afrique, la réalisation des infrastructures pour aménager et relier les zones de production, d'approvisionnement aux zones de consommation (ponts, routes, barrages hydraulique et électrique) a été modeste soit 7,4% de croissance annuelle entre 1961-1965.

Par contre, la formation du capital a réalisé un taux de croissance de 13% entre 1964-65, ce qui atteste de la volonté affichée du régime en place, de l'après indépendance, d'investir massivement dans la formation du capital physique pour réaliser sa politique d'industrialisation par substitution. Force, est de constater que cet investissement n'a pas eu l'effet d'entraînement escompté sur l'ensemble des autres secteurs de l'économie pour le développement économique et social des nations, (UNCTAD, 2017).

Les explications de cette mauvaise performance économique sont diverses et variées. D'une part, elles sont d'ordre d'efficacité stratégique de la part des planificateurs parce que les pays de l'Afrique ayant à la base un très faible niveau de main-d'œuvre qualifiée et d'investissement en capital humain. Les pays ont négligé l'investissement en capital humain au profit d'un investissement élevé en capital physique. Alors que l'efficacité de ce dernier est conditionnée par la dotation en matière de main-d'œuvre qualifiée.

En revanche, l'industrialisation permettant le décollage économique des pays de l'Asie s'accompagne notamment d'un investissement en capital humain. On voit bien là le souci des planificateurs des pays asiatiques de doter l'économie asiatique d'une main d'œuvre très qualifiée indispensable au développement industriel, et en même temps, un protectionnisme temporaire de la jeune industrie naissante avec une ouverture progressive de leur économie à la concurrence et pénétrer le marché mondial avec un avantage comparatif en main d'œuvre qualifiée très bon marché produisant des biens et services à très forte valeur ajoutée. Mais les pays africains ont mis en œuvre des stratégies de développement assez différentes, se concentrant essentiellement sur la substitution aux importations et l'industrie agroalimentaire.

II.2.2.2. Gouvernance et l'industrialisation

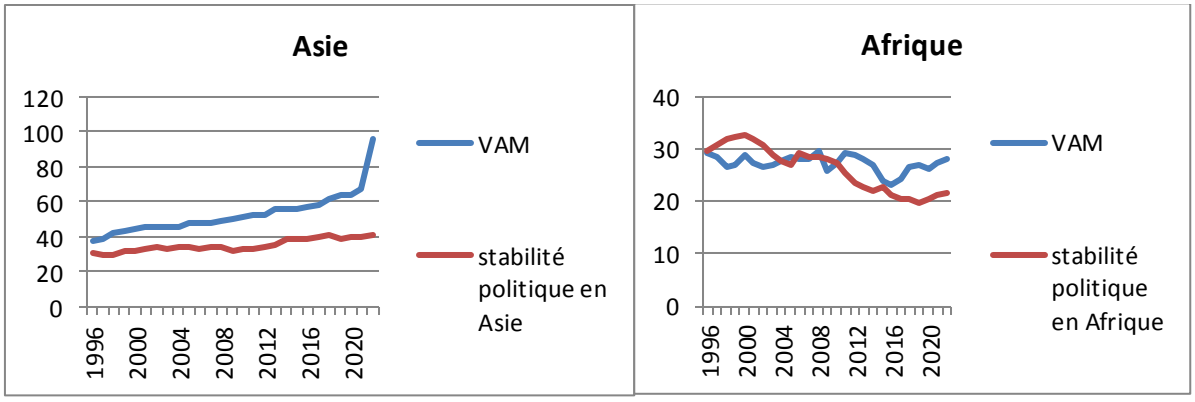
Le présent point indique l'état des lieux de la gouvernance et l'industrialisation. On y dinstingue de la gouvernance politique, de la gouvernance économique et de la gouvernance institutionnelle.

II.2.2.2.1. Gouvernance politique: la valeur ajoutée manufacturière et la stabilité politique dans les pays de l'Asie et de l'Afrique

L'Afrique en général compte parmi les pays les plus affectés par des crises politiques. Au lendemain des indépendances, certains pays étaient caractérisés par des renversements de régimes par coup d'État, des rebellions et très récemment des vagues de protestation populaire, le changement continuel des lois de la constitution en faveur des dirigeants et même des guerres civiles. Cette instabilité est souvent considérée comme un des facteurs freinant le développement du secteur industriel dans les pays de l'Afrique (Jong, 2009).

Par contre, les pays de l'Asie ne connaissent pas des renversements du pouvoir. Les graphiques ci-contre nous révèlent l'évolution de la stabilité politique dans les pays de l'Afrique et de l'Asie.

Graphique 6 : Corrélation entre la valeur ajoutée manufacturière et la stabilité politique dans les pays de l'Asie et de l'Afrique



Source : Construit par l'auteur sur base des données de la Banque Mondiale

On remarque une corrélation positive entre la stabilité politique et la valeur ajoutée manufacturière des pays de l'Asie durant toute la période de 1996 à 2022, ce qui favorise le développement de l'industrialisation dans les pays de l'Asie.

Tandis que pour les pays de l'Afrique, on observe une corrélation faible et décroissance entre la stabilité politique et la valeur ajoutée manufacturière pour la période de 1999 à 2022, ce qui bloque le développement de l'industrialisation dans les pays de l'Afrique.

Au lendemain de leurs indépendances, la stabilité politique des pays de l'Afrique est perturbée par la soif des dirigeants de rester au pouvoir en modifiant tant qu'ils veulent les constitutions de leurs pays et même par des rebellions soutenues, pour la plupart, par des mercenaires occidentaux. Jusqu'aujourd'hui, la situation n'a pas changé (Roubaud, 2008).

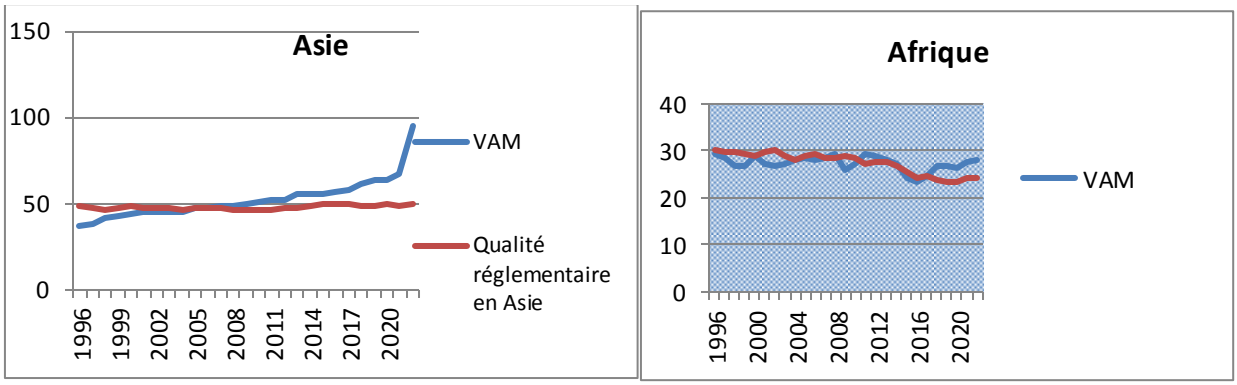
Les élections organisées dans la plupart de pays de l'Afrique sont opaques, non transparentes, conduisant ainsi chaque fois à des contestations (exemple, le cas de la Brukina Faso, du Mali, du Gabon, du Burundi et de l'Ouganda, …). Ces perturbations ne manquent pas à affecter les économies. Certains pays de l'Afrique sont déchirés par des conflits incessants qui ont commencé au lendemain de leur indépendance (Veiga, 2011).

S'agissant des pays de l'Asie, depuis leur indépendance, ils sont caractérisés par une forte stabilité politique et ont évité des guerres civiles. Les successions à la tête de l'État se sont déroulées pacifiquement. Ce succès tient d'abord aux initiatives des Héros de leur indépendance. On constate alors qu'il existe une relation positive entre stabilité politique et la valeur ajoutée manufacturière. On remarque que plus la stabilité politique s'améliore, plus l'industrialisation a tendance à se développer.

II.2.2.2.2. Gouvernance économique: la valeur ajoutée manufacturière et la qualité de la règlementation des pays de l'Afrique et de l'Asie

La promotion de la qualité de la réglementation a un impact sur l'économie à travers la facilitation dans la création d'une entreprise (réduction du temps nécessaire à l'obtention d'un permis pour créer une entreprise ainsi que les coûts de traitement qui y sont associés).

Graphique 7 : Corrélation entre la valeur ajoutée manufacturière et la qualité de la règlementation des pays de l'Afrique et de l'Asie



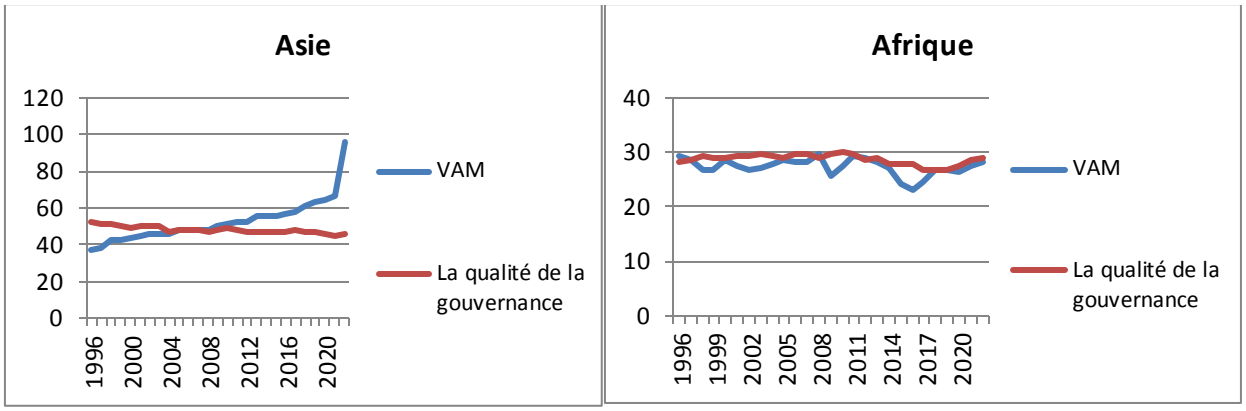
Source : Construit par l'auteur sur base des données de la Banque Mondiale

Les graphiques ci-dessus nous montrent que la qualité de la réglementation est globalement mauvaise dans les pays de l'Afrique tandis que les pays de l'Asie enregistrent une corrélation positive entre la valeur ajoutée manufacturière et la qualité de la règlementation sur la période de 1996-2022.

II.2.2.2.3. Gouvernance Institutionnelle: la valeur ajoutée manufacturière et la qualité des institutions entre les pays de l'Afrique et de l'Asie

On part de l'hypothèse qu'une bonne qualité des institutions permet de garantir une bonne redistribution des revenus générés par les différents secteurs et par conséquent permet de soutenir le changement de la structure économique des pays, (Färdigh MA, 2012, ICRG, 2012).

Graphique 8 : Corrélation de la valeur ajoutée manufacturière et la qualité des institutions entre les pays de l'Afrique et de l'Asie



Source : Construit par l'auteur sur base des données de la Banque Mondiale

On remarque qu'il existe une corrélation positive entre la valeur ajoutée manufacturière et la qualité des institutions au niveau des pays de l'Asie depuis les années 1960 jusqu'aux années 2022. On constate que les pays de l'Asie enregistrent une bonne qualité de la gouvernance que les pays de l'Afrique.

Par exemple en Corée, l'intervention de l'État se déroule suivant un principe hiérarchique via notamment le rôle prédominant des grands groupes privés alors qu'à Taiwan, la politique industrielle a un rôle de support autant que d'orientation et est de nature plus systémique. L'agence de pilotage économique est le Council for Economic Planning and Development (CEPD).

Dans la Malaisie multi-ethnique, la politique de développement est conditionnée à partir de 1969 par l'objectif de restructuration de la société, la New Economic Policy (NEP), qui organise une discrimination positive au profit des Malais d'origine et leur promotion économique. Les grandes mesures de politique industrielle sont indissociables de cet axe.

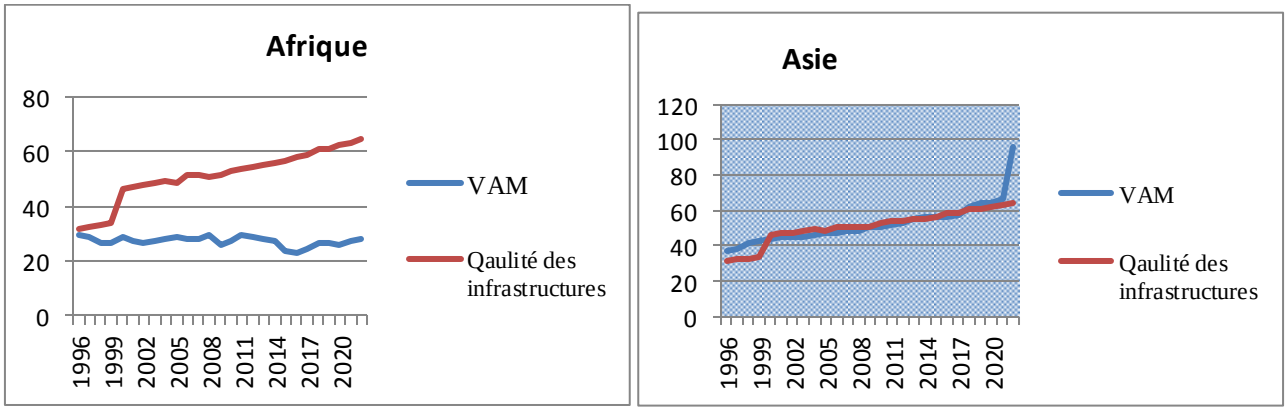
La Chine planifie son développement, elle pratique une politique industrielle inspirée de ses voisins, le Japon et la Corée depuis le début des années 1990. Les objectifs et les principaux instruments sont similaires : ciblage sectoriel, choix des entreprises et promotion des champions nationaux, ouverture sélective, subventions et la principale différence est l'ouverture aux firmes étrangères.

Par contre, les pays de l'Afrique sont caractérisés par une mauvaise qualité de la gouvernance ce qui bloque le développement du secteur industriel dans les différents pays. On remarque que la médiocrité des institutions est à l'origine du sous-développement du secteur industriel (Kafando, 2012).

II.2.2.3. La valeur ajoutée manufacturière et les infrastructures dans les pays de l'Afrique et de l'Asie

L'infrastructure de distribution à travers la grande distribution simplifie l'accès aux produits industriels locaux. Il est souhaitable de voir plus de produits locaux dans les rayons des supermarchés. Le slogan asiatique « produisons ce que nous mangeons et mangeons ce que nous produisons » revêt toute son importance. Nous devons éduquer nos consommateurs pour qu'ils soient plus conscients des enjeux de consommer des produits locaux. Le patriotisme économique à la différence du nationalisme économique prôné par les souverainistes est très justifié, Cumings (1987).

Graphique 9 : Corrélation de la valeur ajoutée manufacturière et les infrastructures dans les pays de l'Afrique et de l'Asie



Source : Construit par l'auteur sur base des données de la Banque Mondiale

Les graphiques ci-dessus montrent une corrélation très forte entre la valeur ajoutée manufacturière et les infrastructures pour les pays de l'Asie, cela s'explique par la mise en œuvre des programmes du développement des infrastructures pour favoriser le développement du secteur industriel des pays de l'Asie.

Les infrastructures de transports, d'énergie et d'ICT se sont développées et ont amélioré ainsi que la compétitivité économique dans certains pays de l'Asie. Des investissements supplémentaires ont été faits dans la chaine de logistiques (ports, stockage et transport…), la distribution d'énergie et les infrastructures digitales sont aujourd'hui assez importantes dans tous les pays de l'Asie. On remarque qu'il y a des pays qui ont déjà fourni de l'électricité à toute la population.

Conclusion du deuxième chapitre

Dans ce deuxième chapitre, on remarque que les pays de l'Afrique étaient dans une meilleure position au niveau de l'industrialistaion que les pays de l'Asie dans les années 1960 jusqu' au début des années 1965. Pour les exportations des produits manufacturières et la valeur ajoutée manufactuière en pourcentage du PIB, les pays de l'Afrique affichent toujours dans cette période des bons résultats.

En revanche, au début des années 1980, le secteur industriel des pays de l'Afrique a reculé alors que celui des pays de l'Asie s'est développé. Les pays de l'Asie, durant la periode des années 1980 jusqu'à nos jours, disposent des bons résultats des déterminnats de l'industrialistion. S'agissant de la qualité de la bonne grouvernance, on peut conclure que les pays de l'Asie se sont développés grâce à la mise en place des États solides et stables qui avaient des ambitions considérables dans le développement du secteur industriel. Par contre, les pays de l'Afrique connaissent de l'instabilité des pouvoirs politiques ce qui est à l'origine du sous-développement du processus de l'industrialisation.

Le chapitre suivant analyse empiriquement les déterminants de l'industrialisation entre les pays de l'Afrique et les pays de l'Asie.

CHAPITRE III : VERIFICATION EMPIRIQUE DES DETERMINANTS DE L'INDUSTRIALISATION DES PAYS DE L'ASIE ET DE L'AFRIQUE

Le présent chapitre vise à présenter les données de l'étude et à mettre en exergue les modèles économétriques utilisés pour l'analyse des déterminants de l'industrialisation entre les pays de l'Afrique et de l'Asie. Le choix du modèle de panel se justifie par le fait que les techniques d'estimation des données de panel présentent plusieurs avantages. En effet, outre leur capacité à prendre en compte l'hétérogénéité des unités ou individus (pays de l'Afrique et de l'Asie), ils fournissent plus de variabilité et de précision et tiennent comptent de l'influence des caractéristiques non observables, entraînant moins de risque de multicolinéarité parmi les variables, plus de degrés de libertés et plus de performance.

Section 1: Spécification et présentation de la méthodologie de panel

Les données de panel sont une combinaison des séries temporelles et coupes transversales (Nerlove, M., et Belsta, 1996). Elles sont constituées d'un ensemble d'observations temporelles sur plusieurs unités statistiques (une personne, une entreprise, un pays, etc.). Ces données sont à deux dimensions, le premier indice i caractérise l'individu considéré et le deuxième indice t caractérise le moment dans le temps où l'observation a été réalisée. Quand le nombre d'individus N est plus grand que le nombre de périodes T, alors la procédure à suivre est celle du panel dynamique. Dans le cas contraire, c'est plutôt un panel statique qui est estimé.

Il est souvent intéressant d'identifier l'effet associé à chaque individu. Un effet qui ne varie pas dans le temps, mais qui varie d'un individu à l'autre. Cet effet peut être fixe ou aléatoire.

III.1.1. Cadre conceptuel et test de spécification

III.1.1.1. Choix du modèle économétrique

Les données que nous avons sélectionnées renferment les caractéristiques mentionnées ci-dessus, ce qui nous conduit à opter pour une analyse des données de panel. Il est important de souligner que les modèles des données de panel sont devenus incontournables en macroéconomie pour étudier ou appréhender un phénomène donné qui s'étend simultanément dans l'espace et dans le temps.

Afin d'identifier les déterminants susceptibles d'expliquer l'industrialisation dans les pays d'Afrique et d'Asie, pour ce type des données, on doit recourir à l'estimation des trois modèles économétriques. La construction de ces modèles et l'identification du modèle le mieux approprié parmi ces trois se sont faites en suivant par ordre les étapes suivantes :

Première étape : on a les trois modèles économétriques formulés à partir de la revue de littérature. Parmi les modèles estimés, nous avons le modèle des moindres carrés ordinaires, le modèle à effets fixes, le modèle à effets aléatoires.

Deuxième étape : nous utilisons des tests de spécification de Fisher, d'Hausmann et de Breusch-Pagan pour déterminer la nature du modèle le mieux adapté au jeu des données sélectionnées pour la modélisation économétrique.

III.1.1.2. Tests de spécification sur les données de panel

Pour choisir le type de modèle économétrique approprié, nous faisons recours aux tests de spécification.

Le test de spécification permet de déterminer si le modèle théorique est parfaitement identique pour tous les pays ou s'il existe des spécificités propres à chaque pays. Ainsi, les tests de spécification se feront équation par équation afin de retenir la méthode d'estimation la plus appropriée pour l'ensemble du modèle.

Par conséquent, il consiste ici à déterminer lequel des trois modèles (moindres carrés ordinaires, modèle à effets fixes, modèle à effets aléatoires) est le mieux adapté par rapport à nos données. Nous allons passer aux données de panel qu'après avoir résolu le problème du choix du modèle qui répond à nos attentes économétriques. Ces tests vont nous permettre de conclure avec exactitude si le modèle théorique étudié est parfaitement identique pour tous les pays de l'Afrique et de l'Asie, ou au contraire s'il existe des spécificités propres à chaque pays de l'Afrique et de l'Asie.

Pour le faire, il existe plusieurs tests disponibles pour discriminer le modèle des moindres carrés ordinaires, le modèle à effet fixes et le modèle à effets aléatoires. Parmi ces tests, on compte le test de Fisher, le test d'Hausman et le test de Breusch-Pagan. Dans notre cas, on va utiliser ces trois tests.

Lorsque l'on considère les données de panel, la toute première chose qu'il convient de vérifier est la spécification homogène ou hétérogène du processus générateur des données. Sur le plan économétrique, cela revient à tester l'égalité des coefficients du modèle étudié dans la dimension individuelle. Sur le plan économique, les tests de spécification reviennent à déterminer si l'on est en droit de supposer que le modèle théorique étudié est parfaitement identique pour tous les individus ou au contraire s'il existe des spécificités propres à chaque individu.

- ✓ **Test de Fisher**

Le but du test de Fisher va consister à discriminer le choix entre un modèle empilé et un modèle à effets spécifiques. Ce test nous permet donc de décider si nous devons estimer notre modèle sur données de panel ou de l'estimer sur un modèle pays par pays. En d'autres termes, ce test consiste à faire un arbitrage entre l'effet spécifique (existence des caractéristiques spécifiques pour chaque pays de l'Afrique et de l'Asie) et l'effet d'ensemble (absence des caractéristiques spécifiques pour chaque pays de l'Afrique et de l'Asie). Cet arbitrage va se faire à l'aide du test d'homogénéité des constantes.

Le principe du test est le suivant :

$$\begin{cases} H_0 : Homogénéité\ totale\ des\ constantes \\ H_1 : Homogénéité\ partielle\ des\ constantes \end{cases}$$

$$\begin{cases} H_0 : \alpha + \acute{\beta} X_{it} + \epsilon_{it} \\ H_1 : \alpha_i + \acute{\beta} X_{it} + \epsilon_{it} \end{cases}$$

Le test d'homogénéité des constantes permet d'accepter ou de rejeter l'hypothèse d'égalité des αi. On impose dans ce test l'égalité des paramètres β_i les coefficients β_i sont tous égaux mais les constantes diffèrent selon les variables.

$$On\ accepte\ H_o\ si\ \ F^c < F^{\alpha}_{(n-1,nk-n-k)} = \frac{(SSR_{LSDV} - SSR_{pooled})/N-1}{SSR_{LSDV}/(n*(T-1)-k)}$$

On doit choisir le modèle le plus approprié en fonction du résultat du test de Ficher. Si la p-value d'acceptation de l'hypothèse nulle d'égalité des constantes est supérieure à 5%, dans ce cas, nous avons un effet commun. L'estimation se fait alors par le MCO.

Si la p-value d'acceptation de l'hypothèse nulle d'égalité des constantes α est inférieure à 5%, dans ce cas, nous avons un effet spécifique et nous passons au modèle à effets individuels (modèle à effets aléatoires et le modèle à effets fixes).

✓ **Test de Hausman**

Le test de spécification d'Hausman (1987) peut être appliqué à des nombreux problèmes de spécification en économétrie. Ce test permet de tester la différence entre le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoires. Dans notre cas, l'hypothèse testée concerne la corrélation entre les effets fixes et les variables explicatives :

$$\begin{cases} H_0 : \mathrm{E}(\alpha_i / x_{it}) = 0 \\ H_1 : \mathrm{E}(\alpha_i / x_{it} \neq 0 \end{cases}$$

$$\begin{cases} H_0 : le\ modèle\ préféré\ est\ celui\ à\ effets\ alétoires \\ H1 : le\ modèle\ préféré\ est\ à\ celui\ effets\ fixes \end{cases}$$

✓ **Test de Breusch Pagan**

Le test de Breusch et Pagan (1980) est un test du multiplicateur de Lagrange pour tester l'hypothèse d'effets aléatoires ; ce test est basé sur des erreurs obtenues par la méthode des moindres carrés ordinaires.

Sous l'hypothèse nulle, le test de Breusch Pagan permet de choisir si le modèle des moindres carrés ordinaires sur les données empilées est adéquat contre le modèle à effets aléatoires.

$$\begin{cases} H_0 : \sigma_T = 0 \\ H_1 : \sigma_T \neq 0 \end{cases}$$

$$\begin{cases} H_0 : \alpha + \acute{\beta} X_{it} + \epsilon_{it}\ \ absence\ d'effets\ aléatoires \\ H_1 : \alpha_i + \beta X_{it} + \epsilon_{it}\ \ présence\ d'effets\ aléatoires \end{cases}$$

$$\begin{cases} H_0 : le\ modèle\ préféré\ est\ à\ moindrés\ carrés\ ordinaires\ sur\ les\ données\ empilées \\ H_1 : le\ modèle\ \ préféré\ est\ à\ celui\ effets\ \ aléatoires \end{cases}$$

III.1.1.3. Tests de diagnostics

✓ **Test d'autocorrélation (AR1)**

Après avoir spécifié le modèle à utiliser entre modèle à effets fixe et aléatoire, il est aussi important de vérifier s'il y a ou pas l'autocorrélation des erreurs dans le modèle. On cherche à vérifier si les erreurs sont autocorrélées $\mathrm{E}(\varepsilon_{it}\varepsilon_{is}) \neq 0\ pour\ t \neq s$ de forme autorégressive

$(AR1)$: $\mathcal{E}_{it} = \rho\varepsilon_{it-1} + z_{it}\ \forall i = 1\forall, \ldots N$. On emploie le test de Wald modifié dont l'hypothèse nulle est celle d'absence d'autocorrélation des erreurs pour vérifier ce problème. Si on rejette cette hypothèse, i.e. si la valeur obtenue est inférieure à la valeur critique, les erreurs des individus sont auto corrélées.

✓ **Test d'hétéroscédasticité**

Ce test-ci est conçu pour tester spécifiquement l'existence d'hétéroscédasticité inter-individuel. On utilise un test Wald modifié. Sous l'hypothèse nulle, le test suppose que la variance des erreurs est la même pour tous les individus, donc l'homoscédasticité : $\sigma_i^2 = \sigma^2, \forall i = 1, \ldots., N$ et il donne une statistique qui suit une loi de $\chi 2$ à n degré de liberté. $H_0: \sigma_{it}^2 = \sigma^2, \forall t$: Homoscédasticité (absence d'hétéroscédasticité), $H_1: \sigma_i^2 \neq \sigma^2, \forall i = 1, \ldots N$: Hétéroscédasticité.

Si la valeur obtenue (p-value associée) est inférieure à la valeur critique (5%), on ne peut rejeter l'hypothèse nulle : la variance des erreurs est la même pour tous les individus.

III.1.1.4. Choix et présentation des variables

Dans le cas présent, nous étudions l'impact des variables explicatives de l'industrialisation entre les pays de l'Afrique et de l'Asie. Pour ce faire, nous utilisons la méthodologie présentée par Papyrakis E. et Gerlagh R. (2004) qui ont analysé l'effet de la maladie hollandaise sur la croissance à travers des canaux tels que la corruption, l'investissement, les termes de l'échange, l'ouverture économique et la scolarisation. Nous nous démarquons de ces auteurs dans la mesure où notre variable dépendante est la valeur ajoutée du secteur manufacturier non la croissance du produit intérieur brut.

Le modèle à estimer est ainsi le suivant :

Pour l'Afrique : $VAM_{it} = \beta_0 + \beta_1 CA_hum_{it} + \beta_2 INV_{it} + \beta_3 SN_{it} + \beta_4 TCH_{it} + \beta_5 TI_{it} + \beta_6 INFRA_{it} + \beta_7 OUV_com_{it} + \beta_8 IMP_{it} + \beta_9 GOUV_{it} + \beta_{10} SP_{it} + \beta_{11} COR_{it} + \beta_{12} REG_{it} + \varepsilon_{it}$

Pour l'Asie : $VAM_{it} = \beta_0 + \beta_1 CA_hum_{it} + \beta_2 INV_{it} + \beta_3 SN_{it} + \beta_4 TCH_{it} + \beta_5 TI_{it} + \beta_6 INFRA_{it} + \beta_7 OUV_com_{it} + \beta_8 IMP_{it} + \beta_9 GOUV_{it} + \beta_{10} SP_{it} + \beta_{11} COR_{it} + \beta_{12} REG_{it} + \varepsilon_{it}$

- ✓ La valeur ajoutée manufacturière (VAM) : elle prend en compte la valeur ajoutée générée par les industries extractives, l'eau, l'électricité et le gaz. La valeur ajoutée est la production nette d'un secteur après addition de tous les extrants et soustraction des intrants intermédiaires. Il est calculé sans déduction pour l'amortissement des biens fabriqués ou l'épuisement et de la dégradation des ressources naturelles.
- ✓ Capital humain (CA_HUM) : c'est la composition de la population, en particulier l'existence d'une population active possédant des aptitudes, des compétences et des connaissances qui améliore la productivité et l'efficacité d'une économie. Un important stock du capital humain permet à un pays d'atteindre de niveau élevé de performance industrielle. La main d'œuvre et le capital humain devrait être corrélés positivement à la performance industrielle.
- ✓ Investissements directs étrangers (INV) : ils sont mesurés par le flux d'entrée des investissements en pourcentage du PIB. Les investissements directs étrangers représentent les investissements effectués pour acquérir ou accroître une participation durable au capital d'une entreprise opérant dans un pays autre que celui de l'investisseur. C'est la somme du capital social, du réinvestissement des bénéfices et d'autres capitaux à court et à long termes. Le coefficient de cette variable devrait être positif.
- ✓ Stabilité politique (SP) : stabilité politique est l'absence de violence. Elle mesure la probabilité perçue que le gouvernement sera déstabilisé ou renversé par des moyens anticonstitutionnels ou violents, y compris politiquement la violence motivée et le terrorisme. La stabilité politique est considérée comme le plus aspect important de la gouvernance en termes de relation avec l'industrialisation, (Ozlër et Rodrik, 1992).

- ✓ Corruption (COR) : le contrôle de la corruption mesure la perception de la corruption dans laquelle le pouvoir public est exercé à des fins privées, y compris les grands et les petites formes de corruption, ainsi que l'accaparement de l'Etat par les élites et les intérêts privés. Il est un des composants utilisés pour produire le risque politique. Cette mesure tient compte de la corruption financière sous la forme de demandes de paiements spéciaux et les pots de vin liés aux licences d'importation et d'exportation, le contrôle des changes, les évaluations fiscales, la protection de la police, ou des prêts. Il est plus marqué par la corruption réelle ou potentielle sous la forme de mécénat excessif, le népotisme, les emplois réservés, « favorable » pour-faveurs, secret financement des partis politiques, et les liens étroits entre la politique méfiance et les entreprises. La corruption est une menace pour l'industrialisation car elle permet aux gens d'accéder à des positions de pouvoir par patronage plutôt que capacité.
- ✓ Efficacité du gouvernement (GOUV) : mesure la qualité perçue des services publics, la qualité de l'enseignement public et le degré d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques, la Gouvernance et attractivité des investissements directs étrangers dans les pays, qualité de la formulation des politiques et leur mise en œuvre et la crédibilité de l'engagement du gouvernement envers ces politiques.
- ✓ Qualité Réglementaire (REG) : elle mesure la perception de la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en œuvre des politiques et des réglementations favorisant le développement du secteur privé.
- ✓ Infrastructure (INFRA) : un indicateur qui montre le nombre en pourcentage de la population déjà reçue d'electricité.
- ✓ L'ouverture commerciale de l'économie (OUV_COM) : elle est calculée comme la somme des importations et des exportations sur le PIB, dont l'effet potentiel sur l'investissement passe par l'accroissement de la taille du marché et l'augmentation de la concurrence (Balassa, 1978 ; Feder, 1982). Il s'agit d'un indicateur d'ouverture : mesuré à prix courants (%) représentant la somme des exportations et des importations divisées par le Produit Intérieur Brut.

- ✓ Le taux d'inflation (INFL) : il est un indicateur des mauvaises politiques macro-économiques, qui peut décourager l'investissement en suscitant des placements refuges ou en brouillant les anticipations des agents (Fischer, 1993 ; De Gregorio, 1992).
- ✓ Importations (IMP) : elles représentent les biens et les services importés en vue d'alimenter les industries.
- ✓ Investissements domestiques (SN) : ils représentent les épargnes des ménages.
- ✓ Taux de change réel (TCH) : il désigne la valeur relative d'une monnaie par rapport à une autre, en tenant compte des variations des prix nationaux et étrangers. Il sert à évaluer le pouvoir d'achat des différentes monnaies en temps réel. Il est calculé grâce à une méthode basée sur les indices des prix. Evaluation du taux de change réel consiste à comparer les variations des niveaux de prix en général entre deux pays.

III.1.1.5. Variables indépendantes et les signes attendus

Le tableau ci-dessous montre les variables et les signes attendus pour chaque variable explicative de la valeur ajoutée manufacturière entre les pays de l'Afrique et de l'Asie.

Tableau 1 : Variables indépendantes et les signes attendus

Les variables et abréviations	**Les signes attendus**
Capital humain (CA_HUM)	Positif
Investissements directs étrangers (INV)	Positif
Epargnes des ménages (SN)	Positif
Taux de change réel (TCH)	Négatif
Taux d'intérêt directeur (TID)	Positif
Infrastructures (INFRA)	Positif
Inflation (INFL)	Négatif
Ouverture commerciale (OUV_COM)	Positif
Importations (IMP)	Négatif
Qualité de la gouvernance (GOUV)	Positif
Stabilité politique (SP)	Positif
Corruption (COR)	Négatif
Qualité réglementaire (REG)	Positif

Source : Construit par l'auteur

Section 2. Présentation et interprétations des résultats

La présente section concerne la présentation et interprétations des résultats issus des différents tests et estimations économétriques afin de capter les variables qui déterminent l'industrialisation entre les pays de l'Afrique et les pays de l'Asie.

III.2.1. Résultats de test de significativité globale du modèle estimé

Le test de Wald permet de vérifier si le modèle est globalement significatif et s'il y a ou pas des effets individuels dans nos données. Les résultats s'obtiennent en effectuant l'estimateur GLS et sont présentés dans le tableau suivant (les estimations sont en annexe 1) :

Tableau 2 : Résultats du test de significativité globale des modèles

Résultats de comparaison entre les pays de l'Asie et les pays de l'Afrique				
Les continents d'étudie	Variable expliquée	Valeur calculée de Chi2	Probabilité de Chi2 au seuil de 5%	Décision
Asie	VAM	182,40	0,000	Modèle est globalement significatif et il est hétérogène
Afrique	VAM	193,47	0,000	Modèle est globalement significatif et il est hétérogène

Source : Construit par l'auteur sur base des résultats en annexe1 avec stata15

Les résultats ci-dessus nous montrent que les modèles étudiés ne sont pas des modèles homogènes du fait que la probabilité associée à la loi de Chi2 est inférieure au seuil de 5%. Dans nos modèles, il y a une présence des effets individuels qu'il faut en tenir compte et les modèles sont globalement significatifs.

III.2.2. Test de significativité des effets fixes

Le Test de Fisher permet de confirmer ou pas la significativité globale du modèle à effets fixes et la significativité des effets fixes individuels dans le modèle et les résultats s'obtiennent en effectuant automatiquement l'estimation des paramètres du modèle à effets fixes avec l'estimateur « within ». Les résultats obtenus dans nos modèles sont établis dans le tableau suivant (les estimations sont en annexe 2) :

Tableau 3 : Résultats de la significativité des effets fixes :

Nous indiquons à présent pour cette régression les résultats du modèle à effets fixes sur nos modèles pour deux échantillons considérés, l'un pour les pays de l'Asie et l'autre pour les pays de l'Afrique.

Résultats de comparaison entre les pays de l'Asie et les pays de l'Afrique				
Les continents d'étude	Variable expliquée	Valeur calculée de Ficher	Probabilité de Chi2 au seuil de 5%	Décision
Asie	VAM	32,07	0,0000	Les effets fixes sont significatifs
Afrique	VAM	64,46	0,0000	Les effets fixes sont significatifs

Source : Construit par l'auteur sur base des résultats en annexe 2 avec stata15

Les estimations nous confirment que l'hypothèse nulle de non significativité est rejetée au seuil de 5% pour les deux modèles à effets fixes des pays de l'Asie et les pays de l'Afrique car les probabilités associées à la statistique de Fisher pour les deux modèles sont inférieures au seuil de significativité de 5%.

III.2.3. Test de significativité des effets aléatoires

Test de significativité des effets aléatoires de Breusch-Pagan (1980) ont proposé un test du multiplicateur de Lagrange pour tester l'hypothèse des effets aléatoires. Ce test est basé sur des erreurs obtenues par la méthode des moindres carrés ordinaires. Ce test permet alors de choisir entre le modèle sans effets et le modèle à effets aléatoires. Les résultats sont établis dans le tableau ci-dessous (annexe 3).

Tableau 4 : Résultats du test de significativité des effets aléatoires

Résultats de comparaison entre les pays de l'Asie et les pays de l'Afrique				
Continents d'étude	Variable expliquée	Valeurs calculées	Probabilité associée à la statistique de Breusch-Pagan au seuil de 5%	Décision
Asie	VAM	1472 ,72	0,0000	Les effets aléatoires ne sont pas significatifs
Afrique	VAM	933,76	0,0000	Les effets aléatoires ne sont pas significatifs

Source : Construit par l'auteur sur base des résultats en annexe 3 avec stata15

Les résultats obtenus ci-haut montrent que pour le test de Breusch-Pagan, l'hypothèse de non significativité d'effets aléatoires est acceptée du fait que la probabilité associée à la statistique de Breusch-Pagan est inférieure au seuil de 5%.

Ces tests suggèrent donc de passer au test de Hausman qui nous permet de choisir le modèle approprié entre modèle à effets fixes et modèle à effet aléatoires.

III.2.4. Test de spécification de Hausman

La statistique de Hausman, sous l'hypothèse nulle de présence d'effets aléatoires, suit asymptotiquement une loi du Khi-Deux à k degrés de liberté. On rejette l'hypothèse nulle de présence des effets aléatoires si la valeur obtenue est inférieure à la valeur critique au seuil de 5%. Le tableau suivant donne les résultats de ce test sur les deux modèles pour les pays de l'Asie et pour les pays de l'Afrique (les estimations sont en annexe 4).

Tableau 5 : Résultats du test de spécification de Hausman

Résultats de comparaison entre les pays de l'Asie et les pays de l'Afrique				
Les continents d'étude	Variable expliquée	Statistique de Hausman	Probabilité au seuil de 5%	Décision
Asie	VAM	24,70	0,0163	Modèle à effets fixes
Afrique	VAM	38,15	0,0003	Modèle à effets fixes

Source : Construit par l'auteur sur base des résultats en annexe 4 avec stata15

Les valeurs calculées de Hausman pour les pays de l'Asie et les pays de l'Afrique sont respectivement de 24 ,70 et 38,15 et leurs probabilités associées à ces statistiques sont inférieures au seuil de significativité de 5%. Alors l'hypothèse nulle du modèle à effets aléatoires est rejetée. Le modèle à effets fixes doit donc être privilégié et l'estimateur Within doit être retenu. Pour les pays de l'Asie et les pays de l'Afrique, le modèle retenu est celui à effets fixes.

III.2.5. Test d'autocorrélation

Avec ce test, on cherche à vérifier si les erreurs sont autocorrélées. Un test de Ficher est employé dont l'hypothèse nulle est celle d'absence d'autocorrélation des erreurs. On rejette cette hypothèse si la valeur obtenue est inférieure à la valeur critique c'est-à-dire que les erreurs des individus sont autocorrélées. Le tableau des résultats est le suivant (estimation en annexe 6).

Tableau 6 : Résultats du test d'autocorrélation

Résultats de comparaison entre les pays de l'Asie et les pays de l'Afrique				
Les continents d'étude	Variable expliquée	Valeur calculée du test de Ficher	Probabilité au seuil de' 5%	Décision
Asie	VAM	94,580	0,0000	Présence d'autocorrélation
Afrique	VAM	131,484	0,0000	Présence d'autocorrélation

Source : Construit par l'auteur sur base des résultats en annexe 6 avec stata15

Les résultats présentés dans le tableau ci-dessus montrent que les probabilités associées aux statistiques de Fisher pour les pays de l'Asie et les pays de l'Afrique sont respectivement de 94,580 et 131,484 et elles sont inférieures au seuil de significativité de 5%, par conséquent, on rejette l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation des erreurs dans le cas de deux modèles. C'est-à-dire qu'il y a la présence d'autocorrélation des erreurs.

III.2.6. Test d'hétéroscédasticité

Le test d'hétéroscédasticité aide à savoir si la variance des erreurs de chaque individu est constante. Pour tout individu i, on doit donc avoir $\sigma_t^2 = \sigma^2 \; pour \; tout \; t.$ La dimension nouvelle des données de panel consiste à s'assurer que la variance est la même pour tous les individus :

$\sigma_i^2 = \sigma^2 \; pour \; tot \; i$ (Estelle Ouellet, 2005). Si la valeur obtenue est inférieure à la valeur critique, on peut rejeter l'hypothèse nulle d'homoscédasticité. Les résultats sont établis dans le tableau ci-desous (estimation en annexe 7).

Tableau 7: Résultats du test d'hétéroscédasticité

Résultats de comparaison entre les pays de l'Asie et les pays de l'Afrique				
Les continents d'étude	Variable expliquée	Valeur calculée: LR Chi2	Probabilité au seuil de 5%	Décision
Asie	VAM	73,32	0,0000	Hétéroscédasticité
Afrique	VAM	138,07	0,0000	Hétéroscédasticité

Source : Construit par l'auteur sur base des résultats en annexe 7 avec stata15

Les résultats ci-haut mentionnés montrent que l'hypothèse nulle de l'homoscédasticité est rejetée car les probabilités associées aux statistiques Chi2 des valeurs respectives 73,32 et 138,07 pour les pays de l'Asie et les pays de l'Afrique sont inférieures au seuil de 5%. On peut donc conclure qu'il y a la présence de l'hétéroscédasticité dans les deux modèles. C'est-à-dire que la variance des erreurs par rapport aux deux équations ne sont pas constantes dans le temps. Il est alors nécessaire de passer à la correction de ces problèmes constatés dans les deux modèles pour aboutir à des résultats sans biais.

Tableau 8 : Résultats avec les modèles corrigés

Résultats de comparaison entre les pays de l'Asie et les pays de l'Afrique					
Continents d'étude	Variable endogène	Variables exogènes	Coefficients	Probabilités	Observations à 5%
ASIE	VAM	CA_HUM	0,364	0.001	Significatif
		INV	0,669	0,002	Significatif
		SN	-0,141	0,079	non significatif
		TCH	-0,0069	0,767	non significatif
		TI	-0,173	0,121	non significatif
		INFRA	0,512	0,0000	Significatif
		INFL	-0,231	0,018	Significatif
		OUV_COM	0,158	0,0000	Significatif
		IMP	-0,540	0,0000	Significatif
		GOUV	0,000254	0,025	Significatif
		SP	0,3686	0,001	Significatif
		COR	-0,169	0,0000	Significatif
		REG	0,157	0,072	non significatif
		Constantes	-11,020	0,098	non significatif
AFRIQUE	VAM	CA_HUM	0,0546	0,075	non significatif
		INV	0,244	0,0000	Significatif
		SN	0,3213	0,0000	Significatif
		TCH	-0,0034	0,0012	Significatif
		TI	0,2003	0.0000	Significatif
		INFRA	-0.096	0.062	non significatif
		INFL	-0,252	0,753	non significatif
		OUV_COM	0,0396	0,060	Significatif
		IMP	0,824	0,000	Significatif
		GOUV	-0,144	0,024	Significatif
		SP	-0,0845	0,060	non significatif
		COR	-0,1926	0,0000	Significatif
		REG	0.007	0,914	non significatif
		Constantes	-5,574	0,002	Significatif

Source : Construit par l'auteur sur base des résultats en annexe 8 avec stata15

Les Résultats

Cette section fournit les résultats économétriques permettant de connaitre les déterminants de l'industrialisation dans les pays de l'Asie et de l'Afrique. Pour pouvoir vérifier la robustesse des résultats obtenus, nous avons utilisé trois méthodes sur les données de panel en considérant deux différents échantillons de 21 pays pour chacun qui représentent les pays de l'Asie et de l'Afrique

sur une période considérée de 1996-2022. Dès les premières lignes de ce chapitre, nous avons énoncé ces trois méthodes d'estimation, parmi ces méthodes d'estimation se trouvent le modèle des moindres carrés ordinaires, le modèle à effets fixes, le modèle à effets aléatoires.

Après, nous avons utilisé des tests de spécification de Fisher, d'Hausmann et de Breusch-Pagan pour déterminer la nature du modèle le mieux adapté au jeu des données sélectionnées pour la modélisation économétrique que ce soit dans l'échantillon des pays de l'Asie et celui des pays de l'Afrique.

Toutefois, nous avons constaté que ces modèles ne permettent pas de prendre en compte la dimension pays. Par conséquent, nous avons utilisé des modèles à effets fixes après avoir mené un test de Hausman.

Nous rappelons que notre approche consistait à évaluer tout d'abord, l'impact de l'ensemble des variables explicatives du modèle sur la valeur ajoutée du secteur manufacturier pour les pays de l'Asie et les pays de l'Afrique. C'est -à -dire les variables explicatives qui déterminent beaucoup mieux l'industrialisation dans les pays de l'Asie et dans les pays de l'Afrique. Dans les résultants des modèles à effets fixes retenus, on a observé qu'ils contiennent des problèmes d'autocorrélation des erreurs et d'hétéroscédaciticités pour le modèle des pays de l'Asie et celui des pays de l'Afrique. Ainsi, après la correction des erreurs dans ces deux modèles de deux échantillons, nous passons aux interprétations des résultats que nous avons obtenus avant d'extraire quelques implications qui en découleraient.

III.2.7. Interprétation des résultats entre les pays de l'Afrique et de l'Asie

Dans cette section qui concerne la présentation et les interprétations des résultats, nous nous basons uniquement sur les résultats obtenus en considérant les résultats des régressions avec les effets fixes. Les résultats des régressions de ces modèles à effets fixes sont présentés dans le tableau 6. Ces résultats montrent que les déterminants de l'industrialisation entre les pays de l'Asie et de l'Afrique ne sont pas les mêmes. On observe une différence très remarquable entre les pays de l'Afrique et ceux de l'Asie.

D'abord en Asie, les résultats des estimations montrent que le capital humain qui mesure le nombre des individus ayant atteint le niveau d'étude supérieure a un impact positif et significatif sur l'industrialisation.

Une augmentation d'un point d'une année d'étude supérieure augmente la valeur ajoutée manufacturière de 36%, toutes choses restant égales par ailleurs. La qualification du capital humain en Asie apparait associée très clairement au niveau de l'industrialisation.

Tandis qu'en Afrique, le capital humain qui mesure le nombre des individus ayant atteint le niveau supérieur a un impact positif et non significatif au seuil de 5% sur l'industrialisation. Une augmentation d'un point d'une année d'étude supérieure augmente la valeur ajoutée manufacturière de 5,46%, toutes choses restant égales par ailleurs. Cela montre que les pays de l'Asie nouvellement industrialisés ont investi beaucoup plus dans l'éducation que les pays de l'Afrique. La raison de ce faible niveau du capital humain des pays de l'Afrique est la précarité du système éducatif de certains pays africains et du manque de formations professionnelles de qualité surtout celles relatives aux activités industrielles.

Les résultats obtenus (impact positif du capital humain sur l'industrialisation entre les pays de l'Asie et ceux de l' Afrique) correspondent aux résultants antérieurs trouvés comme par exemple ceux de Rasolofomanana Tsiry Nandrianina (2010) qui a mené une étude sur l'industrialisation et le développement économique, il a trouvé que le capital humain est l'un des grands handicaps du secteur secondaire de Madagascar et selon lui, la majorité de la main d'œuvre que l'on puisse affecter aux différentes tâches industrielles manque de qualification. Ce qui réduit l'efficience des investissements réalisés par les entrepreneurs et diminue le niveau de la productivité globale.

Aussi bien, Romer (1990), dans son étude « caractéristiques structurelles et industrialisation » indique que le niveau du capital humain détermine la capacité d'utiliser une technologie. L'importance de la main d'œuvre représentée par la population active qualifiée est également primordiale dans les pays de l'Asie. En effet, l'augmentation d'un point de la population active qualifiée dans la population totale, accroît la performance industrielle d'environ 58%.

Dans le même raisonnement, l'Islem KRIAA, Ridha ETTBIB, Zied AKROUT (2017) et Diarra.B.M (2008) ont montré que le capital humain contribue positivement et significativement à l'accroissement de l'industrialisation. Cette dernière dépend du niveau d'absorption des nouvelles technologies. La différence des performances économiques entre les pays émergents et les pays en développement réside dans le niveau de la qualification de la main d'œuvre.

Egalement, la littérature montre que les pays de l'Asie du Sud-Est, par exemple la Corée du sud a mis beaucoup d'effort à la qualité de l'éducation ce qui justifie ce niveau d'industrialisation le plus développé des pays de l'Asie que les pays de l'Afrique.

Pourtant, aujourd'hui, l'Afrique est le lieu le plus privilégié des affaires. Elle dispose d'une jeune population en plein essor et une demande grandissante de biens de consommation, de produits alimentaires et de services financiers. Tous ces facteurs conjugués font de l'Afrique une destination commerciale et industrielle attrayante pour le secteur privé. Ce qui fait que la qualification du capital humain permettrait aux africains de développer leurs secteurs industriels, Rasolofomanana Tsiry Nandrianina (2010).

Pour les résultats des IDE, dans les pays de l'Asie, ces résultants attestent que les IDE ont un effet positif et significatif sur l'industrialisation. Une augmentation des IDE d'un point augmente la valeur ajoutée manufacturière de 66,9%, toutes choses restant égales par ailleurs. De même, dans les pays de l'Afrique, les IDE jouent un impact positif et significatif, une augmentation d'un point des IDE augmente la valeur ajoutée manufacturière de 24,4%, toutes choses restant égales par ailleurs.

Les résultants obtenus sont semblables à ceux trouvés récemment par Sylvain Ernest Mouyedi (2021) en analysant la relation entre l'ouverture commerciale et l'industrialisation en Afrique centrale. Ses résultats de l'estimation ont montré que les IDE ne contribuent pas à l'industrialisation au même niveau pour les pays de l'Afrique et ceux de l'Asie. Selon Islem KRIAA (2015) dans son étude de l'analyse sous régionale des investissements directs étrangers et l'industrialisation, il a trouvé que les IDE contribuent à l'industrialisation dans toutes les régions de l'Afrique. En Afrique centrale, une augmentation d'un point des IDE fait accroitre la valeur ajoutée manufacturière de 2,80%.

En outre, l'investissement domestique accroit significativement l'industrialisation de l'Afrique. Une augmentation d'un point de l'investissement national fait accroitre l'industrialisation de 32,13%, toutes choses restant égales par ailleurs. Cette conclusion montre la volonté des entreprises africaines à renforcer leur processus industriel. Malgré cet impact positif, les pays africains ont souvent cherché à promouvoir l'investissement domestique afin de soutenir une croissance économique régulière et un développement industriel durable.

Par contre dans les pays de l'Asie, on observe que l'investissement domestique joue un impact négatif sur l'industrialisation et non significatif. Une augmentation de l'investissement domestique d'un point diminue la valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du PIB de 14,1%.

Concernant les résultants des infrastructures dans les pays de l'Asie et de l'Afrique, en Asie, les résultats trouvés montrent que les infrastructures ont impact positif et significatif. En Asie, une amélioration de la qualité des infrastructures d'un point augmente 51,2% l'industrialisation, toutes choses restant égales par ailleurs. Tandis qu'en Afrique, les infrastructures ont impact négatif et non significatif au seuil de significativité de 5%. Une diminution de la qualité des infrastructures d'un point diminue l'industrialisation de 9,6%, toutes choses restant égales par ailleurs. Ces résultats confirment que les pays de l'Asie connaissent un niveau de l'industrialisation le plus développé que les pays de l'Afrique.

Le résultat trouvé pour les pays de l'Afrique correspond aux résultats empiriques des travaux antérieurs faits par Sylvain Ernest Mouyedi (2021) dans une analyse de la relation entre l'ouverture commerciale et l'industrialisation en Afrique centrale. Il affirme que les infrastructures en Afrique ne contribuent pas à l'amélioration du processus industriel. Cela revient à l'affaiblissement du rôle des autorités africaines qui n'ont pas encore réussi à développer des infrastructures adéquates, vue le manque des recettes financières nécessaires. En effet, le continent souffre encore d'une mauvaise qualité des infrastructures. Le taux d'accès aux services de base comme l'eau et l'électricité reste encore très faible en Afrique.

Et la littérature montre que la faiblesse des infrastructures est la principale contrainte à une croissance plus forte en Afrique. Cela s'explique par le choix de la mesure dû à l'insuffisance des informations sur les infrastructures en Afrique. La conséquence de la faible qualité des infrastructures est également un frein pour les échanges des produits entre les pays de l'Afrique. Pourtant, la majorité de ces infrastructures, surtout les lignes ferroviaires, sont en mauvais état et inexploitables. Ces infrastructures n'existent même pas dans certaines régions de l'Afrique. Cette situation nuit au développement du secteur privé. Les coûts liés au transport sont trop importants et relèvent les coûts de production. La croissance économique est donc retardée, la BAD et la FAD (2011).

Le résultat trouvé en Asie est semblable aux études économétriques antérieures qui ont montré l'importance des infrastructures de transport routière et maritime dans le développement industriel. Jones (2006) laisse à entendre que les infrastructures des communications et des transports d'un pays devraient être intégrée aux modèles de commerce en considérant explicitement l'infrastructure comme un déterminant essentiel de l'avantage comparatif national. Il a montré aussi que les pays de l'Asie ont mis un capital public au profit des agents économiques pour mettre en place des infrastructures qui répondent aux besoins des individus. Ces différentes infrastructures sont d'une importance cruciale pour le développement du secteur industriel privé.

En outre, l'ouverture commerciale dans les pays de l'Afrique a un impact positif et non significatif au seuil de 5% sur l'industrialisation. Une augmentation de l'ouverture commerciale d'un point, augmente la valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du PIB de 3,96%, toutes choses restant égales par ailleurs. Alors qu'en Asie, le résultat trouvé montre que l'ouverture commerciale a un impact positif et significatif sur l'industrialisation. Une augmentation de l'ouverture commerciale d'un point, augmente la valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du PIB de 15,8%, toutes choses restant égales par ailleurs.

Même si, ce résultat trouvé pour les pays de l'Afrique montre que d'un côté, la libéralisation commerciale a des conséquences favorables sur le développement industriel en Afrique puisqu'elle favorise l'entrée des produits à haute technologie nécessaires à renforcer l'industrialisation, de l'autre côté, cette ouverture ne fait que renforcer la dégradation de l'économie. En effet, avec l'entrée massive des produits étrangers sur le marché interne, les entreprises africaines voient leur part de marché se rétrécir de plus en plus. Les pertes sont vraiment importantes qu'elles risqueraient de fermer leurs portes. Cette situation s'explique par le fait que l'on a exposé prématurément les industries à la forte concurrence des grandes firmes étrangères. Cela est affirmé par la littérature que nous avons énoncée précédemment que dans certains pays africains, on observe une désindustrialisation.

Par contre, l'ouverture commerciale en Asie permet aux entreprises de trouver des matières premières dans les autres pays pour alimenter leurs industries du fait que ces dernières sont très compétitives sur la chaine internationale. Ce qui justifie ce résultat trouvé dans les pays de l'Asie qui est supérieur à celui des pays de l'Afrique.

Ces résultats trouvés dans les pays de l'Asie correspondent à ceux trouvés dans les travaux empiriques antérieurs qui indiquent que l'ouverture exerce bien une influence positive sur les performances industrielles dans les pays de l'Asie.

Quant à l'efficacité gouvernementale, le résultat trouvé en Asie a un effet positif et significatif. Le coefficient montre que toute une augmentation d'un point de l'efficacité du gouvernement engendre une augmentation 2.10^{-4} % de la valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du PIB au seuil de 5%, toutes choses restant égales par ailleurs. Mais ce résultat a un impact très faible au processus de l'industrialisation. Sa contribution n'est pas très pertinente. Le résultat trouvé (impact positif de l'efficacité du gouvernement sur l'industrialisation) correspond aux travaux antérieurs comme par exemple ceux de Globerman et Shapiro (2003) qui ont trouvé, dans leur travail, que l'efficacité du gouvernement constitue un des déterminants le plus important de l'industrialisation dans les pays développés et dans les pays en voie de développement.

En Afrique, le résultat trouvé montre que la qualité des gouvernements a un impact négatif et significatif sur l'industrialisation. Une diminution d'un point de la qualité gouvernementale dans les pays africains diminue la valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du PIB de 14,40%, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce resultat correspond aux travaux antérieurs effectués par Namalguebzanga Christian KAFANDO (2014) dans son étude sur l'industrialisation de l'Afrique « l'importance des facteurs structurels et du régime de change ». Il a trouvé que la variable de mesure de la bonne gouvernance est négative et n'a pas d'effet significatif sur la valeur ajoutée manufacturière en Afrique.

Ainsi, ce résultat trouvé dans notre travail pour les pays de l'Afrique est très compatible avec la littérature. Dans ces dernières années comme aujourd'hui, le débat sur les institutions et la gouvernance est devenu l'un des plus importants débats dans la discipline du développement économique. Collier P. (2002) estime que la mauvaise gouvernance est liée à la dépendance par rapport aux produits primaires.

Si cette dépendance peut empêcher le développement des industries manufacturières, on peut penser que de mauvaises institutions conduisent à de mauvaises performances et peuvent également conduire à l'incapacité de développer une industrie manufacturière solide en Afrique.

Les coefficients de la lutte contre la corruption en Asie et en Afrique ont un impact négatif et significatif sur l'industrialisation. Ils montrent respectivement que toute augmentation de la corruption d'un point implique une diminution de la valeur ajoutée manufacturière de 16,9% en Asie tandis qu'en Afrique, elle engendre une diminution de la valeur ajoutée manufacturière de 19,26% au seuil de 5%, toutes choses restant égales par ailleurs. Cela veut dire qu'un faible niveau de lutte contre la corruption décourage le développement du processus de l'industrialisation dans les pays de l'Asie et dans les pays de l'Afrique.

Ces résultants trouvés sont semblables aux résultats des études récentes qui montrent que les îles de l'Afrique et les pays à revenu intermédiaire qui ont un niveau d'industrialisation le plus élevé, enregistrent le plus bas niveau de corruption. A ce stade de notre étude, on peut soutenir que la réduction de la corruption est positivement corrélée avec la valeur ajoutée du secteur manufacturier. Les pays ayant un niveau élevé de valeur ajoutée manufacturière disposent d'un faible niveau de corruption. Ce qui confirme que les pays de l'Asie ont un niveau d'industrialisation le plus développé que celui des pays de l'Afrique.

Quant à la stabilité politique dans les pays de l'Asie, le coefficient obtenu a un signe positif et significatif du fait que la probabilité obtenue est inférieure à la valeur critique au seuil de 5%.

Cela signifie qu'il existe une relation positive entre stabilité politique et l'industrialisation. Toutefois, le signe de ce coefficient révèle que toute augmentation de la stabilité politique d'un point entraine une augmentation de la valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du PIB de 36,86%, toute chose restant égale par ailleurs. Dans une certaine mesure, ceci peut trouver son explication dans le fait que, plus un pays est stable politiquement, plus il affiche une bonne image aux investisseurs étrangers ce qui les pousser à installer leurs entreprises dans ce pays.

Ces résultats confirment empiriquement les études d'Asiedu (2003) qui ont trouvé l'impact positif de la stabilité politique dans l'attractivité des IDE. Ce résultat confirme également les théories de Rostow et Gerschenkron (1998). Rostow soutient dans sa théorie de décollage que la stabilité du gouvernement d'un pays est l'un des facteurs de succès de son processus d'industrialisation.

La stabilité serait un facteur de succès du processus d'industrialisation dans la mesure où elle s'accompagne de l'efficacité, de l'ambition, de la vision et d'un programme axé sur l'industrialisation et le développement.

Tandis que dans les pays de l'Afrique, le coefficient associé à la stabilité politique est négatif et non significatif au seul de 5%. Le signe de ce coefficient révèle qu'une instabilité politique d'un point entraine une diminution de l'industrialisation de 8,45%, toutes choses restant égales par ailleurs.

En Asie, la qualité de la réglementation influence positivement et non significativement, au seuil de 5%. Les résultats obtenus montrent qu'une augmentation d'un point de la qualité de la réglementation engendre une augmentation de l'industrialisation de 15,70%, toutes choses restant égales par ailleurs. En Afrique, la qualité de la réglementation influence aussi positivement l'industrialisation. Mais sa contribution est faible voir aussi qu'il est négligeable. Cela montre que les pays de l'Asie mettent en place des règlements pouvant attirés les entrepreneurs à investir dans le secteur manufacturier que les pays de l'Afrique.

Pour le signe du coefficient mesurant l'impact du taux de change pratiqué par les pays de l'Asie et les pays de l'Afrique est négatif mais significatif dans les pays de l'Afrique. Ces coefficients sont presque nuls et sont négligeables dans le processus de l'industrialisation dans cette analyse.

Le taux d'intérêt influence positivement et significativement l'industrialisation dans les pays de l'Afrique alors que dans les pays de l'Asie, il a une influence négative et non significative sur l'industrialisation. Une augmentation d'un point diminue la valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du PIB de 20,03% des pays de l'Afrique tandis qu'une diminution d'un point dans les pays de l'Asie augmente la valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du PIB 17,30%, toutes choses restant égales par ailleurs.

Ces résultats sont confirmés par la littérature qui indique lors que si le taux d'intérêt augmente, les investissements diminuent et inversement. Cela prouve que dans les pays de l'Asie, la volatilité du taux d'intérêt est stable. Et dans les pays de l'Afrique, elle est instable ce qui décourage les investisseurs dans les secteurs industriels.

Relativement au signe de l'inflation, les résultats trouvés montrent que l'inflation exerce un impact négatif et significatif pour les pays de l'Afrique et non significatif pour les pays de l'Asie.

Toute augmentation de l'inflation d'un point diminue la valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du PIB de 25,20% pour les pays de l'Afrique alorsque l'augmentation de l'inflation d'un point dans les pays de l'Asie diminue la valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du PIB de 23,10%. On observe dans ces résultats une différence de 2,10% ce qui explique que les prix sont stables dans les pays de l'Asie que dans les pays de l'Afrique.

Conclusion du troisième chapitre

Ce chapitre avait pour objectif d'effèctuer une analyse empirique des dérminants de l'industrialisation entre les pays de l'Asie et les pays de l'Afrique afin de tirer une comparaison. Le test de spécification de Fisher a permis de rejeter l'utilisation du modèle homogène et celui de Hausman a permis de retenir le modèle à effets fixes.

Les résultats obtenus par estimation des modèles à effets fixes avec correction des problèmes d'autocorrélation des erreurs et d'hétéroscédasticité montrent que toutes les variables explicatives de deux modèles pour les deux échantillons considérés ne sont pas toutes significatives au seuil de significativité de 5%. On observe des variables explicatives qui sont significatives au seuil de 5% dans les pays de l'Asie et qui ne les sont pas dans les pays de l'Afrique et inversement. Il y a d'autres qui sont signifivatives au seuil de 5% dans les deux échantillons de cette analyse comparative.

Les résultats montrent que le capital humain, les IDE, les investiqssemnts domestiques, l'ouverure commerciale, les infrastructures, le taux de change, l'inflation, qualité de la réglementation et la lutte contre la corruption, la stabilité politique, exercent des effets sur l'industrialisation dans les pays de l'Asie et dans les pays de l'Afrique.

CONCLUSION GENERALE

Notre étude a permis d'identifier assez clairement ce qui est communément appelé déterminants de l'industrialisation dans les pays de l'Afrique et dans les pays de l'Asie. Sur la base de divers facteurs structurels tels que le niveau de capital humain, le degré de corruption, le taux de change réel, le taux d'intéret, l'ouverture commerciale, la qualité des règlements, la stabilité politique, les investissements directs étrangers, les investissements domestiques et la qualité des institutions, Nous avons trouvé plusieurs résultats.

En effet, à travers les résultats de la régression dans les deux échantillons (celui des pays de l'Afrique et celui des pays de l'Asie) de cette étude, les pays de l'Asie ont de bonnes performances dans le secteur manufacturier avec un bon niveau de capital humain. Il est donc possible d'affirmer qu'un bon niveau de capital humain conduit à de meilleures performances manufacturières. Ces résultats montrent que les pays de l'Afrique ont un niveau du capital humain faible par rapport aux pays de l'Asie. Cela conduit à confirmer la première hyphothèse.

En outre, à partir des résultats des regressions, les indicatuers de la bonne gouvernance indiquent que les pays de l'Asie se sont développés grâce à la mise en place des institutions solides, stables et non corrompues tandis que les pays de l'Afrique se sont caracterisés par l'instabilité des institutions et un score élevé de corruption, ce qui nous pousse à confirmer la deuxième hyphothèse.

Lorsque l'on considère les résultats de l'échantillon des pays de l'Afrique, on remarque qu'il n'y a pas eu d'évolution significative du processus de l'industrialisation au cours de ces quatre dernières décennies par rapport aux pays de l'Asie.

Ainsi, les résultats des regressions révèlent que les infrastructures ont un impact négatif sur la création de valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière des pays de l'Afrique. Ceci suggère que les pays de l'échantillon de l'Afrique ne profitent pas de l'infrastructure pour promouvoir l'intégration par la production de produits manufacturiers. Cela signifie également que la politique de développement des infrastructures doit faire partie intégrante des politiques industrielles que mettront en œuvre ces pays afin de soutenir le développement de l'industrialisation.

En revanche, les infrastructures jouent un impact postif et significatif dans les pays de l'Asie ce qui favorise le développement de l'industrialistion. Pour cela, la troisième hypothèse est confirmée.

Enfin, sur le niveau de la valeur ajoutée manufacturière dans les pays de l'Asie et dans les pays de l'Afrique, on constate que la stabilité politique, la qualité des règlements, l'ouverture commerciale, le niveau de capital humain, les investissements directs étrangers, l'infrastructure sont des facteurs déterminant l'industrialisation dans les pays de l'Asie. Tandis que dans les pays de l'Afrique, l'industrialisation est essentiellement déterminée par le niveau de capital humain, les investissements directs étrangers, les investissements domestiques et le taux d'intérêt.

RECOMMANDATIONS

Les résultats trouvés ci-haut nous permettent de formuler des principales recommandations de politiques économiques suivantes :

Pour les pays de l'Afrique :

- ✓ Concernant les investissements dans le capital humain, les pays de l'Afrique doivent investir dans l'éducation pour améliorer leur niveau de capital humain ;
- ✓ Pour les investissments dans les infrastructures, les pays de l'Afrique doivent augmenter les dépenses dans les infrastructures avec une politique de bonne gestion et suivi du patrimoine pour faire développer un secteur manufacturier efficace ;
- ✓ En matière de la gouvernance économique, les pays africains doivent maintenir un faible niveau de corruption et instaurer une bonne gouvernance avec des conditions importantes et nécessaires pour le développement de l'industrialisation ;
- ✓ Quant à la gouvernace politique et institutionnelle, étant donné que la plupart des économies africaines sont petites et n'ont que de faibles perspectives d'accès aux marchés des pays industrialisés, une amélioration des échanges commerciaux sous-régionaux et de la planification industrielle constitue peut-être une des conditions préalables importantes à un développement industriel autonome et réussi, notamment dans les industries clés des biens intermédiaires et d'équipement ;
- ✓ Compte tenu des résultats généralement décevants de la productivité de l'industrie manufacturière africaine au cours de la dernière décennie, des recherches complémentaires pour évaluer le moyen le plus efficace de promouvoir une croissance soutenue de la productivité sont souhaitables.

Pour les pays de l'Asie :

- ✓ Les pays de l'Asie devraient renforcer davantage le niveau du capital humain, la stabilité politique, la maitrise d'un faible niveau de corruption et de la bonne gouvernance pour qu'ils maintiennent leur niveau d'industrialisation solide et efficace.

REFERENCES BIBLIOGRAFIQUES

1. Bikoué, S. M. (2010). Industrialisation par substitution des importations en Afrique et compétitivité internationale: une revue critique. *Repenser les économies africaines pour le développement, CODESRIA*, 103-119.
2. Busse, M., & Hefeker, C. (2007). Political risk, institutions and foreign direct investment. *European journal of political economy*, *23*(2), 397-415.
3. *CEA (2009) : «Rapport sur la gouvernance en Afrique II*».
4. Bolduc, C. (1993). *Les modèles beaucerons d'entrepreneurship: un facteur explicatif de développement régional?*. Université du Québec à Chicoutimi.
5. Kriaa, I., Ettbib, R., & Akrout, Z. (2017). Investissements Directs Etrangers et industrialisation de l'Afrique [Foreign direct investment and industrialization of Africa]. *Int J Innov Appl Stud*, *21*(3), 477-491.
6. Totouom, A. (2018). Les obstacles au développement industriel de l'Afrique. *L'Actualité économique*, *94*(3), 363-387.
7. Murphy, K. M., Shleifer, A., & Vishny, R. W. (1989). Industrialization and the big push. *Journal of political economy*, *97*(5), 1003-1026.
8. Murphy, K. M., Shleifer, A., & Vishny, R. W. (1989). Industrialization and the big push. *Journal of political economy*, *97*(5), 1003-1026.
9. Napo, F. (2018). Capital humain, productivité manufacturière et croissance économique dans les pays de l'UEMOA.
10. Ongo Nkoa 1, B. E. (2016). Investissements directs étrangers et industrialisation de l'Afrique: un nouveau regard. *Innovations*, (3), 173-196.
11. Fousséni, N. A. P. O. (2018). Human capital, manufacturing productivity and economic growth in WAEMU countries.
12. Cadot, O., de Melo, J., Plane, P., Wagner, L., & Woldemichael, M. T. (2015). Industrialisation et transformation structurelle: l'Afrique sub-saharienne peut-elle se développer sans usines?. *Papiers de recherche*, 1-85.

13. Union africaine. (2012). *Libérer le potentiel l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale*. Commission économique pour l'Afrique.
14. Abdo 1, H. M. (2016). Rôle des infrastructures de transport dans la construction de l'espace économique ouest-africain. *Mondes en développement*, (4), 137-152.
15. UNIES, N. (2011). Le développement économique en Afrique.
16. Totouom, A. (2018). Les obstacles au développement industriel de l'Afrique. *L'Actualité économique*, *94*(3), 363-387.
17. Albert, A., & Crener, M. A. (1982). Les nouveaux pays industrialisés: Stratégies de développement industriel–le cas de la Corée du Sud et du Brésil. *Études internationales*, *13*(2), 227-245.
18. Amin, S. (1985). La Faillite du Développement en Afrique et dans le Tiers Monde: Une analyse politique. *La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers Monde*, 1-384.
19. Chaponnière, J. R., & Lautier, M. (2014). Le modèle de développement de l'Asie de l'Est. *Recherches internationales*, *98*(1), 121-145.
20. Angeon, V. (2008). L'explicitation du rôle des relations sociales dans les mécanismes de développement territorial. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, (2), 237-250.
21. Assidon, E. (2002). *Les théories économiques du développement* (Vol. 108). Editorial Abya Yala.
22. Amsden, A. H. (1992). *Asia's next giant: South Korea and late industrialization*. Oxford University Press, USA.
23. Booth, A. (1999). Initial conditions and miraculous growth: why is South East Asia different from Taiwan and South Korea?. *World development*, *27*(2), 301-321.
24. Chang, H. J., Stigliz, J., Keynes, J. M., List, F., & Hayek, F. (2002). "KICKING AWAY THE LADDER": DEVELOPMENT STRATEGY IN HISTORICAL PERSPECTIVE (A BOOK REVIEW) SEBASTIAN ORAFAGA BII.
25. Deyo, F. C. (Ed.). (1987). *The political economy of the new Asian industrialism*. Cornell University Press.
26. Rodrik, D. (2008). Normalizing industrial policy.
27. Rodrik, D. (2009). Industrial policy: don't ask why, ask how. *Middle East development journal*, *1*(1), 1-29.

28. Agon, A. V. (2017). *L'industrialisation à petite échelle (IPE): une nouvelle approche de développement territorial pour les pays africains?: le cas des entreprises de l'ananas de la région d'Allada au sud du Bénin* (Doctoral dissertation, Université du Québec à Rimouski).
29. Aryeetey, E., & Moyo, N. (2012). Industrialisation for structural transformation in Africa: appropriate roles for the state. *Journal of African Economies*, *21*(suppl_2), ii55-ii85.
30. Cumings, B. (1987). Power and Plenty in Northeast Asia: The Evolution of US Policy. *World Policy Journal*, *5*(1), 79-106.
31. Wade, R. (1990). Industrial policy in East Asia: Does it lead or follow the market. *Manufacturing Miracles: Paths of Industrialization in Latin America and East Asia*, 231-266.
32. Lal, D., & Myint, H. (1996). The Political Economy of Poverty. *Equity and Growth: A*.
33. Cogneau, D. (1992). *Le rôle des prix dans l'agriculture sub-saharienne: une question centrale de l'ajustement structurel*. DIAL.
34. Goujon, M., & Kafando, C. (2012). Caractéristiques structurelles et industrialisation en Afrique: Une première exploration.
35. Emmanuel, O. N. B., Fonchamnyo, D. C., Thierry, M. A., & Dinga, G. D. (2023). Ecological footprint in a global perspective: the role of domestic investment, FDI, democracy and institutional quality. *Journal of Global Responsibility*.
36. Keller, K. R. (2006). Investment in primary, secondary, and higher education and the effects on economic growth. *Contemporary Economic Policy*, *24*(1), 18-34.
37. Nelson, R. R., & Phelps, E. S. (1966). Investment in humans, technological diffusion, and economic growth. *The American economic review*, *56*(1/2), 69-75.
38. Romer, P. M. (1990). Capital, labor, and productivity. *Brookings papers on economic activity. Microeconomics*, *1990*, 337-367.
39. Ghose, A. K. (2000). *Trade liberalization and manufacturing employment* (p. 324). ILO.
40. Krueger, A. O. (1997). Trade policy and economic development: how we learn.
41. Caire, G. (1967). Industrialisation et échanges extérieurs. *Revue Tiers Monde*, 535-566.
42. Ghose, A. K. (2000). *Trade liberalization and manufacturing employment* (p. 324). ILO.
43. Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2005). Institutions as a fundamental cause of long-run growth. *Handbook of economic growth*, *1*, 385-472.

44. Garcia, M., & Rigobon, R. (2004). A risk management approach to emerging market's sovereign debt sustainability with an application to Brazilian data.
45. Bairoch, P. (2005). One century of external trade and foreign investment1. *States against markets: the limits of globalization*, 128.
46. Altenburg, T., & Von Drachenfels, C. (2006). The 'New Minimalist Approach'to Private-Sector Development: A Critical Assessment. *Development Policy Review*, *24*(4), 387-411.
47. Marx, M. H. (1963). Theories in contemporary psychology.
48. Cadot, O., de Melo, J., Plane, P., Wagner, L., & Woldemichael, M. T. (2015). Industrialisation et transformation structurelle: l'Afrique sub-saharienne peut-elle se développer sans usines?. *Papiers de recherche*, 1-85.
49. Johnson, M., Cowin, L. S., Wilson, I., & Young, H. (2012). Professional identity and nursing: contemporary theoretical developments and future research challenges. *International nursing review*, *59*(4), 562-569.
50. Duarte, M., & Restuccia, D. (2010). The role of the structural transformation in aggregate productivity. *The quarterly journal of economics*, *125*(1), 129-173.
51. BRASSEUL, J., Haber, S., Razo, A., & Maurer, N. INSTABILITÉ POLITIQUE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.
52. Dickinson, J. A., & Young, B. (2003). *Brève histoire socio-économique du Québec*. Les éditions du Septentrion.
53. CHEDED, W., & AIT HABOUCHE, O. (2019). L'Offre de services aux entreprises industrielles: Cas de la SOMIZ-Société de maintenance industrielle d'ARZEW-. *Strategy & Development Review*, *9*(17).
54. CNUCED et ONUDI, N. (2011). *Notes techniques sur les mesures de facilitation du commerce* (p. 48). UNCTAD/DTL/TLB/2010/1, New York et Genève.
55. Goujon, D. (2011). The solidarity economy: An alternative development strategy?. *International Social Science Journal*, *62*(203-204), 205-215.
56. Bikoué, S. M. (2010). Industrialisation par substitution des importations en Afrique et compétitivité internationale: une revue critique. *Repenser les économies africaines pour le développement, CODESRIA*, 103-119.

57. Romer, C. D. (1986). Is the Stabilization of the Postwar Economy a Figment of the Data?. *The American Economic Review*, *76*(3), 314-334.
58. Lucas, R. E. (1988). Migration, remittances, and the family. *Economic development and cultural change*, *36*(3), 465-481.
59. Mankiw, N. G., Phelps, E. S., & Romer, P. M. (1995). The growth of nations. *Brookings papers on economic activity*, *1995*(1), 275-326.
60. De Schutter, O., Lebessis, N., & Paterson, J. (2001). *Governance in the European Union.'Cahiers' of the Forward Studies Unit*.
61. Boutaleb, K. (2004, June). Démocratie, État de droit et bonne gouvernance en Afrique: le cas de l 'Algérie. In *Colloque Développement durable, Ouagadougou, 1er au* (Vol. 4).
62. Easterly, W., & Levine, R. (2016). The European origins of economic development. *Journal of Economic Growth*, *21*, 225-257.
63. Brasseul, J. (1998). Une revue des interprétations de la révolution industrielle. *Revue Région et développement*, *7*, 1-74.
64. Fosu, A. K. (1992). Effect of export instability on economic growth in Africa. *The Journal of Developing Areas*, *26*(3), 323-332.
65. Collier, P., & Gunning, J. W. (1999). Explaining African economic performance. *Journal of economic literature*, *37*(1), 64-111.
66. Jong-A-Pin, R. (2009). On the measurement of political instability and its impact on economic growth. *European Journal of Political Economy*, *25*(1), 15-29.
67. Veiga, F. J., & Veiga, L. G. (2011). Election results and opportunistic policies: A new test of the rational political business cycle model. *Public choice*, *148*, 21-44.
68. Henderson, J., Dicken, P., Hess, M., Coe, N., & Yeung, H. W. C. (2002). Global production networks and the analysis of economic development. *Review of international political economy*, *9*(3), 436-464.
69. Boutaleb, K. (2004, June). Démocratie, État de droit et bonne gouvernance en Afrique: le cas de l 'Algérie. In *Colloque Développement durable, Ouagadougou, 1er au* (Vol. 4).
70. Markusen, J. R., & Venables, A. J. (1999). Foreign direct investment as a catalyst for industrial development. *European economic review*, *43*(2), 335-356.

71. Klenow, P. J., & Rodriguez-Clare, A. (1997). Economic growth: A review essay. *Journal of monetary economics*, *40*(3), 597-617.
72. ALAYA 1, M., Nicet-Chenaf, D., & ROUGIER 2, E. (2009). À quelles conditions les IDE stimulent-ils la croissance? IDE, croissance et catalyseurs dans les pays méditerranéens. *Monde en développement*, (4), 119-138.
73. Taylor, I., & Smith, K. (2007). *United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)*. Routledge.
74. Rodrik, D. (2004). Industrial policy for the twenty-first century. *Available at SSRN 666808*.
75. Burger, J., Warnock, F., & Warnock, V. (2009). Global financial stability and local currency bond markets. *University of Leuven, February*.
76. Stiglitz, J. E. (2017). Industrial policy, learning and development.
77. Lavallée, E., Razafindrakoto, M., & Roubaud, F. (2008). Corruption and trust in political institutions in sub-Saharan Africa. In *CSAE Conference 2008-Economic Development in Africa* (p. 21).
78. Lumenga-Neso, O. (2002). Administrative barriers to foreign investment in developing countries. *Available at SSRN 636197*.
79. Matos Marques Simoes, (2014). Improving change management: How communication nature influences resistance to change. *Journal of Management Development*, *33*(4), 324-341.
80. Easterly, W., & Kraay, A. (2000). Small states, small problems? Income, growth, and volatility in small states. *World development*, *28*(11), 2013-2027.
81. Collins, S. M., Bosworth, B. P., & Rodrik, D. (1996). Economic growth in East Asia: accumulation versus assimilation. *Brookings papers on economic activity*, *1996*(2), 135-203.
82. Caves, R. E. (1974). Multinational firms, competition, and productivity in host-country markets. *Economica*, *41*(162), 176-193.
83. Adenikinju, A. F. (2005). Analysis of the cost of infrastructure failures in a developing economy: The case of the electricity sector in Nigeria.
84. Chaponnière, J. R., & Lautier, M. (2014). Le modèle de développement de l'Asie de l'Est. *Recherches internationales*, *98*(1), 121-145.

85. Belassa, B. (1982). The Choice of a Development Strategy: Lessons and Prospects. In *International Economics Policies and their Theoretical Foundations* (pp. 355-363). Academic Press.
86. RAMIARISON, H. A. (2002). Assessing the Contribution of the Initial Conditions to the Postwar Fast Economic Growth in East Asia The Case of The Republic of Korea. *Journal of Japan Academy for Asian Market Economies*, *5*, 87-91.
87. Banerjee, S. (2009). Marketing Communication through Brand Placement: A Strategic Roadmap. *Journal of Marketing & Communication*, *5*(2).
88. Arestoff, F., & Hurlin, C. (2006). *Estimates of government net capital stocks for 26 developing countries, 1970-2002* (Vol. 3858). World Bank Publications.
89. *Christophe HURLIN (2006) « économétrie des données de panel », Séminaire méthodologique www.univ-orleans.fr*
90. Papyrakis, E., & Gerlagh, R. (2004). The resource curse hypothesis and its transmission channels. *Journal of Comparative Economics*, *32*(1), 181-193.
91. Fischer, S. (1993). The role of macroeconomic factors in growth. *Journal of monetary economics*, *32*(3), 485-512.
92. Halunga, A. G., Orme, C. D., & Yamagata, T. (2017). A heteroskedasticity robust Breusch–Pagan test for Contemporaneous correlation in dynamic panel data models. *Journal of econometrics*, *198*(2), 209-230.
93. Asiedu, E. (2003). Foreign direct investment to Africa: The role of government policy, governance and political instability. *Department of Economics, University of Kansas*.

ANNEXES

Asie

Annexe 1 : Test de significativité globale du modèle

```
Random-effects GLS regression                   Number of obs     =       554
Group variable: pays                            Number of groups  =        21

R-sq:                                           Obs per group:
     within  = 0.2638                                         min =        24
     between = 0.0792                                         avg =      26.4
     overall = 0.1490                                         max =        27

                                                Wald chi2(13)     =    182.40
corr(u_i, X)   = 0 (assumed)                    Prob > chi2       =    0.0000
```

vam	Coef.	Std. Err.	z	P>|z|	[95% Conf.	Interval]
ca_hum	.286392	.1157646	2.47	0.013	.0594975	.5132865
inv	.9807666	.1796453	5.46	0.000	.6286683	1.332865
sn	.1334816	.0894487	1.49	0.136	-.0418346	.3087979
tch	.0010173	.0016932	0.60	0.548	-.0023014	.0043359
ti	.165035	.085586	1.93	0.054	-.0027106	.3327806
infra	.3488776	.0580677	6.01	0.000	.2350671	.4626882
infl	-.1952161	.1076098	-1.81	0.070	-.4061274	.0156952
ouv_com	.1300646	.0293568	4.43	0.000	.0725264	.1876029
imp	-.1866775	.0970343	-1.92	0.054	-.3768612	.0035062
gouv	7.06e-06	8.00e-06	0.88	0.378	-8.63e-06	.0000227
sp	.1557888	.1155944	1.35	0.178	-.0707721	.3823498
cor	-.4084478	.0594078	-6.88	0.000	-.5248851	-.2920106
reg	.1617459	.1041339	1.55	0.120	-.0423527	.3658445
_cons	-2.532907	7.76251	-0.33	0.744	-17.74715	12.68133
sigma_u	13.115016					
sigma_e	14.284568					
rho	.4573926	(fraction of variance due to u_i)				

.

Annexe 2 : Test de significativité des effets fixes

```
Fixed-effects (within) regression               Number of obs      =       554
Group variable: pays                            Number of groups   =        21

R-sq:                                           Obs per group:
     within  = 0.2679                                         min =        24
     between = 0.0160                                         avg =      26.4
     overall = 0.0877                                         max =        27

                                                F(13,520)          =     14.64
corr(u_i, Xb)  = -0.2624                        Prob > F           =     0.0000
```

vam	Coef.	Std. Err.	t	P>|t|	[95% Conf.	Interval]
ca_hum	.2623355	.1173854	2.23	0.026	.0317277	.4929434
inv	1.032194	.1796316	5.75	0.000	.6793014	1.385087
sn	.171114	.0922328	1.86	0.064	-.0100807	.3523088
tch	.0011865	.0016645	0.71	0.476	-.0020834	.0044564
ti	.1715417	.0847772	2.02	0.044	.0049939	.3380895
infra	.3231763	.0588471	5.49	0.000	.207569	.4387836
infl	-.1906016	.1115869	-1.71	0.088	-.4098182	.0286149
ouv_com	.1174367	.0297945	3.94	0.000	.0589043	.1759691
imp	-.1189393	.1065337	-1.12	0.265	-.3282287	.0903501
gouv	6.02e-06	7.86e-06	0.77	0.444	-9.43e-06	.0000215
sp	.0906825	.1205191	0.75	0.452	-.1460815	.3274466
cor	-.4909081	.0641378	-7.65	0.000	-.6169093	-.364907
reg	.1619522	.1141913	1.42	0.157	-.0623807	.3862851
_cons	2.536044	8.515072	0.30	0.766	-14.19213	19.26421
sigma_u	20.052658					
sigma_e	14.284568					
rho	.66337342	(fraction of variance due to u_i)				

```
F test that all u_i=0: F(20, 520) = 32.07                     Prob > F = 0.0000

.
```

Annexe 4: Test de Hausman

```
                 ---- Coefficients ----
             |      (b)          (B)            (b-B)     sqrt(diag(V_b-V_B))
             |     b_fe         b_re        Difference          S.E.
-------------+----------------------------------------------------------------
      ca_hum |    .2623355      .286392      -.0240564         .030107
         inv |    1.032194     .9807666       .0514277        .0351117
          sn |     .171114     .1334816       .0376324        .0288468
         tch |    .0011865     .0010173       .0001692        .0000987
          ti |    .1715417      .165035       .0065067        .0117423
       infra |    .3231763     .3488776      -.0257014        .0149653
        infl |   -.1906016    -.1952161       .0046145        .0367341
     ouv_com |    .1174367     .1300646       -.012628        .0077423
         imp |   -.1189393    -.1866775       .0677382        .0486737
        gouv |     6.02e-06     7.06e-06      -1.04e-06        3.76e-07
          sp |    .0906825     .1557888      -.0651063        .0414719
         cor |   -.4909081    -.4084478      -.0824603        .0272427
         reg |    .1619522     .1617459       .0002064        .0519227
------------------------------------------------------------------------------
                           b = consistent under Ho and Ha; obtained from xtreg
            B = inconsistent under Ha, efficient under Ho; obtained from xtreg

    Test:  Ho:  difference in coefficients not systematic

                  chi2(12) = (b-B)'[(V_b-V_B)^(-1)](b-B)
                           =       24.70
                Prob>chi2 =      0.0163

.
```

```
. hausman b_fe b_re,sigmamore
```

Annexe 5 : Test de Breusch et Pagan

```
Breusch and Pagan Lagrangian multiplier test for random effects

        vam[pays,t] = Xb + u[pays] + e[pays,t]

        Estimated results:
                         |       Var     sd = sqrt(Var)
                ---------+-----------------------------
                     vam |    606.8434       24.63419
                       e |    204.0489       14.28457
                       u |    172.0036       13.11502

        Test:   Var(u) = 0
                              chibar2(01) =  1472.72
                            Prob > chibar2 =   0.0000
```

Annexe 6: Test d'autocorrelation

```
. xtserial vam ca_hum inv sn tch ti infra infl ouv_com imp gouv sp cor reg

Wooldridge test for autocorrelation in panel data
H0: no first-order autocorrelation
    F(  1,      20) =     94.580
          Prob > F =      0.0000
```

Annexe 7: Test d'hétéroscédasticité

```
Breusch-Pagan / Cook-Weisberg test for heteroskedasticity
         Ho: Constant variance
         Variables: fitted values of vam

         chi2(1)      =    73.32
         Prob > chi2  =   0.0000
```

Annexe 8: Correction du modèle

```
Cross-sectional time-series FGLS regression

Coefficients:  generalized least squares
Panels:        homoskedastic
Correlation:   no autocorrelation

Estimated covariances      =         1          Number of obs     =       554
Estimated autocorrelations =         0          Number of groups  =        21
Estimated coefficients     =        14          Obs per group:
                                                              min =        24
                                                              avg =  26.38095
                                                              max =        27
                                                Wald chi2(13)     =    230.44
Log likelihood             = -2464.341          Prob > chi2       =    0.0000
```

vam	Coef.	Std. Err.	z	P>|z|	[95% Conf.	Interval]
ca_hum	.3637731	.1137566	3.20	0.001	.1408143	.5867318
inv	.6687748	.2150958	3.11	0.002	.2471948	1.090355
sn	-.1413716	.0803816	-1.76	0.079	-.2989167	.0161735
tch	-.0006983	.0023519	-0.30	0.767	-.0053079	.0039113
ti	-.1733322	.1118325	-1.55	0.121	-.3925198	.0458555
infra	.511814	.0581346	8.80	0.000	.3978723	.6257558
infl	-.2308568	.0978548	-2.36	0.018	-.4226487	-.039065
ouv_com	.1580169	.029962	5.27	0.000	.0992923	.2167414
imp	-.5402327	.0754451	-7.16	0.000	-.6881023	-.392363
gouv	.0000252	.0000112	2.25	0.025	3.23e-06	.0000472
sp	.3686027	.1095889	3.36	0.001	.1538124	.5833929
cor	-.1693301	.0435392	-3.89	0.000	-.2546653	-.0839948
reg	.1574954	.0876282	1.80	0.072	-.0142528	.3292435
_cons	-11.02071	6.656918	-1.66	0.098	-24.06803	2.02661

Afrique

Annexe 1 : Test de significativité globale du modèle

```
Random-effects GLS regression                   Number of obs     =         478
Group variable: pays                            Number of groups  =          18

R-sq:                                           Obs per group:
     within  = 0.2883                                         min =          24
     between = 0.6285                                         avg =        26.6
     overall = 0.4946                                         max =          27

                                                Wald chi2(13)     =      193.47
corr(u_i, X)   = 0 (assumed)                    Prob > chi2       =      0.0000
```

vam	Coef.	Std. Err.	z	P>|z|	[95% Conf.	Interval]
ca_hum	.0216287	.0660358	0.33	0.743	-.1077991	.1510565
inv	.03886	.0280738	1.38	0.166	-.0161637	.0938838
sn	.1351334	.036578	3.69	0.000	.0634419	.206825
tch	-.000764	.0012829	-0.60	0.552	-.0032784	.0017505
ti	-.0130148	.0312131	-0.42	0.677	-.0741913	.0481617
infra	.0058978	.0309462	0.19	0.849	-.0547558	.0665513
infl	-.0379099	.0331349	-1.14	0.253	-.102853	.0270332
ouv_com	.0276614	.0144295	1.92	0.055	-.00062	.0559428
imp	.3762097	.0379828	9.90	0.000	.3017649	.4506546
gouv	-.0030749	.0485013	-0.06	0.949	-.0981358	.0919859
sp	-.0488424	.0256583	-1.90	0.057	-.0991318	.0014471
cor	-.0677958	.0396749	-1.71	0.087	-.1455572	.0099657
reg	.1647034	.0490301	3.36	0.001	.0686062	.2608006
_cons	12.28285	2.774317	4.43	0.000	6.845288	17.72041
sigma_u	8.3809025					
sigma_e	5.350662					
rho	.71042944	(fraction of variance due to u_i)				

Annexe 2 : Test de significativité des effets fixes

```
Fixed-effects (within) regression               Number of obs      =       478
Group variable: pays                            Number of groups   =        18

R-sq:                                           Obs per group:
     within  = 0.2913                                         min =        24
     between = 0.5078                                         avg =      26.6
     overall = 0.3999                                         max =        27

                                                F(13,447)          =     14.14
corr(u_i, Xb)  = 0.4291                         Prob > F           =    0.0000

------------------------------------------------------------------------------
         vam |      Coef.   Std. Err.      t    P>|t|     [95% Conf. Interval]
-------------+----------------------------------------------------------------
      ca_hum |    .033674   .0651128     0.52   0.605    -.0942913    .1616392
         inv |   .0406127   .0273911     1.48   0.139    -.0132187    .0944441
          sn |   .1283891   .0357587     3.59   0.000      .058113    .1986651
         tch |  -.0000571   .0012996    -0.04   0.965    -.0026113     .002497
          ti |  -.0256467   .0305157    -0.84   0.401    -.0856187    .0343253
       infra |   .0094447   .0301503     0.31   0.754    -.0498093    .0686987
        infl |  -.0639326   .0340928    -1.88   0.061    -.1309346    .0030694
     ouv_com |   .0241981   .0141103     1.71   0.087    -.0035326    .0519288
         imp |   .3453495   .0376818     9.16   0.000      .271294     .419405
        gouv |  -.0002233   .0476217    -0.00   0.996    -.0938136    .0933669
          sp |  -.0731673   .0254498    -2.87   0.004    -.1231834   -.0231511
         cor |   -.062679   .0393734    -1.59   0.112    -.1400591     .014701
         reg |   .1777674   .0481372     3.69   0.000     .0831642    .2723707
       _cons |   14.32596   1.934457     7.41   0.000      10.5242    18.12772
-------------+----------------------------------------------------------------
     sigma_u |  14.054293
     sigma_e |   5.350662
         rho |  .87340597   (fraction of variance due to u_i)
------------------------------------------------------------------------------
F test that all u_i=0: F(17, 447) = 64.46                     Prob > F = 0.0000
```

Annexe 4: Test de Hausman

```
. hausman b_fe b_re,sigmamore

                ---- Coefficients ----
             |      (b)          (B)            (b-B)     sqrt(diag(V_b-V_B))
             |     b_fe         b_re        Difference          S.E.
-------------+----------------------------------------------------------------
      ca_hum |     .033674     .0216287        .0120452        .0113707
         inv |    .0406127       .03886        .0017527        .0025367
          sn |    .1283891     .1351334       -.0067444        .0040295
         tch |   -.0000571     -.000764        .0007068        .0003781
          ti |   -.0256467    -.0130148        -.012632        .0034547
       infra |    .0094447     .0058978        .0035469         .002247
        infl |   -.0639326    -.0379099       -.0260227        .0115338
     ouv_com |    .0241981     .0276614       -.0034632        .0016262
         imp |    .3453495     .3762097       -.0308602        .0078146
        gouv |   -.0002233    -.0030749        .0028516        .0070256
          sp |   -.0731673    -.0488424       -.0243249        .0052524
         cor |    -.062679    -.0677958        .0051167        .0082284
         reg |    .1777674     .1647034         .013064        .0070753
------------------------------------------------------------------------------
                           b = consistent under Ho and Ha; obtained from xtreg
            B = inconsistent under Ha, efficient under Ho; obtained from xtreg

    Test:  Ho:  difference in coefficients not systematic

                 chi2(13) = (b-B)'[(V_b-V_B)^(-1)](b-B)
                          =       38.15
                Prob>chi2 =      0.0003

.
```

Annexe 5 : Test de Breusch et Pagan

```
Breusch and Pagan Lagrangian multiplier test for random effects

        vam[pays,t] = Xb + u[pays] + e[pays,t]

        Estimated results:
                         |       Var     sd = sqrt(Var)
                ---------+-----------------------------
                     vam |    299.7358       17.31288
                       e |    28.62958       5.350662
                       u |    70.23953       8.380902

        Test:   Var(u) = 0
                                chibar2(01) =   933.76
                              Prob > chibar2 =   0.0000
```

Annexe 6: Test d'autocorrelation

```
Wooldridge test for autocorrelation in panel data
H0: no first-order autocorrelation
    F(  1,      17) =    131.484
           Prob > F =      0.0000
```

Annexe 7: Test d'hétéroscédasticité

```
Breusch-Pagan / Cook-Weisberg test for heteroskedasticity
         Ho: Constant variance
         Variables: fitted values of vam

         chi2(1)      =   138.07
         Prob > chi2  =   0.0000
```

Annexe 8: Correction du modèle

```
Cross-sectional time-series FGLS regression

Coefficients:  generalized least squares
Panels:        homoskedastic
Correlation:   no autocorrelation

Estimated covariances      =         1          Number of obs     =        478
Estimated autocorrelations =         0          Number of groups  =         18
Estimated coefficients     =        14          Obs per group:
                                                              min =         24
                                                              avg =   26.55556
                                                              max =         27
                                                Wald chi2(13)     =    1069.25
Log likelihood             =  -1760.01          Prob > chi2       =     0.0000
```

vam	Coef.	Std. Err.	z	P>|z|	[95% Conf.	Interval]
ca_hum	.0546123	.0306851	1.78	0.075	-.0055294	.1147541
inv	.2443454	.0302119	8.09	0.000	.1851312	.3035595
sn	.3213277	.0503726	6.38	0.000	.2225992	.4200561
tch	-.0034124	.0013514	-2.53	0.012	-.0060612	-.0007636
ti	.2003042	.0451403	4.44	0.000	.1118308	.2887777
infra	-.0959907	.0513947	-1.87	0.062	-.1967225	.004741
infl	-.0252762	.0803409	-0.31	0.753	-.1827414	.132189
ouv_com	.0396809	.0210612	1.88	0.060	-.0015984	.0809602
imp	.8245339	.0410721	20.08	0.000	.7440342	.9050337
gouv	-.1443442	.0638854	-2.26	0.024	-.2695574	-.0191311
sp	-.0845593	.0449924	-1.88	0.060	-.1727427	.0036242
cor	-.1926157	.0439694	-4.38	0.000	-.2787942	-.1064373
reg	.0070445	.0649753	0.11	0.914	-.1203048	.1343938
_cons	-5.574725	1.809001	-3.08	0.002	-9.120301	-2.029149

.